



Gazette officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 2 MARS 1940

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, MARCH 2ND, 1940

AUX ANNONCEURS DANS LA "GAZETTE OFFICIELLE DE QUÉBEC".

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la "Gazette officielle de Québec" voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: L'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.
3. Toute annonce doit être publiée dans les deux langues.

TARIF DES ANNONCES

Première insertion: 15 cents par ligne (mesure agate), chaque version.

Insertions subséquentes: 5 cents par ligne (mesure agate), chaque version.

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction: 50 cents par 100 mots.

Livraison séparée: 30 cents chacune.

Feuilles volantes: \$1.00 la douzaine.

Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque accepté, payable au pair à Québec, ou mandat de banque ou de poste.

Un acompte couvrant à peu près le montant de l'annonce, est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication, qui sera annulée si ces conditions n'ont pas été remplies.

TO ADVERTISERS IN THE "QUEBEC OFFICIAL GAZETTE".

PARTIES sending advertisements to be inserted in the "Quebec Official Gazette" will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.
3. Every advertisement has to be published in both languages.

ADVERTISING RATES

First insertion: 15 cents per line (agate measure), each version.

Subsequent insertions: 5 cents per line (agate measure), each version.

Tabular matter at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single number: 30 cents each.

Slips: \$1.00 per dozen.

Remittance must be made to the order of the King's Printer, either by accepted cheque, payable at par in Quebec, or by bank or postal money order.

Notices which are to be inserted once only are strictly payable in advance. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon receipt of the account, before the second publication, which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette officielle de Québec" du samedi suivant, mais dans la livraison subséquente.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7 par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la Gazette sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'une livraison de la Gazette, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la Gazette pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

REDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement.

1017-9-9-o

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Quebec Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$7 per annum is invariably payable in advance, and that the Gazette will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the Gazette, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the Gazette number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

REDEMPTI PARADIS,

King's Printer.

Government House.

1018-9-9-o

Lettres Patentes

"A. L. Ein Co. Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du huitième jour de février 1940, constituant en corporation: Myron Jacoby Israel, marchand, résidant et domicilié à 4942, rue Lacombe, Ernest Harold Rosenzweig, marchand, résidant et domicilié à 4263, avenue Esplanade, tous deux des cité et district de Montréal, et Abie Louis Ein, marchand, résidant et domicilié à 3719, rue Wellington, cité de Verdun, district de Montréal, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

1. Faire le commerce de marchands de fourrure, et négociants de fourrure dans toutes les spécialités du commerce de la fourrure;

2. Manufacturer, acheter, vendre, échanger et faire le commerce de toutes fourrures, articles en drap et en soie, et marchandises, et toutes machineries et accessoires se rapportant au commerce de la compagnie;

3. Manufacturer, acheter, vendre, échanger, et faire le commerce de vêtements de toutes sortes et description, et faire le commerce de manufacturiers, détaillants, négociants, importateurs, exportateurs et agents de fourrure, habits et articles en soie et en drap, et tous vêtements, et agir comme agents, marchands à commission et représentants pour toute autre firme ou personne faisant le commerce de semblables marchandises;

4. Exercer tout autre commerce que la compagnie croira devoir être exercé en rapport avec son commerce, ou qui semblera susceptible d'augmenter la valeur des biens ou droits de la compagnie;

5. Tirer, faire, accepter, endosser et émettre des lettres de change, billets à ordre et autres effets négociables ou transférables;

6. Faire toutes telles autres choses qui sont incidentes ou qui peuvent conduire à la réalisation des objets susdits, sous le nom de "A. L. Ein Co. Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Letters Patent

"A. L. Ein Co. Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the eighth day of February, 1940, incorporating: Myron Jacoby Israel, merchant, residing and domiciled at 4942 Lacombe street, Ernest Harold Rosenzweig, merchant, residing and domiciled at 4263 Esplanade Avenue, both of the City and District of Montreal, and Abie Louis Ein, merchant, residing and domiciled at 3719 Wellington street, in the City of Verdun, District of Montreal, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

1. To carry on the business of fur merchants, and fur dealers in all branches of the fur business;

2. To manufacture, buy, sell, exchange, and deal in all furs, cloth, and silk wares, and merchandise, and all machinery and appliances in connection with the business of the company;

3. To manufacture, buy, sell, exchange, and deal in wearing apparel of all kinds and descriptions, and to carry on the business of manufacturers, retailers, jobbers, importers, exporters, and agents for furs, clothes, and silk wares, and cloths, and all wearing apparel, and to act as agents, commission merchants and representatives for any other firm or person dealing in similar merchandise;

4. To carry on any other business which may seem to the company capable of being carried on in connection with the business of the company, or calculated to enhance the value of the company's property or rights;

5. To draw, make, accept, endorse, and issue bills of exchange, promissory notes and other negotiable or transferable instruments;

6. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "A. L. Ein Co. Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Le bureau principal de la compagnie sera à 1449, rue St-Alexandre, cité de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce huitième jour de février 1940.

1019 L. DESILETS,
Assistant-procureur général.

"Association des Propriétaires de Dolbeau, Incorporée"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, R.S.Q., 1925, des lettres patentes en date du neuvième jour de février 1940, constituant en corporation sans capital-actions: C. Arthur Dufour, marchand, 526 rue des Pins, Jos Labbé, restaurateur, 575 boulevard Wallberg, et J. Bte Desroches, surintendant, 231 boulevard Wallberg, à Dolbeau, district de Roberval, dans les buts suivants:

Faire reconnaître les droits des propriétaires fonciers dans la ville de Dolbeau; faire tous actes et démarches quelconques aux fins que ces mêmes droits soient protégés; renseigner les propriétaires concernant les lois, transactions, règlements et actes d'administration des différents corps publics et qui seraient de nature à causer des préjudices à ces propriétaires;

Signaler aux autorités compétentes les lois, règlements, transactions et tous actes quelconques qui pourraient causer des préjudices à ces propriétaires;

Faire des suggestions et toutes démarches qu'il sera jugé nécessaires pour y remédier; surveiller impartialement et étroitement l'administration de la ville de Dolbeau et aider de toute manière quelconque tout propriétaire de la ville de Dolbeau;

Défendre les intérêts des propriétaires auprès des autorités de la ville et de la province;

Surveiller toute législation municipale ou provinciale susceptible d'intéresser les propriétaires;

Surveiller ou préparer les projets de loi et règlements susceptibles de servir les meilleurs intérêts des propriétaires;

L'Association pourra donner son appui et coopérer à la formation d'associations de propriétaires en dehors de la ville de Dolbeau, dans les limites de la province de Québec;

Emettre des règlements pour la bonne administration de l'Association et pour atteindre l'objet de sa formation;

Droit de fixer le montant de la contribution à verser par les membres et d'établir les conditions d'admission;

De définir les attributions des officiers et directement d'en fixer le nombre;

De nommer des comités et sous-comités et d'établir leur attribution;

Définir la manière de l'élection des officiers et directeurs et le nombre;

S'intéresser à tout plan d'améliorations et d'embellissement de la ville de Dolbeau;

Développer l'esprit civique;

Surveiller et travailler afin que toutes sommes versées par les propriétaires à la ville de Dolbeau ou à la province, sous forme de taxes, pour travaux publics, expropriations, constructions et embellissement soient employées dans l'intérêt public, sous le nom de: "Association des Propriétaires de Dolbeau, Incorporée".

The head office of the company will be at 1449 St. Alexander Street, in the City of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of February, 1940.

1020-o L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

"Association des Propriétaires de Dolbeau, Incorporée"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, pursuant to article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the ninth day of February, 1940, incorporating as a corporation without share capital, C. Arthur Dufour, merchant, 526 "des Pins" Avenue, Jos Labbé, restaurant-keeper, 575 Wallberg Boulevard, and J. Bte Desroches, superintendent, 231 Wallberg Boulevard, at Dolbeau, district of Roberval, for the following purposes:

To insist on the recognition of the rights of proprietors and tenants in the town of Dolbeau; to make any acts and take the necessary measures to protect the said rights; to instruct the proprietors concerning the laws, regulations, transactions and administrative acts of the various public bodies which might be of a nature to cause prejudice to said proprietors;

To point out to the competent authorities the laws, regulations, transactions and any acts whatsoever which might be prejudicial to the said proprietors;

To make suggestions and take any measures which it may deem necessary to remedy the same; to supervise closely and impartially the administration of the town of Dolbeau and assist in any manner whatsoever any proprietor of the town of Dolbeau;

To defend the interests of proprietors before the authorities of the town of Dolbeau and the province of Quebec;

To supervise any municipal or provincial legislation calculated to be of interest to the proprietors;

To supervise or prepare projects of law and regulations capable of serving the best interests of proprietors;

The association may give its support to and cooperate in the promotion of proprietors' associations outside of the town of Dolbeau, within the limits of the province of Quebec.

To adopt regulations for the good management of the Association and for the attainment of the object of its foundation;

To have the right to fix the fees paid by the members of the Association and conditions of their admission;

To define the duties of the officers and directly to fix the number of same;

To appoint committees and sub-committees and their duties;

To define the mode of election of officers and directors and their number.

To be interested in any plan for the improvement and embellishment of the town of Dolbeau;

To develop a spirit of citizenship;

To supervise and endeavour that any sums paid by the proprietors to the town of Dolbeau or to the province, as taxes or for public works, expropriations, construction and improvement, be used in the interest of the public, under the name of "Association des Propriétaires de Dolbeau, Incorporée".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de deux mille dollars (\$2,000.00).

Le bureau principal de la corporation sera à Dolbeau, dans le district de Roberval.

Daté du bureau du procureur général, ce neuvième jour de février 1940.

L. DESILETS,

1021-o

Assistant-procureur général.

"Laiterie de Coaticook, Limitée"—"Coaticook Dairy, Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour de février 1940, constituant en corporation: Arthur Bédard, industriel, Arthur St-Cyr, maçon, et Henri Gérin, avocat, tous de la ville de Coaticook, district de St-François, province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir toutes valeurs et créances mobilières et immobilières et en disposer à son gré;

Émettre des actions libérées, obligations, débentures et autres valeurs de la compagnie, en paiement total ou partiel de toutes propriétés, droits ou servitudes pouvant être requis par la compagnie pour services rendus ou travaux faits pour la compagnie ou pour le paiement ou règlement de dettes ou engagements dus par la compagnie;

Conclure des arrangements pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, les risques communs, les concessions réciproques et autres avec toutes personnes ou compagnie exerçant le même commerce que la compagnie. Ceci ne devant pas être interprété comme autorisant la compagnie à faire affaires sous un nom autre que celui donné par les lettres patentes, contrairement aux dispositions de l'article 28a de la Loi des compagnies de Québec, tel qu'édicte par 3 Geo. VI, chapitre 86;

Placer les fonds de la compagnie non immédiatement requis, de telle manière qu'il sera déterminé de temps à autre;

Faire le commerce du lait et de la crème en gros et en détail, et de tous les produits et sous-produits du lait, et de fabriquer cesdits produits et sous-produits;

Émettre des actions acquittées et non-appelables, obligations ou autres valeurs de la compagnie en paiement complet ou partiel de toute propriété mobilière ou immobilière, droits et autres biens acquis par la compagnie à un titre quelconque ou pour services rendus par voie de promotion ou autrement sous le nom de "Laiterie de Coaticook, Limitée"—"Coaticook Dairy, Limited", avec un capital-total de dix mille dollars (\$10,000.00), divisé en mille (1000) actions de dix dollars (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Coaticook, dans le district de Saint-François.

Daté du bureau du procureur général, ce septième jour de février 1940.

L. DESILETS,

1023-o

Amstant-procureur général.

"Laporte, Neron & Lecompte Cie Ltée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223,

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may possess, is to be limited, is two thousand dollars (\$2,000.00).

The head office of the corporation will be at Dolbeau, in the district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of February 1940.

L. DESILETS,

1022

Deputy Attorney General.

"Laiterie de Coaticook, Limitée"—"Coaticook Dairy, Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of February, 1940, incorporating: Arthur Bédard, manufacturer, Arthur St-Cyr, mason, and Henri Gérin, advocate, all of the town of Coaticook, district of St-François, province of Quebec, for the following purposes:

To acquire any securities and movable and immovable claims and to dispose of the same at its option;

To issue paid up shares, bonds, debentures and other securities of the company, in full or part payment for any properties, rights or servitudes which may be required by the company for services rendered or work done for the company or in payment or settlement of debts or obligations due by the company;

To enter into arrangements for the sharing of profits, union of interests, joint adventure, reciprocal concessions and otherwise with any persons or companies carrying on the same business as that of the company. This is in nowise to be interpreted as authorizing the company to carry on business under a name other than the one given by the letters patent, contrary to the provisions of article 28a of the Quebec Companies' Act, as enacted by 3 Geo. VI, chapter 86;

To invest the funds of the company not immediately required, in such manner as may, from time to time, be determined;

To deal in milk and cream, both wholesale and retail, and in all the products and by-products of milk, and to manufacture the said products and by-products;

To issue paid-up and non-assessable shares or other securities of the company in full or part payment for any movable or immovable property, rights and other assets acquired by the company under any title whatsoever or for services rendered by way of promotion or otherwise, under the name of "Laiterie de Coaticook, Limitée"—"Coaticook Dairy, Limited", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one thousand (1000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company will be at Coaticook, in the district of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of February, 1940.

L. DESILETS,

1024

Deputy Attorney General.

"Laporte, Neron & Lecompte Cie Ltée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, pursuant to article 2, Chapter 223,

S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du neuvième jour de février 1940, constituant en corporation: Gérard Laporte, horloger, demeurant à 779 est, Blvd St-Joseph, Wallace Lecompte, voyageur, demeurant à 8618 rue Drolet, et Joseph Néron, bijoutier, demeurant à 305 rue Bourget, dans la cité de Montréal, district de Montréal, dans les buts suivants:

(a) Fabriquer, exploiter l'industrie et faire le commerce, sous toutes les formes, de bijouterie, orfèvrerie et horlogerie;

(b) Acheter, vendre, fabriquer, exporter, importer pour leur propre compte ou comme agents à commission, les objets, articles et produits plus haut mentionnés et employés ou vendus par les bijoutiers, orfèvres et horlogers, et tous autres de nature semblable ou se rattachant directement ou indirectement à la fabrication de ces articles ou de leurs accessoires;

(c) Acquérir, aliéner, louer, fabriquer, exporter et importer toutes machineries ou machines quelconques nécessaires ou utiles au traitement, à l'exploitation ou au commerce des articles et effets plus haut mentionnés;

(d) Acquérir, aliéner, louer, concéder, échanger, construire, exploiter et diriger toute manufacture, fabrique, boutique, magasin, entrepôt, usine et toute autre construction mobilière ou immobilière nécessaire ou utile au commerce ou aux fins de la compagnie;

(e) Acheter, revendre, accepter, prendre, recevoir, acquérir, détenir, vendre ou disposer d'une manière quelconque des actions ordinaires ou privilégiées, des débentures et autres obligations de toute autre compagnie, société ou industrie, dont les objets sont, en tout ou en partie, semblables aux objets de la présente compagnie, ou qui sont engagés dans une industrie exercée de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie et voter en vertu des actions ainsi détenues par l'entremise d'un agent ou des agents que les directeurs nommeront;

(f) Acquérir, louer, vendre, aliéner et exploiter toute marques de commerce, marques de fabrique, brevets, permis, concessions et choses de même nature conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention, formule, recette ou procédé qui pourrait être utilisé pour l'une des fins quelconques de la compagnie ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie et utiliser, exercer, développer ou permettre l'usage ou faire valoir autrement les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière;

(g) Négocier et conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions, réciproques ou autres, avec toute compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, et prêter des deniers, garantir les contrats ou autrement acquérir les actions et valeurs de toute telle compagnie et les vendre, les détenir, les revendre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

(h) Acheter, acquérir, recevoir et accepter de toute façon quelconque tout commerce semblable à celui de la présente compagnie ou s'y rapportant d'une façon quelconque, soit directement ou indirectement, et le payer au prix convenu, soit en deniers comptants, soit en actions entièrement ou partiellement libérées, soit en débentures de la présente compagnie;

R. S. Q., 1925, bearing date the ninth day of February, 1940, incorporating: Gérard Laporte, clock-maker, residing at 779 St-Joseph Blvd. East, Wallace Lecompte, traveller, residing at 8618 Drolet Street, and Joseph Néron, jeweller, residing at 305 Bourget Street, in the City of Montreal, for the following purposes:

(a) To manufacture, carry on business and deal in all forms of jewelry, goldsmith's art and clock-making;

(b) To purchase, sell, manufacture, export, import, on its own account or as commission agents, the objects, articles and products hereinabove mentioned, and used or sold by jewellers, goldsmiths and clock-makers, and any others of a similar nature or directly or indirectly connected with the manufacturing of said articles or the accessories thereof;

(c) To acquire, alienate, lease, manufacture, export and import any machinery or machines whatsoever, required or useful for the treating, exploitation or business of the articles and goods hereinabove mentioned;

(d) To acquire, alienate, lease, concede, exchange, build, operate and conduct any manufactory, factory, work-shop, store, warehouse, plant and any other moveable or immoveable construction required or useful for the business or the purchase of the company;

(e) To purchase, re-sell, accept, take, receive, acquire, hold, sell or in any manner dispose of common or preferred shares, debentures or other securities of any other company, partnership or business having objects similar in whole or in part to the objects of this company, or carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company, and to vote all shares so held through agent or agents as the directors may appoint;

(f) To acquire, lease, sell, alienate and dispose of any trade-marks, trade-names, patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use any secret or other information respecting any invention, formula, recipe or process capable of being used for any of the company's purposes, or the acquisition of which may be calculated to benefit the present company, directly or indirectly, and to use, exercise, develop, grant the use of or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

(g) To negotiate and enter into any arrangement for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise, with any company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in, any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold, resell, with or without guarantee or otherwise deal with same;

(h) To purchase, acquire, receive and accept in any manner whatsoever any business similar to that of the present company, or in any way, whether directly or indirectly, connected therewith, and to pay the price agreed upon therefor either in cash or in fully or partly paid-up shares, or in debentures of the present company;

(i) Ouvrir et exploiter des succursales, manufactures, entrepôts, magasins, agences privées et à tout endroit où la compagnie pourra exercer son industrie;

(j) Vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, aliéner ou faire valoir ou autrement négocier la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la compagnie;

(k) Accepter, prendre et détenir des valeurs ou garanties de toutes sortes, mobilières ou immobilières pour des dettes, hypothèques ou obligations, dues à la compagnie et en disposer;

(l) Emettre, livrer et répartir comme entièrement libérées et non cotisables toutes autres actions, débentures ou autres valeurs de cette compagnie en paiement intégral ou partiel de tous biens ou droits que cette compagnie peut légalement acquérir en vertu des présentes ou autrement;

(m) Avancer des fonds sous forme de prêts aux clients ou à toute personne ayant des relations d'affaires avec la compagnie; prendre et détenir les garanties qui, de temps à autre, seront jugées convenables pour telles avances de fonds et garantir tout engagement de toute personne pris vis-à-vis de compagnies ou sociétés ayant des relations d'affaires avec la présente compagnie; le tout aux conditions à être fixées par la présente compagnie;

(n) Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans tout pays étranger, et y désigner les personnes conformément aux lois de ce dit pays étranger pour représenter cette compagnie et y exercer de manière effective, sous toutes ses formes, l'industrie et le commerce de la présente compagnie;

(o) Conclure avec tout gouvernement, fédéral ou provincial, avec toute autorité municipale ou toute autre corporation des conventions ou arrangements apparemment avantageux pour les fins de la compagnie et obtenir de tel gouvernement, autorité ou corporation tous droits, privilèges, concessions, subventions, bonus ou autres bénéfices que la compagnie croira avantageux d'obtenir; exécuter des conventions ou arrangements et s'y conformer;

(p) Exploiter toute industrie manufacturière, mercantile ou autre que la compagnie jugera à propos d'être exercée en rapport, directement ou indirectement, avec les fins de la présente compagnie et pouvant lui être profitable de façon quelconque;

(q) Acquérir, acheter, louer, prendre, échanger toute propriété immobilière ou biens fonds que la présente compagnie jugera nécessaire ou utile pour exercer son industrie; aliéner, engager et disposer de toute manière de telle propriété immobilière;

(r) Faire tout ce qui est nécessaire ou utile, directement ou indirectement pour atteindre les fins de la présente compagnie, sous le nom de "Laporte, Néron & Lecompte Cie Ltée";

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de (\$20,000.00) vingt mille dollars divisé en (200) deux cents actions de (\$100.00) cent dollars chacune;

(1) La partie du capital-actions qui sera émise comme actions privilégiées est de (\$5,100.00) cinq mille cent dollars;

(2) a. Les détenteurs de ces actions privilégiées auront droit de choisir deux des trois directeurs de la compagnie;

b. Au cas de dissolution la valeur de ces actions privilégiées, ainsi que les intérêts ci-après men-

(i) To open and operate branches, factories, warehouses, stores, private agencies, where the company may carry on its business;

(j) To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

(k) To accept, take and hold securities or guarantees of any kind whether moveable or immoveable, for any debts, hypothecs, or obligations, owing to the company, and to dispose thereof;

(l) To issue, allot and deliver as fully paid up and non-assessable, any other shares, debentures, or other securities of the present company either in payment or part payment of any property or rights which the present company may lawfully acquire by virtue hereof or otherwise;

(m) To advance money by way of loans to customers or to any persons having business dealings with the company; to take and hold any securities which may, from time to time, be deemed suitable for such advances of money, and to guarantee the obligations of any person, taken towards companies or partnerships having business dealings with the present company; the whole upon conditions to be fixed by the present company;

(n) To cause the company to be registered and recognized in any foreign country and designate persons therein, according to the laws of such said foreign country, to represent the company and there to carry on effectively, under all the forms thereof, the industry and business of the present company;

(o) To enter, with any government, whether federal or provincial, any municipal authority or any other corporation, into any agreements or arrangements which may seem advantageous for the company's purposes, and to secure from such government, authority or corporation any rights, privileges, concessions, subsidies, bonuses or other benefits which the company may deem advantageous to obtain; to carry out and comply with any agreements or arrangements;

(p) To carry on any other business, whether manufacturing, mercantile or otherwise, which the company may deem capable of being carried on, directly or indirectly, in connection with the purposes of the present company and capable of being profitable to it, in any manner;

(q) To acquire, purchase, lease; take, exchange any immoveable property or real estate which the present company may deem necessary or useful for the carrying on of its business; alienate, pledge and in any manner dispose of such immoveable property;

(r) To do anything necessary or useful, whether directly or indirectly, for the attainment of the purposes of the present company, under the name of "Laporte, Néron & Lecompte Cie Ltée";

The amount of the company's capital stock shall be twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each;

(1) The part of the capital stock to be issued as preferred shares shall be five thousand one hundred dollars (\$5,100.00);

(2) a. The holders of said preferred shares shall be entitled to choose two, out of the three Directors of the company;

b. In the event of dissolution, the value of said preferred shares, and also of the interest herein-

tionnés seront payés de préférence aux actions ordinaires;

c. Ces actions porteront intérêt à 7% l'an payable chaque année après l'assemblée annuelle des actionnaires;

d. Leurs détenteurs auront aussi droit aux dividendes au même titre que les détenteurs d'actions ordinaires;

(A) Le transfert d'actions devra être ratifié par le conseil d'administration;

(B) Tout actionnaire de la présente compagnie désirant disposer de ses actions, devra, au préalable, offrir, par écrit, ses dites actions au bureau d'administration de la compagnie et chacun des directeurs ou membres du bureau d'administration de la compagnie aura alors un délai de quinze jours pour racheter en son propre nom, de préférence à tout autre, les dites actions à un prix devant être fixé par le dit bureau d'administration de la compagnie.

Le bureau principal de la compagnie sera au numéro 266 ouest, rue St-Jacques, Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur Général, ce neuvième jour de février 1940.

L. DESILETS,

1025-o

Assistant-procureur général.

"La Salle Realty Corporation"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour de février 1940, constituant en corporation: Benjamin Shulman, Samuel Alexander Shulman, avocats, Dorothy Boretzky, sténographe, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Acquérir par achat, bail, échange ou autrement des lots de ville, fermes, emplacements de ville, terres à pâturage et terrains boisés, pouvoirs hydrauliques et autres, toutes sortes d'édifices, et des immeubles et propriétés réelles de toute description, ou tous intérêts ou droits en ceux, légaux ou équitables ou autres quelconques;

2. Prendre, sus-élever, posséder, entretenir, travailler, développer, vendre, louer, échanger, améliorer ou autrement négocier et aliéner lesdits lots, fermes, emplacements, immeubles et propriétés réelles ou tout intérêt en ceux, et faire le commerce d'une partie quelconque desdits terrains et propriétés acquis de cette manière, les subdivisant en lots à bâtir, et généralement les disposant en lots, rues et emplacements pour fins résidentielles, commerciales, récréatives et théâtrales ou autres, et avec le pouvoir d'y construire des rues, les systèmes d'égout et de drainage nécessaires;

3. Sus-élever pour fins d'habitation ou autres;

4. Fournir aux édifices érigés de cette manière la lumière électrique, le chauffage, le gaz, l'eau ou autres nécessités;

5. Agir comme agents en assurance sujet au consentement préalable du surintendant des assurances de la province de Québec, et comme courtiers et agents généraux pour la vente et l'achat d'immeubles et tous intérêts en ceux, moyennant rémunération; et comme agents généraux de placement;

6. Fournir les placements immobiliers à toute personne, et agir comme agent-vendeur pour les propriétaires de tout immeuble, subdivision, emplacement, lots de ville ou terrains de toute nature, ou tout intérêt en ceux, et acquérir et se charger pour toute personne, corporation, toute

after mentioned, shall be paid in preference, to the common shares;

c. Said shares shall bear interest at 7% per annum, payable each year after the annual meeting of the shareholders;

d. The holders thereof shall also be entitled to dividends, on the same footing as the holders of common shares;

A. Any transfer of shares must be ratified by the Board of Directors;

B. Any shareholder of the present company, desiring to dispose of his shares, shall, previously, make an offer, in writing, of the said shares, to the Board of Directors of the company, and each of the Directors or members of the Board of Directors, shall then be entitled to a delay of fifteen days to redeem the said shares in his own name, in preference to any other, at a price to be fixed by the said Board of Directors of the company.

The head office of the company will be at number 266 St. James Street West, Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of February, 1940.

L. DESILETS,

1026

Deputy Attorney General.

"La Salle Realty Corporation"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of February, 1940, incorporating: Benjamin Shulman, Samuel Alexander Shulman, advocates, and Dorothy Boretzky, stenographer, filles majeure, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

1. To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise, city lots, farm lands, town sites, grazing lands and timber lands, water and other powers, all kinds of buildings, and any description of real estate and real property, or any interest or rights therein, legal or equitable or otherwise howsoever;

2. To take, build upon, own, maintain, work, develop, sell, lease, exchange, improve or otherwise deal in and dispose of such lots, lands, sites, real estate and real property or any interest therein, and to deal with any portion of the lands and property so acquired, subdividing the same into building lots, and generally laying the same out, into lots, streets, and buildings sites for residential, commercial, amusement and theatrical purposes or otherwise, and with power to construct streets thereon, necessary sewerage and drainage systems;

3. To build upon same for residential purposes or otherwise;

4. To supply buildings so erected with electric light, heat, gas, water or other requisites;

5. To act as Insurance Agents, subject to the previous consent of the Superintendent of Insurance of the Province of Quebec, and Brokers and General Agents for the sale and purchase of real estate and all interests therein, and for the remuneration; and as General Agents for Employment;

6. To procure real estate investments for any person, to act as Selling Agents for the owners of any real estate, subdivision, building sites, town sites or lands of any kind, or any interest therein, and to take over and acquire from any person, corporation, any Agency, exclusive or otherwise

agence exclusive ou autre pour la vente de tous terrains, emplacements ou les intérêts en iceux, et accepter comme cession de, et exécuter tous contrats faits par toute telle personne ou corporation pour la vente des dits terrains, emplacements ou les intérêts en iceux comme agents ou mandants ou les deux, et généralement agir comme agents d'immeuble, de maisons et de location, et exercer les opérations d'agents d'assurance généraux, sujet au consentement préalable du surintendant des assurances de la province de Québec;

7. Exercer le commerce d'agents et courtiers financiers et de placement, et acheter, vendre et faire le commerce, soit comme mandants ou agents pour des mortgages et hypothèques de toutes sortes sur les immeubles, valeurs, balances de prix de vente, billets, et obligations de toutes sortes et de toute description;

8. Prendre et détenir des hypothèques, privilèges et charges pour garantir le paiement du prix d'achat ou une partie quelconque impayée ou balance de l'achat d'une partie quelconque des biens de la compagnie, de nature quelconque, vendus par la compagnie, ou tous deniers dus à la compagnie par les acquéreurs et vendre ou autrement aliéner les dits gages, hypothèques, privilèges et charges et généralement faire l'emprunt et le prêt de deniers sur toutes sortes de gages, valeurs et tout autre genre de biens, et faire le commerce de toutes sortes d'opérations financières sur hypothèques secondaires ou juniors;

9. Construire, posséder, louer, entretenir et exploiter toutes sortes d'édifices et bâtiments susceptibles d'être utilisés pour toutes fins, avec ensemble tout genre de convenances habituelles ou nécessaires, ou qui peuvent être avantageusement fournies ou données en rapport avec iceux;

10. Agir comme agents ou procureurs pour l'administration de succession, la vente ou l'administration de propriétés, le placement, la manipulation, le prêt, le paiement, la transmission et la perception de deniers, loyers, intérêts, dividendes, hypothèques, obligations, débetures et autres valeurs, et l'entreprise d'enquêtes et évaluations de toutes sortes, de vente, échanges, locations, subdivisions et choses de même nature;

11. Hypothéquer, nantir ou autrement grever les propriétés mobilières ou immobilières de la compagnie, pour garantir le remboursement des prêts ou le paiement ou la satisfaction de toutes autres dettes, contrats ou obligations de la compagnie;

12. Emprunter des deniers sur le crédit de la compagnie, par l'émission d'obligations, débetures ou autrement;

13. Exercer les opérations de prêt et de placement de toute nature, excepté les opérations de banque;

14. Exercer toute autre industrie ou entreprise qui semblera à la compagnie susceptible d'être convenablement ou avantageusement exercée en même temps que les opérations et les objets de la compagnie; et acquérir, acheter, louer et exploiter la totalité ou une partie quelconque du commerce, des biens ou entreprises de toute compagnie, firme ou individu exerçant une industrie semblable ou incidente à l'industrie de cette compagnie, ou susceptible d'être exploitée en même temps que son industrie, ou qui sera censée être avantageuse ou profitable à la compagnie;

15. Acheter, louer, échanger ou autrement acquérir et posséder toutes propriétés mobilières et immobilières que la compagnie croira nécessaires ou utiles à son commerce ou à ses opérations, y

for the sale of any lands, sites or interests therein, and to accept as assignment of, and perform any contracts made by any such person or corporation for the sale of any such land sites or interest therein as Agents or Principals or both, and generally to act as real estate, house and rental agents, and to carry on the business of General Insurance Agents, subject to the previous consent of the Superintendent of the Province of Quebec;

7. To carry on business as Financial and Investment Agents and Brokers, and to buy, sell and deal in, either as Principals or agents every type of Mortgages and hypothecs on real estate, securities, balance of price of sale, notes and obligations of all kinds and every description;

8. To take and hold, hypothecs, liens, and charges to secure payment of the purchase price of any part unpaid, or balance of the purchase of any part of the Company's property of whatever kind sold by the Company, or any money due to the Company from purchasers, and to sell or otherwise to dispose of, said mortgages, hypothecs, liens and charges and generally to engage in the borrowing and landing of moneys on all kinds of mortgages, securities and every other type of other assets, and to deal in all kinds of secondary or junior mortgage finance;

9. To build, own, lease, maintain and operate, all kinds of buildings and structures to be used for any purpose, together with all forms of conveniences, usual or necessary, or which can be advantageously furnished or supplied in connection therewith;

10. To act as Agents or Attorneys for the management of Estates, the sale or management of property, the investment, handling, loan, payment, transmission and collection of moneys, rents, interests, dividends, mortgages, bonds, debentures, and other securities, and the undertaking of investigations, valuations of any kind, sale, exchange, leases, subdivisions, and the like;

11. To hypothecate, pledge, or otherwise effect the moveable or immoveable property of the Company, to secure the payment of loans or the payment or performance of any other debt, contract, or obligations of the Company;

12. To borrow money on the credit of the Company, by the issue of bonds, debentures or otherwise;

13. To carry on loan and investment operations of every kind, excepting the business of Banking;

14. To carry on any other business or enterprise which may seem to the Company capable of being conveniently or advantageously carried on in connection with the business and objects of the Company, and to acquire, purchase, lease and operate the business, property or undertaking in whole or in part of any Company, firm, or individual carrying on any business similar or incidental or the business of this Company, or being capable of being operated in connection therewith, or which may be deemed beneficial or profitable to the Company;

15. To purchase, lease, exchange, or otherwise acquire and possess all moveable and immoveable properties which the Company may deem necessary or useful for its business or operation, includ-

compris des marques de commerce, dessins industriels, brevets, droits brevetés, permis, franchises, droits et privilèges de toute nature quelconque;

16. Se fusionner ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres, avec toute compagnie exerçant ou sur le point d'exercer toute industrie ou transaction que cette compagnie a l'autorisation d'exercer ou toute industrie ou transaction susceptible d'être conduite de manière à profiter à la présente compagnie;

17. Souscrire, recevoir ou de toute manière acheter ou acquérir les actions et valeurs de toute compagnie, ou les accepter en paiement intégral ou partiel du prix ou de la considération d'une vente, location, concession ou autre aliénation de tous biens, droits ou obligations qui peuvent être détenus ou possédés par ou dus à cette compagnie, et détenir, voter sur, nantir, vendre, revendre ou autrement négocier les dites actions et valeurs de la manière que la présente compagnie croira convenable;

18. Emettre, livrer et répartir comme entièrement libérées, toutes actions, actions-déventures ou autres valeurs de cette compagnie en paiement intégral ou partiel de tous biens ou droits que cette compagnie peut légalement acquérir en vertu des présentes ou autrement;

19. Vendre, nantir, gager, hypothéquer, aliéner, transférer, louer ou autrement disposer, à toute compagnie, société ou personne de chacune ou de toute propriété mobilières ou immobilières, présentes ou futures, et des droits en aucun temps possédés ou dont cette compagnie a la jouissance, et accepter comme considération d'icelles les actions, déventures, obligations ou valeurs de toute nature, ou moyennant les termes et conditions que cette compagnie croira avantageux en aucun temps d'accepter;

20. Faire des prêts ou avances de deniers à, garantir les contrats de ou indemnités ou autrement aider toute compagnie, firmes ou individu, et placer l'un quelconque des argents de cette compagnie dans ou sur toutes propriétés mobilières ou immobilières, et telles autres entreprises ou valeurs que cette compagnie croira de temps à autre avantageuses;

21. Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus, soit professionnels ou autres, dans ou au sujet de la formation ou de l'organisation de cette compagnie ou de la conduite de ses opérations;

22. Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie dans telles valeurs et de la manière qui seront de temps à autre déterminées;

23. Distribuer entre les actionnaires de la compagnie, de temps à autre par voie de dividendes déclarés légalement à même les profits nets de la compagnie ou de la manière prescrite par l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, toutes espèces, actions, obligations, déventures, valeurs et autres propriétés appartenant à la compagnie;

24. Faire toutes les choses précitées et toutes les autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent aux objets précités, soit comme mandants ou agents;

25. Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt, et de plus, il est interdit de faire appel au public pour faire souscrire ses actions;

26. Et il est par les présentes ordonné et déclaré que, si autorisés par règlement, ratifié par un vote de pas moins des deux-tiers en valeur du

ing trade marks, industrial designs, patents, patent rights, licenses, franchises, and rights and privileges of any kind whatsoever;

16. To amalgamate or enter into any agreement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any company carrying on or about to carry on any business or transaction which this Company is authorized to carry on or any business or transaction capable of being conducted so as to benefit this Company;

17. To subscribe for, receive, or in any way to purchase or acquire the shares and securities of any Company, or to accept the same in whole or in part payment of the price or consideration of a sale, lease, concession or other disposal of any property, rights or obligations which may be held or enjoyed by, or due to this Company, and such shares and securities, to hold, vote upon pledge, sell, resell, or otherwise deal with as this Company may see fit;

18. To issue, hand over, and allot as fully paid up, any shares, debentures stock or other securities of this Company either in payment or part payment of any property or rights which this Company may lawfully acquire by virtue hereof, or otherwise;

19. To sell, pledge, mortgage, hypothecate, alienate, transfer, lease or otherwise dispose of, to any company, partnership or person, of any or all of the property moveable or immovable, and rights at any time owned or enjoyed by this Company, and to accept in consideration thereof, shares, debentures, bonds or securities of any kind, or upon such terms and conditions as this Company may see fit at any time to accept;

20. To lend or advance moneys to, or guarantee the contracts of, or indemnity, or otherwise assist any company, firm or individual, and to invest any of the moneys of this Company in or upon any property moveable or immovable, and such other undertakings or securities, as this Company may from time to time deem expedient;

21. To remunerate any person or Company for services rendered or to be rendered, either professional or otherwise, in or about the formation or promotion of this company, or the conduct of its business;

22. To invest and deal with the moneys of the Company not immediately required on such securities, and in such manner as may be from time to time determined;

23. To distribute among the shareholders of the Company, from time to time by way of dividend legally declared out of the net profits of the Company, or in the manner prescribed by section 81 of the Quebec Companies' Act any specie, shares, bonds, debentures, securities, and other property belonging to the Company;

24. To do all the above things, and all other things as are incidental or conducive to the above objects, whether as Principals or Agents;

25. The number of shareholders of the Company shall be limited to twenty or moreover, no appeal shall be made to the public to subscribe to its shares;

26. And it is hereby ordained and declared that, if authorized by by-law sanctioned by a vote of not less than two-thirds in value of the sub-

capital souscrit de la compagnie, représenté à une assemblée générale convoquée pour considérer le règlement, les directeurs pourront de temps à autre:

(a) Emprunter des deniers sur le crédit de la compagnie;

(b) Emettre des débetures ou autres valeurs de la compagnie, et les nantir ou les vendre pour les sommes et au prix qui sont jugés convenables;

(c) Nonobstant l'article 2017 du Code civil hypothéquer, gager ou nantir les propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures de la compagnie, pour garantir toutes telles débetures ou autres valeurs, ou donner partie seulement de telle garantie pour telles fins, et constituer l'hypothèque, le gage ou le nantissement mentionné dans ce sous-paragraphe par acte de fiducie, conformément aux articles 11 et 12 de la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations (ch. 227, S.R.Q., 1925) ou de toute autre manière;

(d) Hypothéquer ou gager les propriétés immobilières de la compagnie ou nantir ou autrement grever les propriétés immobilières, ou donner toutes telles garanties pour garantir le remboursement des prêts faits autrement que par l'émission de débetures, aussi bien que le paiement ou la satisfaction de toute autre dette, contrat ou obligations de la compagnie;

Rien de contenu dans cet article ne devra limiter ou restreindre l'emprunt de deniers par la compagnie sur lettres de change ou billets promissaires faits, tirés, acceptés ou endossés par ou au nom de la compagnie;

Le nom de la compagnie est "La Salle Realty Corporation".

Le montant du capital-actions de la compagnie est de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce septième jour de février 1940.

L. DESILETS,

1027

Assistant-procureur général.

"Lido Jewellers Company"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour de janvier 1940, constituant en corporation: Moses Samuel Yelin, 5094, avenue Victoria, Bernard M. Alexandor, 4779, avenue Grosvenor, avocats, Donald A. Goltman, vendeur, et Dame D.-A. Goltman, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Donald A. Goltman, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux résidant à 4516, avenue Girouard, tous deux cité et district de Montréal, dans les buts suivants:—

1. Produire, préparer pour le marché ou autrement manufacturer, importer, exporter, acquérir, acheter, détenir, entreposer, emmagasiner, transporter, acheter, vendre, utiliser et autrement négocier ou faire le commerce de bijouterie, bimbelerie, pierres précieuses, et tous autres articles de nature semblable ou similaire;

2. Exercer toute autres industries qui sembleront à la compagnie susceptibles d'être convenablement exercées en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

scribed stock of the Company, represented at a general meeting duly called for considering the by-law, the Directors may from time to time:

(a) Borrow money upon the credit of the Company;

(b) Issue debentures or other securities of the Company, and pledge or sell same for such sums, and at such prices as may be deemed expedient;

(c) Notwithstanding Article 2017 of the Civil Code, hypothecate, mortgage or pledge the moveable or immoveable property, present or future, of the Company, to secure any such debentures or other securities, or give part only of such guarantee for such purposes, and constitute the hypothec, mortgage or pledge mentioned in this subparagraph by Trust Deed, in accordance with articles 11 and 12 of the Special Corporate Powers Act (ch. 227, R.S.Q., 1925) or in any other manner;

(d) Hypothecate or mortgage the immoveable property of the Company, or pledge, or otherwise affect the immoveable properties or give all such guarantee to secure the payment of loans made otherwise than by the issue of debentures, as well as the payment or performance of any other debt, contract or obligation of the Company;

Nothing in this Clause contained shall limit or restrict the borrowing of money by the Company on bills of exchange or promissory notes made, drawn, accepted or endorsed, by or on behalf of the Company.

The name of the company is "La Salle Realty Corporation".

The amount of the capital stock of the company is twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of February, 1940.

L. DESILETS,

1028-o

Deputy Attorney General.

"Lido Jewellers Company"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of January, 1940, incorporating: Moses Samuel Yelin, 5094 Victoria Ave., Bernard M. Alexandor, 4779, Grosvenor Ave., advocates, Donald A. Goltman, salesman, and Mrs. D. A. Goltman, housewife, wife contractually separate as to property of Donald A. Goltman and duly authorized by him for the purpose of these presents, both residing at 4516 Girouard Ave., all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

1. To produce, prepare for market or otherwise manufacture, import, export, acquire, purchase, hold, warehouse, store, transport, buy, sell, use and otherwise deal in or with jewellery, novelties, precious stones, and all other kinds of like or similar articles;

2. To carry on any other business which may seem to the Company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the Company's property or rights;

3. Solliciter, acheter ou autrement acquérir tous brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité, d'utiliser toute invention ou aucun secret ou autre renseignement relatifs à aucune invention, qui paraîtront susceptible de servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie, et utiliser, exercer, développer ou accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements requis;

4. Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et/ou engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer;

5. Prendre ou autrement acquérir et détenir les actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

6. Vendre les biens et/ou les entreprises de la compagnie ou une partie quelconque d'iceux pour la considération que la compagnie croira convenable;

7. Faire toutes ou l'une quelconque des choses précitées comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres;

8. Le nombre des actionnaires de la compagnie est limité à vingt (20). Aucun appel ne sera fait au public pour souscrire pour des actions;

9. S'ils y sont autorisés par règlement sanctionné par un vote de pas moins des deux-tiers du capital souscrit de la compagnie représenté à une assemblée générale convoquée pour l'examen du règlement, les directeurs pourront de temps à autre:

(a) Emprunter des deniers sur le crédit de la compagnie;

(b) Émettre des débetures ou toutes valeurs de la compagnie et les nantir ou les vendre pour telles sommes et à tel prix qu'ils jugeront convenables;

(c) Nonobstant l'article 2017 du Code Civil, hypothéquer, gager ou nantir les propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures de la compagnie, pour garantir et donner en garantie pour telles fins et constituer l'hypothèque, le gage ou le nantissement mentionné dans le sous-paragraphe, par acte de fiducie conformément aux articles 11 et 12, Ch. 227, S.R.Q., 1925, ou de toute autre manière;

(d) Hypothéquer ou gager les propriétés mobilières de la compagnie, ou nantir ou autrement affecter les biens mobiliers et donner toutes telles garanties pour garantir le paiement de prêts faits autrement que par l'émission de débetures, aussi bien que le paiement ou la satisfaction de toute autre dette, contrat ou obligation de la compagnie;

Les limitations et restrictions contenues dans cet article ne s'appliqueront pas à l'emprunt d'argent, par la compagnie, sur lettres de change ou billets promissaires, faits, tirés, acceptés ou endossés par la compagnie ou en son nom;

10. Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets précités sous le nom de "Lido Jewellers Company", avec un capital-action de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

3. To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the Company or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the Company, and to used, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information required;

4. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and/or liabilities of any person or Company carrying on any business which the Company is authorized to carry-on;

5. To take or otherwise acquire and hold shares in any other Company having the object altogether or in part similar to those of the Company, or carrying on a business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the Company;

6. To sell the assets and/or the undertaking of the Company or any part or portions thereof for such consideration as the Company may see fit;

7. To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and even alone or in conjunction with others;

8. The number of shareholders of the company shall be limited to twenty (20). No appeal shall be made to the public to subscribe for shares;

9. If authorized by By-law sanctioned by a vote of not less than two-thirds of the subscribed stock of the company represented at a general meeting called for considering the By-laws the Directors may from time to time:

(a) Borrow money upon the credit of the Company;

(b) Issue debentures or any securities of the Company and pledge or sell same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

(c) Notwithstanding article 2017 of the Civil Code, hypothecate, mortgage or pledge the moveable or immoveable property, present or future, of the Company, to secure and guarantee for such purposes and constitute the hypothec, mortgage or pledge mentioned in the sub-paragraph by trust deed in accordance with articles 11 and 12, Ch. 227, S.R.Q., 1925, or in any other manner;

(d) Hypothecate or mortgage the moveable property of the Company or pledge or otherwise affect the moveable property to give all such guarantees to secure the payment of loans made otherwise than by the issue of debentures, as well as the payment or performance of any other debt, contract or obligation of the Company;

The limitations contained in this clause and the restrictions therein shall not apply to the borrowing of money, by the Company, on bills of exchange or promissory notes, made, drawn, accepted or endorsed by or on behalf of the Company;

10. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Lido Jewellers Company", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars \$100.00 each.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur-général, ce vingt-neuvième jour de janvier 1940.

1029

L. DESILETS,
Assistant-procureur général.

"Perce Lumber Company Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de janvier 1940, constituant en corporation: John Michael Byrne, gérant, William A. Byrne, industriel, tous deux de Charlesbourg, comté de Québec, et Frank Byrne, industriel, de la ville de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre et commercer ou autrement faire profiter toutes sortes de bois de charpente, de construction et bois de pulpe et tous produits et sous-produits d'iceux;

Faire tout autre commerce qui peut sembler à la compagnie susceptible d'être exercé convenablement en rapport avec tout commerce que la Compagnie est autorisée à faire ou qui peut sembler à la Compagnie susceptible de profiter directement ou indirectement à la Compagnie ou d'accroître la valeur de tous biens et propriétés de la Compagnie et de les faire profiter;

Acquérir ou exploiter toute ou une partie des affaires ou des biens et se charger des engagements de toute personne, firme, association ou compagnie possédant des biens convenant à une quelconque des fins de la Compagnie ou exerçant tout commerce que cette Compagnie est autorisée à faire et comme considération les payer en argent comptant ou par l'émission d'actions, bons ou obligations de cette Compagnie;

Conclure toute convention au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, les risques communs, les concessions réciproques ou coopération avec toute compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter tout commerce ou transaction que la compagnie est autorisée à exercer ou à exploiter, ou tout commerce ou toute transaction susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à cette Compagnie, et subventionner, garantir les obligations de ou autrement aider toute compagnie, personne ou personnes;

Acheter, souscrire, acquérir, détenir, vendre ou autrement disposer d'actions, bons, débetures ou autres valeurs de toute autre corporation et preuves de dettes de toute telle corporation;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir tous biens meubles ou immeubles, droits, privilèges ou contrats que la Compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie et ériger et construire des bâtisses et travaux de toutes sortes;

Vendre, louer, développer, disposer de ou autrement exploiter l'entreprise ou tous ou une partie quelconque des biens de la Compagnie à n'importe quelle condition, avec le droit d'accepter comme considération d'iceux toutes actions, bons et obligations ou intérêts de toute autre Compagnie;

Faire toutes telles autres choses incidentes ou pouvant conduire à la réalisation des objets susdits, sous le nom de "Perce Lumber Company Limited";

Pourvu qu'en tout temps rien d'exprimé ou de contenu dans les présentes ne soit interprété comme autorisant la construction et l'exploitation

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of January, 1940.

1030-o

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

"Perce Lumber Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of January, 1940, incorporating: John Michael Byrne, manager, William A. Byrne, industrial, both of Charlesbourg, Quebec Co., and Frank Byrne, industrial, of Quebec City, for the following purposes:

To manufacture, import, export, buy, sell and deal in or otherwise turn to account all kinds of lumber, timber and pulpwood and all products and by-products of the same;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with any business which the company is authorized to carry on or which may seem to the company calculated directly or indirectly to benefit this company or to enhance the value of or render profitable any of the company's properties or rights;

To acquire and carry on all or any part of the business or property and to undertake any liabilities of any person, firm, association or Company possessed of property suitable for any of the purposes of this Company or carrying on any business which this company is authorized to carry on and as consideration for the same to pay cash or to issue any shares, stocks, or obligations of this company;

To enter into any arrangement for sharing profits, union of interest, joint adventure, reciprocal concession or cooperation with any company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in or any business or any transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company, and to subsidize, guarantee the obligations of or otherwise assist any company, person or persons;

To purchase, subscribe for, acquire, hold, sell or otherwise dispose of shares of stock, bonds, debentures or other securities in any other corporation and evidences of indebtedness in any such corporation;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any real or personal property, rights, privileges or contracts which the Company may think suitable or convenient for any of the purposes of its business and to erect and construct buildings and works of all kinds;

To sell, let, develop, dispose of or otherwise deal with the undertaking of all or any part of the property of the Company upon any terms, with power to accept as the consideration any shares, stocks and obligations of or interest in any other company;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects; under the name of "Perce Lumber Company Limited";

Provided always that nothing in these presents express or contained shall be taken to authorize the construction and working of railways or of

de chemins de fer ou de lignes télégraphiques ou téléphoniques, ou les affaires de banque et l'émission de papier-monnaie ou les affaires d'assurance ou les affaires d'une compagnie de prêt par ladite Compagnie.

Le montant du capital-actions de la Compagnie sera de dix mille dollars (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau-chef de la Compagnie sera à 58, Côte du Palais, Ville de Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-cinquième jour de janvier 1940.

L. DESILETS,

1031

Assistant-procureur général.

telegraph or telephone lines or the business of banking and the issue of paper money or the business of insurance or the business of a loan company by the said Company.

The amount of the capital stock of the company will be ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at 58 Palace Hill, Quebec City, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of January, 1940.

L. DESILETS,

1032-o

Deputy Attorney General.

"Religieuses de l'Union Romaine de l'Ordre de Sainte-Ursule au Canada"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de février 1940, constituant en corporation sans capital-actions: Dames Anna Detzel, en religion Mère Marie de St-Albert Detzel, assistante générale, 235 Via Nomentana, Marie-Agnès Simons, en religion Mère Marie de Lourdes-Simons, secrétaire particulière de la prieure générale, 236 Via Nomentana, toutes deux de Rome, Italie, et Marthe Audet, en religion Mère Marie du Rosaire et de St-Joseph-Audet, missionnaire, de Stanstead, Qué., dans les buts suivants:

Etablir un Noviciat pour la préparation des jeunes filles se destinant aux Missions des Ursulines de l'Union Romaine;

Etablir un jardin de l'Enfance et une école apostolique pour jeunes filles désirant se préparer à la vie religieuse;

Recevoir des dons et fondations pieuses afin d'avoir les moyens nécessaires pour atteindre cette fin;

La corporation aura succession perpétuelle et pourra avoir un sceau commun, avec pouvoir de le changer, altérer ou détruire et renouveler aussi souvent qu'elle le jugera à propos, et elle pourra, sous le même nom, contracter, s'engager par contrat, poursuivre et être poursuivie, citer et être citée en justice; accepter, posséder, acquérir des biens meubles et immeubles de quelque nature qu'ils soient, pourvu que la valeur des immeubles possédés par la dite corporation n'excède pas la somme de cent mille piastres (\$100,000.00);

Emprunter, louer, vendre, échanger, céder ou autrement aliéner à quelque titre que ce soit, partiellement ou en totalité, ses biens meubles et immeubles, hypothéquer ses immeubles et devenir partie à des lettres de change, billets promissaires ou autres effets négociables;

Faire des règlements pour l'admission, la direction et le renvoi de ses membres et l'administration de ses biens, sous le nom de "Religieuses de l'Union Romaine de l'Ordre de Sainte-Ursule au Canada".

Le bureau principal de la corporation sera en la cité de Saint-Jean, dans le district d'Iberville.

Daté du bureau du procureur général, ce sixième jour de février 1940.

L. DESILETS,

1033-o

Assistant-procureur général.

"Religieuses de l'Union Romaine de l'Ordre de Sainte-Ursule au Canada"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of February, 1940, to incorporate as a corporation without share-capital: Dame Anna Detzel, in religion Mother Marie de St-Albert Detzel, Assistant General, 235 Via Nomentana, Marie Agnès Simons, in religion Mother Marie de Lourdes-Simons, private secretary to the Prioress General, 236 Via Nomentana, both of Rome, Italy, and Marthe Audet, in religion Mother Marie du Rosaire et de St-Joseph-Audet, Missionary, of Stanstead, Que., for the following purposes:

To establish a Novitiate for the preparation of young girls devoting themselves to the Missions des Ursulines de l'Union Romaine;

To establish a kindergarten and an apostolic school for young ladies desiring to prepare themselves for the religious life;

To receive donations and pious bequests so as to have the necessary means to realize this aim;

The corporation shall have perpetual succession and may have a common seal, with power to change, alter or destroy and renew the same as often as it may deem fit, it may under the same name, enter into and bind itself by contracts, sue and be sued, appear before the courts as plaintiff and defendant; accept, possess, acquire moveable and immovable properties of any nature whatsoever, provided that the value of the immovables owned by the said corporation does not exceed the sum of one hundred thousand dollars (\$100,000.00);

To borrow, lease, sell, exchange, cede or otherwise alienate under any title whatever, in whole or in part, its moveable and immovable properties, to hypothecate its immovables and become a party to bills of exchange, promissory notes or other negotiable instruments;

To make by-laws for the admission, direction and dismissal of its members and for the management of its properties, under the name of "Religieuses de l'Union Romaine de l'Ordre de Sainte-Ursule au Canada".

The head office of the corporation will be in the city of Saint John's, in the district of Iberville.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of February, 1940.

L. DESILETS,

1034

Deputy Attorney General.

"The Clarenceville East Protestant Union Cemetery".

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de cimetières, (S.R.Q., 1925, chapitre 206, tel que remplacé par 19 George V, chapitre 65), il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes en date du sixième jour de février 1940, constituant en corporation: Isaac Nelson, ministre de l'Eglise-Unie, Thomas E. Meldrum, ministre de l'Eglise Baptiste, Herbert M. Chilton, bourgeois, Rolla A. Lake et Kenneth C. McCullough, tous deux cultivateurs, tous résidant en la paroisse de Saint-George de Clarenceville, comté de Missisquoi, province de Québec, dans les buts suivants:

Vu qu'il y a un cimetière dans la paroisse de Saint-George de Clarenceville, connu comme cimetière public et portant le numéro deux cent quarante-cinq (no 245) aux plan et livre de renvoi officiels pour la dite paroisse de Saint-George de Clarenceville, le dit cimetière existant déjà et n'appartenant à aucune congrégation ou société religieuse, ou à l'Eglise d'Angleterre ou aux catholiques romains, et qu'il n'a jamais été constitué en corporation, lequel cimetière, faute de contrôle, d'entretien et de gestion, se trouve dans un état de ruines et de délabrement, et que les requérants désirent être constitués en corporation pour assumer le contrôle, le maintien et la gestion du dit cimetière et prélever les fonds nécessaires à cette fin, sous le nom de "The Clarenceville East Protestant Union Cemetery".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la dite corporation peut posséder, est de mille dollars (\$1,000.00).

Le bureau principal de la dite corporation est en la paroisse de Saint-George de Clarenceville, district de Bedford.

Daté du bureau du procureur général, ce sixième jour de février 1940.

L. DESILETS,

1035 Assistant-procureur général.

"Fordham Laboratories Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour de février 1940, constituant en corporation: Morton M. Mendels, Samuel E. Schwisberg et Cyril E. Schwisberg, avocats, 511, Place d'Armes, Montréal, dans les buts suivants:

1. Importer, exporter, manufacturer, emballer, mélanger, finir, acheter, vendre, soit en gros et en détail, et de toute autre manière négocier et faire le commerce de pâtes dentifrices, poudre à dents et tous autres dentifrices; crème à barbe, poudre à barbe, lotions, poudre, et crèmes pour le visage, et tous autres cosmétiques et préparations pour la toilette; rasoirs et lames de rasoir; appareils, instruments et accessoires électriques; remèdes brevetés et les produits de laboratoires de chimie et d'art dentaire, soit en vrac ou préparés; instruments, outillage, accessoires et appareils de photographie; et effets, articles et marchandises ordinairement vendus aux ou par les tabacolistes et marchands de bimbeloterie, tels que marchandises sèches, articles en caoutchouc, peignes, brosses, appareils pour le frisure et l'ondulation des cheveux, instruments et accessoires pour shampooing, briquets, silex, accessoires de fumeurs et papeterie et articles semblables; teintures, colorants, encres, désinfectants et autres produits de la chimie industrielle;

"The Clarenceville East Protestant Union Cemetery".

Notice is hereby given that under the provisions of the Cemetery Companies' Act, (R.S.Q., Chapter 206, as replaced by 19 George V, Chapter 65), letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the sixth day of February, 1940, incorporating: Isaac Nelson, Minister of the United Church, Thomas E. Meldrum, Minister of the Baptist Church, Herbert M. Chilton, gentleman, Rolla A. Lake and Kenneth C. McCullough, both farmers, all residing in the Parish of Saint-George of Clarenceville, in the County of Missisquoi, Province of Quebec, for the following purposes:

It is because there is a cemetery in the parish of Saint-George of Clarenceville known as a public cemetery and bearing the number two hundred and forty-five (No. 245) of the Official plan and book of reference for the said parish of Saint-George of Clarenceville, already existing and not belonging to a religious congregation or society, or to the Church of England or to Roman Catholics and not already by-law incorporated, which has through lack of control, maintenance and management, fallen into a dilapidated and discreditable conditions and that the petitioners are desirous to be incorporated for the purpose of assuming the control, maintenance and management of the said cemetery and the raising of the necessary funds so to do, under the name of "The Clarenceville East Protestant Union Cemetery".

The amount to which are limited the immoveable property which the said corporation can own is one thousand dollars (\$1,000.00).

The head office of the said corporation will be in the parish of Saint-George of Clarenceville, in the District of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of February, 1940.

L. DESILETS,

1036-o Deputy Attorney General.

"Fordham Laboratories Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of February, 1940, incorporating: Morton M. Mendels, Samuel E. Schwisberg and Cyril E. Schwisberg, advocates, 511 Place d'Armes, Montreal, for the following purposes:

1. To import, export, manufacture, pack, assemble, finish, buy, sell, both wholesale and retail, and in any other manner deal in and deal with:—tooth pastes, tooth powders and all other dentifrices; shaving creams, shaving powders, face lotions, face powders, facial creams and all other cosmetics and toilet preparations; razors and razor blades; electrical appliances, instruments and accessories; patent medicines and the products of chemical and dental laboratories, whether in bulk or prepared; photographic instruments, equipment, accessories and supplies; and goods, wares and merchandise commonly sold to or by the tobaccoists and smallwares trades, such as dry goods, rubber goods, combs, brushes, hair curlers and wavers, shampoo equipment and accessories, lighters, flints, smoking accessories and papeterie and like articles; dyes, coloring materials, inks, disinfectants and other products of industrial chemistry;

2. Exercer tout autre commerce, (soit de fabrication ou autre) qui semblera à la compagnie susceptible d'être exercé en rapport avec son commerce ou jugé pouvoir directement ou indirectement augmenter la valeur ou rendre profitable quelque propriété ou droit de la compagnie;

3. Acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement aliéner, améliorer, construire, modifier et autrement faire le commerce ou le négoce des propriétés immobilières;

4. Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

5. Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, licences, concessions et choses semblables, conférant aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité, d'utiliser toute invention, ou aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention, qui paraîtront susceptibles de servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir des biens, droits ou renseignements requis;

6. Faire aucune convention relative à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autrement, avec aucune compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement à la compagnie, prêter de l'argent, garantir les contrats ou autrement aider telle personne ou compagnie et prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs de telle compagnie, et les vendre, les détenir, revendre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

7. Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque desdites fins, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir et exécuter, exercer cesdites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

8. Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

9. Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

10. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toute propriété personnelle et tous les droits et privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel, fonds de commerce;

11. Prêter des fonds aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par ces dites personnes;

12. Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres instruments négociables ou transférables;

2. To carry on any other business which may seem to the Company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the Company's property or rights;

3. To buy, or otherwise acquire and sell or otherwise dispose of, improve, construct, alter and otherwise deal in or with immoveable property;

4. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property, and liabilities of any person or company carrying on any business which the Company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purpose of the Company;

5. To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the Company or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the Company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information required;

6. To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the Company, and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, resell with or without guarantee or otherwise deal with the same;

7. To enter into any arrangement with any authority, municipal, local or otherwise that may seem conducive to the Company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the Company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

8. To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the Company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the Company;

9. To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

10. To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and rights and privileges which the company may think necessary or convenient for the purpose of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

11. To lend money to customers and others having dealings with the Company, and to guarantee the performance of contract by any such person;

12. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warranty and other negotiable or transferable instruments;

13. Vendre ou disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour telle considération que la compagnie trouvera convenable, particulièrement, pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement semblables à ceux de la compagnie;

14. Solliciter, se procurer, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance de licence, de pouvoir, d'une autorité, des franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation ou aucun autre corps public peut accorder, et les payer et contribuer à leur donner effet, employer aussi aucune des actions de la compagnie, et obligations et valeurs à en solder les frais, charges et dépenses nécessaires;

15. Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de ce pays étranger la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie assignation d'aucune procédure dans toute poursuite ou action;

16. Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner ou faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de la compagnie;

17. Faire toutes ou l'une quelconque des choses précitées comme mandants, et soit seule ou conjointement avec d'autres;

18. Hypothéquer, donner en gage ou autrement grever les biens mobiliers ou immobiliers de la compagnie, pour garantir le paiement des emprunts ou le paiement ou la satisfaction de toute autre dette, contrat ou obligations de la compagnie;

19. Emettre, livrer et répartir comme entièrement libérées toutes actions, débetures, actions-débetures, ou autres valeurs de cette compagnie, soit en paiement ou paiement partiel de toutes propriétés ou droits que cette compagnie peut légalement acquérir en vertu des présentes ou autrement;

20. Hypothéquer, nantir ou gager toutes propriétés mobilières ou immobilières présentes ou futures, pour garantir toutes obligations, débetures ou actions-débetures que cette compagnie est autorisée par la loi à émettre;

21. Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie dans telles valeurs, de la manière qui seront de temps à autre déterminées;

22. Distribuer entre les actionnaires de la compagnie, par voie de dividendes légalement déclarés à même les profits nets de la compagnie ou de la manière prescrite par l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, en nature, tous biens de la compagnie, et en particulier, toutes actions, obligations, débetures ou valeurs dans d'autres compagnies appartenant à la compagnie, ou dont elle a le pouvoir de disposer;

23. Payer à même les fonds de la compagnie ou en actions entièrement acquittées de la compagnie, toutes ou aucune des dépenses incidentes à la formation ou à l'organisation de ladite compagnie, ou que celle-ci croira devoir considérer comme préliminaires;

24. Faire toutes telles autres choses qui sont incidentes ou qui peuvent conduire à la réalisation des objets susdits, sous le nom de "Fordham Laboratories Inc.", avec un capital-total de vingt mille dollars (\$20,000.00) divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

13. To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether similar to those of the company;

14. To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase, or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy, license, power, authority, franchise, concession, right or privilege which any government or authority or corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for and contribute towards the same into effect and to appropriate any of the company's shares, bonds, and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

15. To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein according to the laws of such foreign country and to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

16. To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, or turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

17. To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

18. To hypothecate, pledge or otherwise affect the moveable or immovable property of the company to secure the payment of loans, or the payment or performance of any other debt, contract or obligations of the company;

19. To issue, hand over and allot as fully paid-up any shares, debentures, debenture stock or other securities of this company either in payment or part payment of any property or right which this company may lawfully acquire by virtue hereof or otherwise;

20. To hypothecate, mortgage or pledge any property, moveable or immovable, present or future, for the purpose of securing any bonds, debentures, or debenture stock, which the company is by law entitled;

21. To invest and deal with the monies of the company not immediately required on such securities and in such manner as may from time to time be determined;

22. To distribute among the shareholders of the company, by way of dividend legally declared out of the net profits of the company or in the manner prescribed by section 81 of the Quebec Companies' Act, in kind, any property of the company, and in particular any shares, bonds, debentures or securities in other companies belonging to the company, or which the company may have power to dispose of;

23. To pay out of the funds of the company or in fully paid up stock of the company all or any of the expenses of or incidental to the formation or organization thereof, or which the company may consider to be preliminary;

24. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Fordham Laboratories Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Le bureau-chef et principale place d'affaires de la compagnie sera à 936, rue Notre-Dame ouest, Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce treizième jour de février 1940.

1091 L. DESILETS,
Assistant-procureur général.

The head office and chief place of business of the company will be at 936 Notre Dame Street West, Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of February, 1940.

1092-o L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

Lettre Patente Supplémentaire

"Samovar Club"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 20 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes supplémentaires, en date du trente-unième jour de janvier 1940, à la compagnie "Boyar Club Incorporated" changeant son nom en celui de "Samovar Club".

Daté du bureau du procureur général, ce trente-unième jour de janvier 1940.

1037 L. DESILETS,
Assistant-procureur général.

Supplementary Letter Patent

"Samovar Club"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 20 and following, supplementary letters patent, bearing date the thirty-first day of January, 1940, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, to the company "Boyar Club Incorporated" changing its name into that of "Samovar Club".

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of January, 1940.

1038-o L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

Demandes à la Législature

L'Association des Boulangers et Pâtisseries de la Province de Québec Inc., donne avis, par les présentes, qu'elle s'adressera à la législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi spéciale l'autorisant à former une commission revêtue des pouvoirs requis pour réglementer l'industrie de la boulangerie dans la Province de Québec.

Québec, le 5 février 1940.

777-6-4-o Le président,
J.-E. CLOUTIER.

Applications to the Legislature

L'Association des Boulangers et Pâtisseries de la Province de Québec, Inc., hereby gives notice that it will make application to the Legislature of the Province of Québec, at its next session, for the passing of a special Act authorizing it to form a Commission vested with the required powers to regulate the baking industry in the Province of Québec.

Quebec, February 5th., 1940.

778-6-4 J. E. CLOUTIER,
President.

Avis est, par les présentes, donné que les Commissaires d'Ecoles de la Municipalité Scolaire Catholique de la paroisse de Longueuil, dans le comté de Chambly, feront application à la prochaine session de la Législature de la province de Québec, pour demander l'adoption d'une loi spéciale aux fins de modifier les limites de la dite Municipalité Scolaire, en y détachant certaines parties de la paroisse connues sous les noms de St-Josephat et St-Maxime, et autres fins s'y rattachant.

Montréal, ce 2 février 1940.

773-6-4-o Les procureurs des Requérants,
LAMARRE & LAMARRE.

Notice is hereby given that the School Commissioners of the Parish of Longueuil will apply to the Legislature of the Province of Québec at its next session for a Special act to modify the school limits of the Parish of Longueuil, in order to detach from the said Parish the territories of St-Maxime and St-Josephat, and for other purposes.

Montreal, February 2nd., 1940.

774-6-4-o LAMARRE & LAMARRE,
Attorneys for petitioners.

Avis public est par les présentes donné, que la ville de Farnham s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir (a) le droit d'acquérir les immeubles portant les numéros p. 196 du cadastre officiel de cette ville, nonobstant les dispositions du chap. 107 S.R.Q. 1925 et amendements, et de la section 357 de la Loi des Cités et Villes et autres semblables dispositions légales; et (b) le droit d'emprunter à ces fins, sur simple résolution du conseil municipal, une somme n'excédant pas \$30,000.00.

Farnham, le 29 janvier 1940.

775-6-4-o Le Procureur de la ville de Farnham,
ANATOLE GAUDET, C. R.

Public notice is hereby given that the town of Farnham will apply to the Legislature of the Province of Québec, at its coming session, to obtain the right (a) to acquire the immoveable properties bearing the numbers p. 196 of the official cadastral of the town of Farnham, notwithstanding the dispositions of the chapter 107 R.S.Q. 1925 and amendments, and of the section 357 of the Cities and Towns Act and other similar legal dispositions and (b) to borrow for that purpose, on a mere resolution of the municipal council, a sum not to exceed \$30,000.00.

Farnham, January 29th., 1940.

776-6-4-o ANATOLE GAUDET, K. C.,
Attorney for the town of Farnham.

Avis est par les présentes donné que le conseil de la ville de Val d'Or présentera une pétition à la Législature de Québec, à sa prochaine session, demandant qu'une loi soit passée pour annexer à la dite ville les blocs miniers 35 à 44 inclusivement du canton Bourlamaque, ainsi que les claims miniers suivants du même canton: A-36597, A-36600, A-36601, A-36602, A-38591, A-44054 à A-44057 inclusivement et A-44065 et A-44066; corriger et légaliser le rôle d'évaluation de la ville pour l'année 1938-39 pour les fins municipales et scolaires, et celui de 1937-1938 pour fins scolaires seulement et amender quant à ce qui concerne la ville de Val d'Or les articles suivants de la loi des Cités et Villes: 426 pour donner au conseil le droit de zonage; 446 pour imposer taxes d'eau sur lots vacants, et amender l'article 19 de la charte de la ville de Val d'Or, 1 Geo. VI, ch. 121, en prolongeant jusqu'à 1952 le contrôle de la ville par la Commission Municipale de Québec.

Fait à Val d'Or, le 3 février 1940.

Le procureur des pétitionnaires,
781-6-4-o R.-G. TASCHEREAU.

Avis public est par les présentes donné que la ville de Noranda s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, à l'effet de demander que les chartes de la ville de Rouyn et de la ville de Noranda soient modifiées en abrogeant le paragraphe c de l'article 3 de la loi 17 George V, chapitre 89, tel que remplacé par la loi 3 George VI, chapitre 122, section 1.

Noranda, le 2 février 1940.

Le secrétaire-trésorier de la ville de Noranda,
779-6-4-o FRÉDÉRIC HEBERT, N. P.

Avis est par les présentes donné que lors de l'étude par les Comités de la Législature de Québec, du Bill relativement à l'amendement de la Charte de la cité de Montréal, la ville de Mont-Royal présentera un amendement au dit Bill pour que ladite Ville soit exclue du territoire désigné dans l'Article 13 de la Loi 25-26 George V, chapitre 112.

Montréal, le 6 février 1940.

Les procureurs pour la ville de Mont-Royal,
MACDOUGALL, MACFARLANE,
805-6-4 SCOTT & HUGESSEN.

Avis est par les présentes donné que la Corporation de la paroisse de St-Féréol, comté de Montmorcency, fera application, à la prochaine session de la Législature de Québec, pour l'adoption d'une loi ratifiant une résolution par laquelle son conseil municipal a fixé l'évaluation des propriétés de Quebec Power Company, dans les limites de sa municipalité, et l'établissement d'une taxe spéciale annuelle à la dite corporation, et ratifiant et confirmant le contrat intervenu à cet effet entre la dite corporation et la dite Compagnie.

St-Féréol, le 12 février 1940.

LA CORPORATION DE LA PAROISSE DE ST-FÉREOL,
Par le secrétaire-trésorier,
857-7-4-o ALBERT SIMARD.

Avis public est donné par les présentes que: Henry de G. Domville, Charles de L. Domville et Anne de B. Domville, tous trois de la cité de Montréal, et Jacques Certain de Beaujeu de la ville de Briançon, Département des Hautes Alpes, France, en leur qualité d'arrière petits enfants, héritiers ayants droit, appelés à la substitution créée par le testament de Dame Adélaïde Catherine Aubert de Gaspé, veuve de l'Hono-

Notice is hereby given that the Council of the Town of Val d'Or will petition the Legislature of Quebec, at its next session, praying that an Act be enacted to annex to the said town, Mining Blocks 35 to 44 inclusively of the Township of Bourlamaque, as well as the following Mining claims of the same Township: A-36597, A-36600, A-36601, A-36602, A-38591, A-44054 to A-44057 inclusively and A-44065 and A-44066; to correct and legalize the valuation Roll of the Town for the year 1938-39 for municipal and school purposes, and that of 1937-38 for school purposes only and to amend, as regards the Town of Val d'Or, the following articles of the Cities and Towns' Act: 426 to give the Council the right to establish zones; 446 to impose water taxes on vacant lots, and to amend article 19 of the charter of the Town of Val d'Or, 1 Geo. VI, chap. 121, by extending until 1952 the control of the Town, by the Quebec Municipal Commission.

Dated at Val d'Or, this 3rd. day of February, 1940.

R. G. TASCHEREAU,
Attorney for Applicants.

Public notice is hereby given that the Town of Noranda, will make application to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for amendments to the Charters of the Town of Rouyn and of the Town of Noranda, by the repeal of paragraph c of article 3 of the Act 17 George V, chapter 89, as replaced by Act 3 George VI chapter 122, section 1.

Noranda, February 2nd, 1940.

FRÉDÉRIC HEBERT, N. P.,
Secretary-Treasurer of the Town of Noranda.
780-6-4

Notice is hereby given that at the time of consideration by the Committees of the Quebec Legislature of the Bill for the amendment of the City of Montreal Charter, the Town of Mount Royal will present an amendment to such Bill to have the said Town excluded from the territory designated in Section 13 of the Act 25-26 George V, Chapter 112.

Montreal, February 6th., 1940.

MACDOUGALL, MACFARLANE,
806-6-4-o SCOTT & HUGESSEN,
Attorneys for the Town of Mount Royal.

Notice is hereby given that the Corporation of the Parish of St. Féréol, County of Montmorcency, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of a Bill ratifying a resolution whereby its Municipal Council has fixed the valuation of the properties of the Quebec Power Company, within the limits of its municipality and the levying of a special annual tax upon the said corporation and to ratify and confirm the contract entered into to that effect between the said corporation and the said company.

St-Féréol, February 12th., 1940.

THE CORPORATION OF THE PARISH OF ST-FÉREOL
Per: ALBERT SIMARD,
858-7-4 Secretary-Treasurer.

Public notice is hereby given that Henry de G. Domville, Charles de L. Domville and Anne de B. Domville, all three of the city of Montreal, and Jacques Certain de Beaujeu of the town of Briançon, Département des Hautes Alpes, France, in their quality of great grandchildren, heirs ayants-droit, substitutes under the substitution created by the Will of Dame Adélaïde Catherine Aubert de Gaspé, widow of the late Hon. George

nable George René Saveuse de Beaujeu en son vivant de la dite cité de Montréal, s'adresseront à la Législature de Québec à sa prochaine session pour l'adoption d'une loi à l'effet de pourvoir au remplacement des Exécuteurs et Administrateurs de la dite Succession; au mode de nomination des dits Exécuteurs-Administrateurs; à leur rémunération; leurs pouvoirs et leurs obligations; à la confirmation des droits des héritiers dans la dite succession; et couvrant disposition concernant les frais et déboursés de la dite législation.

Montréal, le 12 février 1940.

Les procureurs des requérants,

MONTGOMERY, McMICHAEL,
865-7-4-o COMMON & HOWARD.

Avis public est par les présentes donné que la municipalité scolaire de la ville de La Tuque s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire ratifier une résolution adoptée par les Commissaires d'Ecoles de ladite municipalité scolaire, le 29 janvier 1940, résolution pourvoyant à l'évaluation des immeubles imposables de la "Brown Corporation" et ses ayants-cause, pour une période de dix années, à compter du 1er juillet 1940.

La Tuque, le 12 février 1940.

Le procureur de la municipalité scolaire
de la ville de La Tuque,

867-7-4-o C.-ROMULUS DUCHARME.

Avis public est par les présentes donné que M. Phillip Joseph, avocat, des cité et district de Montréal, province de Québec, dûment autorisé aux fins des présentes à une assemblée du Conseil général du Barreau de la Province de Québec, tenue en la cité de Québec, le 27 janvier 1940, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi spéciale l'autorisant à être admis à la pratique du droit dans la province de Québec, après un examen oral; et pour lui demander de permettre au Barreau de la Province de Québec de l'admettre comme membre du dit barreau.

Montréal, le 6 février 1940.

Les procureurs du requérant,

FITCH, LANDE & BERGER.
132, rue St-Jacques-Ouest,
Montréal. 869-7-4

Avis public est par les présentes donné que The St. Paul Land Company, Limited s'adressera à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session pour la passation d'une loi pour ratifier, valider et confirmer les actes de vente affectant le terrain autrefois connu sous les numéros 1014, 1017, 1019 et 1020, en la paroisse de Lachine, avec effet à compter des dates respectives de ces actes de vente, et pour déclarer que le titre des propriétés vendues par les dits actes de vente était dévolu aux acheteurs d'icelles à compter des dates respectives de ces actes bien que, à la suite du décès de feu Maximilian, Thierry, les droits de successions aient été payés seulement pour une demie indivise des dits lots; le tout nonobstant ce qui est contenu dans toute Loi des droits sur les successions de la Province de Québec.

Montreal, le 14 février 1940.

Les procureurs du Requérant,

MONTGOMERY, McMICHAEL, COMMON &
879-7-4-o HOWARD.

René Saveuse de Beaujeu, in his lifetime of the city of Montreal, will apply to the legislature of the Province of Quebec at its next session for an Act providing for the replacement of the Executors and Administrators of the said Estate, the way in which they will be appointed, their remuneration, their powers and obligations and also for the confirmation of the rights of the heirs in the said Estate and also containing stipulations as to the payment of the fees and disbursements incurred in connection with the said bill.

Montreal, 12th February, 1940.

MONTGOMERY, McMICHAEL,

866-7-4-o COMMON & HOWARD,
Attorneys for Petitioners.

Public notice is hereby given that the School Municipality of the town of La Tuque will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its coming session, to obtain the ratification of a resolution adopted by the school commissioners of the said municipality, on the 29th of January 1940, resolution providing to the valuation of the taxable immovable properties of the Brown Corporation and its assigns, for a period of ten years, starting from July the 1st, 1940.

La Tuque, February 12th, 1940.

C. ROMULUS DUCHARME,

868-7-4-o Attorney for Petitioner.

Public notice is hereby given that Mr. Phillip Joseph, advocate, of the city and district of Montreal, in the Province of Quebec, duly authorized to these presents at a meeting of the General Council of the Bar of the Province of Quebec, held at Quebec City, on January 27th 1940, shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the purpose of obtaining a special law authorizing him to be admitted to the practice of law in the Province of Quebec, after an oral examination; and to permit the Bar of the Province of Quebec to admit him as a member thereof.

Montreal, 6th February, 1940.

FITCH, LANDE & BERGER,

132 St. James St.-West,
Montreal. 870-7-4-o Attorneys for Petitioner.

Public notice is hereby given that The St Paul Land Company, Limited will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session for the passing of an Act to ratify, validate and confirm deeds of sale affecting the land formerly known as Lots 1014, 1017, 1019 and 1020, Parish of Lachine, with effect from the respective dates of such deeds of sale, and to declare that the title to the properties sold by said deeds of sale was vested in the purchasers thereof from the respective dates of such deeds although, following the death of the late Maximilian Thierry, succession duties were paid only in respect of one undivided half of said lots; the whole notwithstanding anything contained in any Succession Duty Act of the Province of Quebec.

Montreal, February 14th, 1940.

MONTGOMERY, McMICHAEL, COMMON &

880-7-4-o HOWARD,
Attorneys for Applicant.

Avis public est par les présentes donné que la cité de Québec s'adressera à la Législature de

Public notice is hereby given that the City of Quebec will apply to the Legislature of this Prov-

cette province, à sa prochaine session, pour demander certains amendements à ses actes d'incorporation, et notamment:

Pour emprunter les sommes suivantes, savoir:

a) \$100,000 pour pavages permanents dans les rues de la cité; b) \$50,000.00 pour remplacement de pavages permanents; c) \$35,000.00 pour l'établissement d'un terrain de stationnement dans le quartier Champlain; d) \$15,000.00 pour le prolongement de la rue Prince Edouard jusqu'à la rue St-Roch; e) \$30,000.00 pour le prolongement de la rue Marquette, l'élargissement de l'avenue Brown et de la rue St-Cyrille; f) \$25,000.00 pour le redressement de la rue Roc-Amadour; g) \$20,000.00 pour terminer le pavage de la rue St-Cyrille; h) \$50,000.00 pour l'élargissement de la rue Dorchester; pour demander l'autorisation de dépenser à d'autres fins la somme de \$39,000.00 que la cité était déjà autorisée à emprunter en vertu de la loi 2 George VI, chapitre 104; pour demander le pouvoir d'imposer, pendant une période de cinq ans, à compter du 1er mai 1940, une taxe de 3% sur les revenus bruts provenant de la vente de l'électricité et du gaz dans la cité, et des comptes d'abonnement de téléphone dans la cité; pour demander le pouvoir d'imposer, à compter du 1er mai 1940, une taxe spéciale dite "taxe de vente"; pour accorder à l'assistant-comptable de la cité certains pouvoirs concernant l'enregistrement des obligations de la cité; pour abolir l'article 3 de la loi 3 George VI, chapitre 102; pour abolir l'article 4 de la loi 3 George VI, chapitre 102, avec effet rétroactif au 10 juillet 1939 inclusivement; pour demander d'étendre au 1er décembre 1940 le délai pour la consolidation des arriérés de taxes municipales et scolaires; pour autoriser la cité à emprunter le montant nécessaire pour consolider le déficit budgétaire de l'année fiscale 1940-41; pour demander l'autorisation de fixer comme elle l'entendra le montant des polices d'assurance à être exigées des propriétaires de taxis ou autres véhicules possédés pour fins de location; pour autoriser la cité à publier ses avis officiels dans les journaux de son choix; pour accorder au trésorier de la cité des pouvoirs additionnels dans les cas de faillite ou de vente au shérif; pour étendre au 15 mai 1940 la date fixée pour l'adoption du budget de la cité; pour demander l'autorisation de faire certains changements au point de vue de la préparation et de la révision des listes électorales municipales; pour demander que les tuyaux de l'aqueduc traversant le territoire des municipalités avoisinantes de la cité de Québec, soient déclarés être des biens non imposables pour fins municipales et scolaires; pour définir les pouvoirs du bureau de cotisation; pour déterminer la date et le mode de confection des rôles d'évaluation foncière supplémentaire et de toutes les autres taxes personnelles; pour demander l'autorisation d'accorder une réduction de la taxe foncière dans le cas des immeubles détruits par le feu au cours d'une année fiscale; pour accorder au trésorier de la cité le droit de corriger les erreurs cléricales sur les rôles d'évaluation; pour déterminer les pouvoirs de la cité quant à la taxation des compagnies d'assurance; pour amender la loi concernant la taxe personnelle; pour modifier la date d'exigibilité des intérêts sur les comptes dus pour l'enlèvement de la neige; pour prolonger la commutation de taxes déjà accordée par la loi 2 George VI, chapitre 104, section 10; pour demander le pouvoir de réglementer les salons de barbiers et de beauté; pour modifier la loi permettant de taxer les distributeurs automatiques, phonographes, et jeux mécaniques; pour modifier la loi permettant d'imposer une taxe spéciale de \$500.00 sur les magasins à chaîne exploités dans la cité de Qué-

ince at its next session, for certain amendments to its acts of incorporation, and principally;

To borrow the following amounts, namely:

a) \$100,000.00 for permanent pavings in the City's streets; b) \$50,000.00 for replacing permanent pavings; c) \$35,000.00 for the establishment of a parking space in Champlain Ward; d) \$15,000.00 for the prolongation of Prince Edouard street as far as St. Roch street; e) \$30,000.00 for the prolongation of Marquette street, the widening of Brown Avenue and St. Cyrille street; f) \$25,000.00 for the straightening of Roc-Amadour street; g) \$20,000.00 to finish the paving of St. Cyrille street; h) \$50,000.00 for the widening of Dorchester street; to request authorization to spend, for other purposes, the sum of \$39,000.00 which the City had already been authorized to borrow under the provisions of the Act 2 George VI, chapter 104; to ask permission to levy, for a period of five years from the 1st of May, 1940, a 3% tax on the gross proceeds derived from the sale of electricity and gas in the City, and on the telephone subscribers' bills in the City; to ask permission to levy, from the 1st of May, 1940, a special tax called "sales tax"; to grant the Assistant Accountant of the City certain powers concerning the registration of the Bonds of the City; to abolish article 3 of the Act 3 George VI, chapter 102; to abolish article 4 of the Act 3 George VI, chapter 102, with a retroactive effect from the 10th of July, 1939 inclusively; to ask permission to extend, to the 1st of December, 1940, the delay for the consolidation of arrears of municipal and school taxes; to authorize the City of borrow the amount necessary to consolidate the deficit of the budget for the fiscal year 1940-41; to ask permission to fix, as it may deem fit, the amount of the insurance policies to be exacted from owners of taxis or other vehicles owned to be let on hire; to authorize the City of publish its official notices in the newspapers of its choice; to grant the City Treasurer additional powers in cases of bankruptcy or sale by sheriff; to extend the date fixed for the adoption of the City's budget to the 15th of May, 1940; to ask the permission to make certain changes with regard to the preparation and revision of the Municipal voters' lists; to ask that the waterworks pipes crossing the territory of the municipalities adjoining the City of Quebec, be declared untaxable property for municipal and school purposes; to define the powers of the board of taxation; to determine the date and manner of compiling the supplementary property valuation rolls and all other personal taxes; to ask permission to grant a reduction of property tax in the case of immovables destroyed by fire in the course of one fiscal year; to grant the City Treasurer the right to correct clerical errors on the valuation rolls; to determine the powers of the City with regard to the taxing of insurance companies; to amend the Act respecting the personal tax; to modify the date of the exigibility of the interest on accounts due for snow removal; to extend the commutation of taxes already granted by the Act 2 George VI, chapter 104, section 10; to ask permission to regulate barber shops and beauty parlours; to modify the Act permitting the taxing of slot machines, phonograph and mechanical games; to modify the Act permitting the levying of a special tax of \$500.00 on chain stores operated in the City of Quebec; to determine the manner in which immovables and the houses thereon erected under the Workmen's Dwelling Act, and whereof the City has become owner, may be sold; to

bec; pour déterminer de quelle façon les immeubles et les maisons dessus construites en vertu de la loi des logements ouvriers, et dont la cité est devenue propriétaire, pourront être vendus; pour amender la loi concernant les réclamations faites à la cité pour dommages; pour amender certains articles concernant les procédures faites devant la Cour du Recorder pour la perception des taxes; pour permettre au bureau des Commissaires d'Ecoles Protestantes de la cité de Québec de déposer tous ses fonds d'amortissement tant en obligations qu'en espèce, au bureau du Trésorier de la Province; pour permettre au bureau des Commissaires d'Ecoles Protestantes de la cité de Québec d'emprunter une somme n'excédant pas \$50,000.00 et à fixer les modalités de cet emprunt; et tous autres amendements concernant la bonne administration de la cité.

Québec, le 13 février 1940.

LES PROCUREURS DE LA CITÉ DE QUÉBEC,
895-7-4-o NADEAU & PELLETIER.

Avis public est par les présentes donné que les Héritiers et les Exécuteurs testamentaires de feu Cléophas St-Aubin, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi aux fins d'être autorisés à emprunter certaines sommes et aussi à construire sur certains lots vacants; pour, en outre, apporter certaines modifications à la substitution créée en vertu du dernier testament dudit Cléophas St-Aubin, et aussi pour permettre au dernier survivant des enfants ou des petits enfants, en certains cas, de disposer par testament, des biens de la succession.

Montréal, ce 14ème jour de février 1940.

Les procureurs des Héritiers et Exécuteurs
testamentaires de feu Cléophas St-Aubin,
VIEN, FARIBAUT & TRUDEAU.
917-7-4-o

CITÉ DE SALABERRY DE VALLEYFIELD

Avis public est par les présentes donné que la cité de Salaberry de Valleyfield s'adressera à la Législature Provinciale, lors de sa prochaine session, pour obtenir certains amendements à sa charte, le statut 22 George V, chapitre 111, et aux différentes lois qui l'amendent, sur les matières suivantes:

Fixer les heures et jours des séances générales et mensuelles du conseil; préparer et homologuer un second rôle d'évaluation en 1940; adopter le système électif du maire et des échevins suivant le procédé de rotation; donner à son trésorier les pouvoirs d'un gérant et contrôler des finances; subordonner la destitution de son trésorier aux dispositions du chapitre 107a des statuts refondus de Québec, 1925; imposer une taxe de vente; imposer une taxe sur les agents et commerçants étrangers; des taxes, sur les billets de théâtre, les bicycles, les services d'électricité, les appareils téléphoniques; et aussi pour obtenir le droit de continuer de se servir de son terrain, portant le No 152-6 du cadastre de la cité, pour fins municipales; ratifier son règlement No 389; ratifier, à compter de leur passation respective, le bail et la convention intervenus entre la cité et la Fernhill Limited; et pour toutes autres fins.

Salaberry de Valleyfield, le 14 février 1940.

Le procureur de la requérante,
877-8-4-o ALBERT LEBLANC.

Avis public est par les présentes donné que la corporation municipale et les commissaires d'écoles de la municipalité de St-Simon-de-

amend the Act concerning claims made against the City for damages; to amend certain articles respecting the proceedings taken before the Recorder's Court for the collection of taxes; to permit the Board of Protestant School Commissioners of the City of Quebec to deposit its sinking funds whether in bonds or specie, in the Provincial Treasurer's office; to permit the Board of Protestant School Commissioners of the City of Quebec to borrow an amount not exceeding \$50,000.00 and to fix the modalities of this loan; and all other amendments concerning the good management of the City.

Quebec February 13th., 1940.

NADEAU & PELLETIER,
896-7-4 Attorneys for the City of Quebec.

Public notice is hereby given that the Heirs and Testamentary Executors of the late Cleophas St-Aubin will make application to the Legislature of Quebec, at its next session, for the enactment of a law authorizing them to borrow certain sums of money, and also to build on certain vacant lots; and also, to modify certain terms and conditions of the substitution created in virtue of the Last Will and Testament of the said Cléophas St-Aubin, and also to allow the last surviving child or grandchild, in certain cases, to dispose by Will of the assets of the Estate.

Montreal, February 14th., 1940.

VIEN, FARIBAUT & TRUDEAU,
Attorneys for the Heirs and Testamentary
Executors of the late Cléophas St-Aubin.
918-7-4-o

CITY OF SALABERRY DE VALLEYFIELD

Public notice is hereby given that the city of Salaberry de Valleyfield shall apply to the Provincial Legislature, at its next session, for certain amendments to its charter, Act, 22 George V, chapter 111, and to the various acts amending the same, on the following matters;

To determine the hour and dates of the general and monthly meetings of the Council; to prepare and homologate a second valuation roll in 1940; to adopt the elective system of the Mayor and aldermen according to the process of rotation; to give the treasurer the powers of a manager and controller of finances; to subordinate the dismissal of its treasurer to the provisions of the Chapter 107a of the Revised Statutes of Quebec, 1925; to impose a sales' tax; to levy a tax on non-resident agents and merchants; taxes on theatre tickets, bicycles, supply of electricity, telephone apparatus; and also to obtain the right to continue using its land bearing No. 152-6 of the city cadaster, for municipal purposes; to ratify its by-law No. 389; to ratify, from their respective passing, the lease and agreement concluded between the city and the Fernhill Limited, and for all other purposes.

Salaberry de Valleyfield, February 14, 1940.

ALBERT LEBLANC,
878-8-4-o Attorney for the Applicant.

Public notice is hereby given that the municipal corporation and the school commissioners for the municipality of St-Simon-de-Drummond,

Drummond, comté de Drummond, demanderont à la Législature, au cours de la session commençant le 20 février 1940, une loi ratifiant et confirmant:

a) Un règlement adopté par le conseil de la corporation municipale susdite, le 2 décembre 1939, et approuvé par les électeurs propriétaires de ladite municipalité, le 8 janvier 1940;

b) Une résolution adoptée par les commissaires d'écoles de la susdite municipalité, le 13 février 1940;

Lesquels règlement et résolution sont à l'effet de fixer l'évaluation municipale maximum et le taux maximum de la taxe foncière municipale et de la taxe scolaire, pour tous les biens-fonds compris autrefois dans la municipalité du canton de Wickham-est, et compris maintenant dans la municipalité de St-Simon-de-Drummond, et ce pour une période de vingt années, pourvu toutefois que toutes nouvelles constructions et additions auxdits biens-fonds soient imposées et taxées suivant la loi municipale.

St-Simon-de-Drummond, 15 février 1940.

Corporation municipale de St-Simon-de-Drummond,

Par le maire,

(Signé) J.-ESDRAS DUMAINE,

Le secrétaire-trésorier,

(Signé) J.-H. RATTÉ.

Les Commissaires d'écoles de la municipalité de St-Simon-de-Drummond.

Par le président,

(Signé) J.-ESDRAS DUMAINE,

Le secrétaire-trésorier,

1003-8-4-o (Signé) J. H. RATTÉ.

county of Drummond, will apply to the Legislature at its sessions beginning February the 20th 1940, for an act to ratify and confirm:

a) A by-law passed by the council of the said municipality, on the 2nd day of December, 1939, and approved by the electors who are proprietors in the said municipality, on the 8th day of January 1940;

b) A resolution passed by the school commissioners for the said municipality, on the 13th day of February 1940;

Those by-law and resolution being to the effect of fixing the maximum of the municipal valuation and the maximum of rate for real estate tax and school tax, for all immoveables belonging previously to the municipality of Wickham-east township and belonging actually to the said municipality of St-Simon-de-Drummond, and this for a period of twenty years, provided however that all new constructions and improvements to the said immoveables will be valued and taxed according to the municipal law.

St-Simon-de-Drummond, February 15th 1940.

The municipal corporation of St-Simon-de-Drummond.

(Signed) J. ESDRAS DUMAINE,

Mayor.

(Signed) J. H. RATTÉ,

Secretary-Treasurer.

The school commissioners for the municipality of St-Simon-de-Drummond.

(Signed) J.-ESDRAS DUMAINE,

President.

(Signed) J. H. RATTÉ,

1004-8-4-o Secretary-Treasurer.

Canada, Province de Québec, District de Québec

AVIS PUBLIC

Les Révérends Pères du Très St-Sacrement de la Ville de Shawinigan Falls s'adresseront à la Législature de Québec, lors de la présente session, pour l'obtention d'un projet de loi à l'effet de les constituer en corporation sous certaines conditions.

Québec, ce 20 février, 1940.

Les procureurs des requérants,

981-8-4-o DORION, DORION & NOEL.

Canada, Province of Quebec, District of Quebec

AVIS PUBLIC

Les Révérends Pères du Très St-Sacrement de la ville de Sherbrooke s'adresseront à la Législature de Québec, lors de la présente session, pour l'obtention d'un projet de loi à l'effet de les constituer en corporation sous certaines conditions.

Québec, ce 20 février, 1940.

Les procureurs des requérants,

983-8-4-o DORION, DORION & NOEL.

VILLE DE VICTORIAVILLE

Avis public, par les présentes, est donné que la Ville de Victoriaville s'adressera à la Législature de la province de Québec pour demander l'adoption d'une loi aux fins suivantes, et autres:

1. Modifier la Loi des Cités et Villes quant au mode d'élection du maire et des échevins;

2. Déterminer le mode de publication des avis publics;

Canada, Province of Quebec, District of Quebec

PUBLIC NOTICE

The Reverend Fathers of The Saint-Sacrament of the city of Shawinigan Falls will appeal to the Legislature of Quebec, during the present session, for the purpose of obtaining a project of law with the object of constituting them into a corporation under certain conditions.

Quebec, February 20th, 1940.

DORION, DORION & NOEL,

982-8-4-o Counsels for the petitioners.

Canada, Province of Quebec, District of Quebec

PUBLIC NOTICE

The Reverend Fathers of The Saint-Sacrament of the city of Sherbrooke will appeal to the Legislature of Quebec, during the present session, for the purpose of obtaining a project of law with the object of constituting them into a corporation under certain conditions.

Quebec, 20th February, 1940.

DORION, DORION & NOEL,

984-8-4-o Counsels for the petitioners.

TOWN OF VICTORIAVILLE

Public notice is hereby given that the Town of Victoriaville will apply to the Legislature of the Province of Quebec, for the passing of a Bill for the following purposes and others:

1. To amend the Cities' and Towns' Act respecting the mode of election of the mayor and the aldermen;

2. To determine the mode of publication of public notices;

3. Imposer une taxe ou permis sur les marchands étrangers;

4. Ratifier les dépenses encourues pour la construction d'une bâtisse devant servir à des fins municipales et industrielles, et autoriser l'expropriation du terrain sur lequel est érigée la dite bâtisse, et autoriser les emprunts nécessaires pour couvrir les dites dépenses;

5. Obtenir l'autorisation d'acquérir un immeuble avec pouvoir de le céder ou louer, pour fins industrielles, et autoriser les emprunts nécessaires pour l'acquisition du dit immeuble.

Victoriaville, le 2 février 1940.

Le procureur de la ville de Victoriaville,
783-6-4-0 GERMAIN LACOURCIERE.

3. To levy a tax or impose a license upon non-resident merchants;

4. To ratify the expenses incurred for the construction of a building to be used for municipal and industrial purposes and to authorize the expropriation of the property on which the said building is erected, and authorize the loans required to cover the said expenses;

5. To obtain authorization to acquire an immovable with power to assign or lease the same for industrial purposes and to authorize the loans required for the acquisition of said immovable.

Victoriaville, February 2nd, 1940.

GERMAIN LACOURCIERE,
784-6-4 Attorney of the Town of Victoriaville.

Avis est par les présentes donné par la Ville de Pointe-Claire, qu'à la présente session de la législature de la Province de Québec, elle demandera l'adoption d'une loi pour amender sa charte, lui permettant de créer un fond de roulement et d'édictier tout ce que nécessaire pour améliorer les finances et le crédit de la Ville, de changer la date des élections municipales de juillet à janvier, de prolonger d'environ six mois le terme des échevins sortant de charge au mois de juillet 1940, et pour autres fins.

Montréal, 26 février 1940.

Le procureur de la ville de Pointe-Claire,
1097-9-4-0 ELPHEGE MARIER.

Notice is hereby given by the Town of Pointe-Claire that at the present session of the Legislature of the Province of Quebec, it will pray for the adoption of an act to amend its charter, to allow the creation of a working-fund, to edict all that may be necessary to ameliorate the finance and the credit of the Town, to change the date of elections from July to January, and to extend for about six months the term of office of the aldermen expiring in July 1940, and for other purposes.

Montreal, February 26, 1940.

ELPHEGE MARIER,
Attorney for the Town of Pointe-Claire.
1098-9-4-0

Avis public est par les présentes donné que certains des légataires de la succession de feu l'Honorable Charles Wilson, en son vivant des cité et district de Montréal, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à la présente session, pour obtenir l'adoption d'une loi à l'effet d'autoriser le partage immédiat des biens de cette succession, le paiement de certaines annuités ou de certains legs, la nomination de personnes pour effectuer ce partage, et toutes autres dispositions qu'il plaira à la Législature d'accorder.

Montréal, le 28 février 1940.

Les procureurs des requérants,
LEROUX & LEROUX, ET
SLATTERY, BELANGER & PARE.
1121-9-4-0

Public notice is hereby given that certain legatees of the Estate of the late Honourable Charles Wilson, in his lifetime of the City and District of Montreal, will apply at this pending Session of the Legislature of the Province of Quebec for an Act to authorize the immediate Partition of the assets of the Estate, the payment of certain annuities and legacies, the appointment of persons to effect such partition, and other provisions as it may please the legislature to grant.

Montreal, February 28th., 1940.

LEROUX, & LEROUX, AND
SLATTERY, BELANGER & PARE,
1122-9-4-0 Attorneys for the Petitioners.

Avis public est, par les présentes, donné que la Ville de Saint-Jérôme, un corps politique municipal, incorporé suivant la loi, ayant son siège social dans la ville de Saint-Jérôme, comté de Terrebonne, s'adressera à la Législature de Québec, durant la présente session, afin de faire approuver le règlement numéro 323, nouvelle série, pourvoyant à la construction d'un entrepôt municipal et autorisant la Ville de Saint-Jérôme, à emprunter une somme de \$20,000.00, pour un terme de vingt ans, à un taux n'excédant pas 5%, payable semi-annuellement, pour payer le coût de la construction du dit entrepôt municipal.

Saint-Jérôme, ce 27 février 1940.

Le procureur de la Ville de Saint-Jérôme,
1123-9-4-0 CAMILLE-L. de MARTIGNY.

Public notice is hereby given, that the Town of Saint Jérôme, a municipal body, politic and duly incorporated by law, having its head office in the Town of Saint-Jérôme, County of Terrebonne, will apply to the Legislature of Quebec, during the present Session, for the approval of by-law Number 323, new series, providing for the construction of a municipal warehouse and authorizing the Town of Saint-Jérôme to borrow an amount of \$20,000.00, for a term of twenty years, at a rate not exceeding 5%, payable semi-annually, to defray the costs of the construction of the said municipal warehouse.

Saint-Jérôme, this 27th February, 1940.

CAMILLE L. de MARTIGNY,
Attorney for the Town of Saint-Jérôme.
1124-9-4

Arrêtés-en-Conseil

COPIE du Rapport d'un Comité de l'honorable Conseil exécutif en date du 22 février 1940, approuvé par le lieutenant-Gouverneur le 23 février 1940.

Orders-in-Council

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated February 22nd, 1940, approved by the Lieutenant-Governor on February 23rd, 1940.

Concernant le rappel de l'ordonnance No 21 de
l'Office des salaires raisonnables

No 892

L'honorable Ministre du Travail, dans un mémoire en date du 22 février (1940), expose:

Qu'une convention collective de travail a été rendue obligatoire dans l'industrie des tanneries et corroieries, par le décret numéro 523 du 5 février 1940, publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 10 février 1940;

Que la dite convention collective de travail a été approuvée en vue de remplacer l'ordonnance No 21 de l'Office des salaires raisonnables;

En conséquence, l'honorable Ministre du Travail recommande que ladite ordonnance No 21 de l'Office des salaires raisonnables, approuvée par l'arrêté ministériel No 2671 du 22 décembre 1938, soit annulée et abrogée et ce, à compter du 10 février 1940, date de mise en vigueur du décret relatif aux tanneries et corroieries.

Certifié,

A. MORISSET,
Greffier Conseil Exécutif.

1051-o

COPIE du Rapport d'un Comité de l'honorable Conseil exécutif en date du 22 février 1940, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 23 février 1940.

Concernant les métiers de barbier et coiffeur de
Saint-Jean et Iberville

No 891

L'honorable Ministre du Travail, dans un mémoire en date du 22 février (1940), recommande:

Que, conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi des conventions collectives de travail (1 George VI, chapitre 49 et amendements), le décret No 554 du 29 mars 1939, relatif aux métiers de barbier et coiffeur de Saint-Jean et d'Iberville, soit amendé de la façon suivante:

L'article VIII est radié et remplacé par le suivant:

"VIII. *Durée du décret*: Le présent décret sera valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et restera en vigueur jusqu'au 1er avril 1941. Après cette date, il se renouvellera automatiquement d'année en année, à moins que l'une des parties ait notifié l'autre partie de son intention de l'abroger, 60 jours avant le 1er avril de chaque année."

Certifié,

A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

1053-o

COPIE du Rapport d'un Comité de l'honorable Conseil exécutif en date du 22 février 1940, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 23 février 1940.

Concernant l'Office des salaires raisonnables

No 881

L'honorable Ministre du Travail, dans un mémoire en date du 22 février (1940), expose:

Vu la résolution de l'Office des salaires raisonnables, que l'article 70 de l'ordonnance no 4, telle

Concerning the repeal of Ordinance No. 21 of the
Fair Wage Board

No. 892

The Honourable Minister of Labour, in a memorandum dated February 22nd, (1940), sets forth:

That a collective labour agreement has been rendered obligatory in the tanning and currying industry by decree No. 523 of February 5th, 1940, published in the *Quebec Official Gazette* of February 10th, 1940;

That the said collective labour agreement has been approved in order to replace Ordinance No. 21 of the Fair Wage Board;

Consequently, the Honourable Minister of Labour recommends that the said Ordinance No. 21 of the Fair Wage Board, approved by Order-in-Council No. 2671 of December 22nd, 1938, be annulled and abrogated on and from February 10th, 1940, this being the date of the coming into force of the decree relating to currying and tanning establishments.

Certified,

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

1052-o

COPY of the Report of a Committee of the Executive Council dated February 22nd, 1940, approved by the Lieutenant-Governor on February 23, 1940.

Concerning the barber and hairdresser trades of
Saint-Jean and Iberville

No. 891

The Honourable Minister of Labour, in a memorandum dated February 22nd, (1940), recommends:

That, pursuant to the provisions of section 8 of the Collective Labour Agreements' Act (1 Geo. VI, chapter 49 and amendments), Decree No. 554 of March 29th, 1939, relating to the barber and hairdresser trades of Saint-Jean and Iberville, be amended in the following manner:

Section VIII is stricken off and replaced by the following:

"VIII. *Duration of the decree*. The present decree shall come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and shall remain effective until April 1st, 1941. Thereafter, it shall renew itself automatically, each year, unless one of the parties notify the other party of its intention to abrogate it, 60 days before the 1st of April of each year."

Certified,

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

1054-o

COPY of the Report of a Committee of the Executive Council dated February 22nd, 1940, approved by the Lieutenant-Governor on February 23rd, 1940.

Concerning the Fair Wage Board

No. 881

The Honourable Minister of Labour, in a memorandum dated February 22nd, (1940), sets forth:

Considering the resolution of the Fair Wage Board, that article 70 of Ordinance No. 4, as

qu'amendée, soit amendé en remplaçant la deuxième et la troisième ligne du paragraphe "b" par les suivantes:

"Aux scieries des Zones II, III et IV."

"Aux fonderies des zones II, III et IV."

Certifié,

A. MORISSET,

1055-o

Greffier du Conseil Exécutif.

amended, be amended by replacing the second and third line of paragraph "b" by the following:

"To sawmills in zones II, III and IV."

"To foundries in zones II, III and IV."

Certified,

A. MORISSET,

1056-o

Clerk of the Executive Council.

Assemblée

THE CANADA AND GULF TERMINAL RAILWAY COMPANY

Avis est par les présentes donné que l'Assemblée générale annuelle des actionnaires de la compagnie "The Canada and Gulf Terminal Railway Company" sera tenue à la Chambre No 50, Edifice Canada Life, 275, rue Saint-Jacques, Montréal, Qué., mardi le 26ème jour de mars 1940, à 2 45 P.M., aux fins de recevoir le rapport annuel de la compagnie, de procéder à l'élection du Bureau de direction et à la transaction de toutes les autres affaires qui pourront être soumises à l'assemblée.

Ottawa, Ont., le 44 février 1940.

1039

Le secrétaire,

H. A. GREEN.

Meeting

THE CANADA AND GULF TERMINAL RAILWAY COMPANY

Notice is hereby given of the Annual General Meeting of Shareholders of The Canada and Gulf Terminal Railway Company, to be held at Room 50, Canada Life Building, 275 St. James Street, Montreal, Quebec, on Tuesday, the 26th day of March, 1940, at 2.45 P.M., for the purpose of receiving the Annual Report of the Company, the election of the Board of Directors and the transaction of such other business as may properly be brought before the Meeting.

Ottawa, Ontario, 24th February, 1940.

1040-o

H. A. GREEN,

Secretary.

Avis divers

La formation d'une société sous le nom de "L'Association des Epiciers Richelieu", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le secrétaire de la Province, en date du quinzième jour de février 1940.

Le siège principal de la société est à Montréal.

JEAN BRUCHESI,

1041-o

Sous-secrétaire de la Province.

La formation d'une société sous le nom de "Le Syndicat Catholique des Cochers de Beauce et Dorchester", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession a été autorisée par le secrétaire de la province, en date du vingtième jour de février 1940.

Le siège principal de la société est à Saint-Joseph, comté de Beauce.

JEAN BRUCHESI,

1071-o

Sous-secrétaire de la Province.

Avis est, par les présentes, donné par le maire et le secrétaire-trésorier de la municipalité de Masham-Sud, qu'ils ont reçu du ministère des affaires municipales, le document suivant:

"Copie du Rapport d'un Comité de L'honorable Conseil Exécutif en date du 30 janvier 1940, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 1er février 1940.

Concernant le changement du nom de la municipalité de Masham-Sud en celui de Sainte-Cécile de Masham, comté de Gatineau.

L'Honorable ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce, dans un mémoire en date du 30 janvier 1940, expose:

Que le conseil municipal de Masham-Sud, dans le comté de Gatineau, par une résolution en date

Miscellaneous Notice

The formation of an association under the name of "L'Association des Epiciers Richelieu", for the study, defence and promotion of the economical, social and moral interests of the profession has been authorized by the Provincial Secretary, under date the fifteenth day of February, 1940.

The principal place of business of the association is at Montreal.

JEAN BRUCHESI,

1042

Under Secretary of the Province.

The formation of an association under the name of "Le Syndicat Catholique des Cochers de Beauce et Dorchester", for the study, defence and promotion of the economical, social and moral interests of the profession, has been authorized by the secretary of the province, under date of the twentieth day of February, 1940.

The principal place of business of the association is at Saint Joseph, county of Beauce.

JEAN BRUCHESI,

1072

Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given by the mayor and secretary of the Corporation of South-Masham, that they have received from the department of municipal affairs, the following document:

Copy of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated January 30th., 1940, approved by the Lieutenant-Governor on February 1st., 1940.

Concerning the changing of the name of the municipality of South-Masham in that of Sainte-Cécile de Masham, county of Gatineau.

The Honourable Minister of municipal affairs, trade and commerce, in a memorandum dated January 30th., 1940, states:

That the municipal council of South-Masham, in the county of Gatineau, by a resolution dated

du 7 février 1938, demande que le nom de cette municipalité soit changé en celui de "Municipalité de Sainte-Cécile de Masham";

Que toutes les formalités prescrites par la loi ont été accomplies;

En conséquence, l'honorable ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce, recommande:

Que le nom de la municipalité de Masham-Sud soit changé en celui de "Municipalité de Sainte-Cécile de Masham" le tout sous l'autorité de l'article 48 du code municipal.

Certifié (signé) A. MORISSET,
Greffier Conseil Exécutif.

THOMAS BRAZEAU, JEAN-LOUIS LEMIEUX,
Maire. Secrétaire-trésorier.
1113-9-2-0

NORTH QUEBEC LUMBER LIMITED

Nombre des directeurs: Proposé, secondé et résolu que la résolution par le bureau de direction, confirmant le règlement réduisant le nombre des directeurs de quatre à trois, soit et il est par les présentes approuvé et ratifié.

Changement de bureau-chef: Proposé, secondé et résolu que le règlement changeant le bureau-chef de Québec à Montréal, tel que passé par le bureau de direction, soit et il est par les présentes approuvé, ratifié et confirmé.

Signé à Montréal, ce 15^{ème} jour de février 1940.

Le président,
J.-S. De LaHAYE,
L'assistante-secrétaire,
F.-B. ARSENEAULT.

1093

La compagnie "Champlain Bus Corporation", a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte, seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette Province.

La principale place d'affaires, dans la Province, est à 1188, rue Dorchester ouest, Montréal, P. Q.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Roch Tremblay, 1188, rue Dorchester ouest, cité de Montréal, P. Q.

Québec, le 22 février 1940.

JEAN BRUCHESI,
1109 Sous-secrétaire de la Province.

La compagnie "Frontier Coach Lines, Inc.", a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte, seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette Province.

La principale place d'affaires, dans la Province, est 1188, rue Dorchester ouest, Montréal, P. Q.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Roch Tremblay, 1188, rue Dorchester ouest, cité de Montréal, P. Q.

Québec, le 22 février 1940.

JEAN BRUCHESI,
1111 Sous-secrétaire de la Province.

February 7th., 1938, demands that the name of that municipality be changed in that of "Municipality of Sainte Cécile de Masham";

That all the formalities prescribed by law have been fulfilled;

Consequently, the honourable minister of municipal affairs, trade and commerce, recommends:

That the name of the municipality of South-Masham be changed in that of "Municipality of Sainte Cécile de Masham", the whole under authority of section 48, municipal code.

Certified (Signed) A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

THOMAS BRAZEAU, JEAN LOUIS LEMIEUX,
Mayor. Secretary-treasurer.
1114-9-2-0

NORTH QUEBEC LUMBER LIMITED

Number of directors: Moved, seconded and resolved that the resolution by the board of directors confirming by-law reducing the number of directors from four to three, be and is hereby approved and ratified.

Change of Head Office: Moved, seconded and resolved that the by-law changing the head office from Quebec to Montreal, as passed by the board of directors, be and is hereby approved, ratified and confirmed.

Signed at Montreal, this 15th day of February 1940.

J. S. De LaHAYE,
President.
F. B. ARSENEAULT,
Ass't. Secretary.

1094-0

The company "Champlain Bus Corporation" has been authorized to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in the Province.

Its principal place of business, in the Province, is at 1188 Dorchester Street, West, Montreal, P. Q.

Its chief agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Roch Tremblay, 1188 Dorchester Street, W., of the City of Montreal, P. Q.

Quebec, February 22nd., 1940.

JEAN BRUCHESI,
1110-0 Under Secretary of the Province.

The company "Frontier Coach Lines, Inc.", has been authorized to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in the Province.

Its principal place of business, in the Province, is at 1188 Dorchester Street, West, Montreal, P. Q.

Its chief agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it is Mr. Roch Tremblay, 1188 Dorchester Street, West., of the City of Montreal, P. Q.

Quebec, February 22nd., 1940.

JEAN BRUCHESI,
1112-0 Under Secretary of the Province.

MANIWAKI MINES LIMITED
(Libre de responsabilité personnelle)

Conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie "Maniwaki Mines Limited (Libre de responsabilité personnelle)", donne par les présentes avis public qu'elle a adopté le règlement No 13 par lequel il est stipulé qu'elle distribuera tous ses biens entre ses actionnaires au *pro rata* des actions qu'ils détiennent.

La compagnie "Maniwaki Mines Limited (Libre de responsabilité personnelle)" donne de plus avis que les dispositions du dit règlement entreranno en vigueur quinze jours après la publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, et que, n'ayant aucunes obligations, elle s'adressera dans la suite, au procureur général et au Ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce pour leur demander la permission d'abandonner sa charte à compter de la date qu'il leur plaira de fixer.

Daté à Toronto, ce 26ème jour de février 1940.

MANIWAKI MINES LIMITED
(Libre de responsabilité personnelle)

Par le secrétaire,
1115 W.-G. HUGHSON.

MANIWAKI MINES LIMITED
(No Personal Liability)

Under the provisions of the Quebec Companies' Act, Maniwaki Mines Limited (No Personal Liability) hereby gives public notice that By-law No. 13 has been adopted by it by which it was provided that it should distribute all its assets amongst its shareholders in proportion to their shareholdings.

Maniwaki Mines Limited (No Personal Liability) further gives notice that the provisions of the said By-law will be implemented fifteen days after the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette* and that, having no liabilities, it will thereafter apply to the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce for the acceptance of the surrender of its charter on and from a day to be fixed by them.

Dated at Toronto, this 26th. day of February, 1940.

MANIWAKI MINES LIMITED
(No Personal Liability)

Per: W. G. HUGHSON,
1116-o Secretary.

Bureaux-chef

SOCIÉTÉ ANONYME DE L'EST LIMITÉE

Il est proposé, secondé et résolu à l'unanimité:

Que, dorénavant le bureau principal de la Compagnie soit situé à 2251, chemin de la côte St-Michel, Ville St-Michel, Co. Laval, P. Qué.
Ville St-Michel, le 25 janvier 1940.

Le secrétaire,
1043-o GREGOIRE LINCOURT.

CANADIAN QUARRIES LIMITED

Il est proposé, secondé et résolu à l'unanimité:

Que, dorénavant le bureau principal de la Compagnie soit situé à 2251, chemin de la côte St-Michel, Ville St-Michel, Co. Laval, P. Qué.
Ville St-Michel, le 25 janvier 1940.

Le secrétaire,
1045-o GREGOIRE LINCOURT.

FORDHAM LABORATORIES INC.

Le bureau-chef de la compagnie "Fordham Laboratories Inc.", pour la province de Québec, est situé en la cité de Montréal, à 936, rue Notre-Dame ouest.

Le président,
1095 MORTON-M. MENDELS.

Chartes—Abandon de

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, et suiet à la responsabilité décrétée par l'article 25a de la dite Loi, il a plu au Procureur général et au Ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie

Chief-Offices

SOCIÉTÉ ANONYME DE L'EST LIMITÉE

It is moved, seconded and unanimously resolved:

That, in future, the head office of the company be situated at 2251 "Côte St-Michel" Road, Town of St-Michel, County of Laval, P. Qué.
Town of St-Michel, January 25th, 1940.

GREGOIRE LINCOURT,
1044 Secretary.

CANADIAN QUARRIES LIMITED

It is moved, seconded and unanimously resolved:

That, in future, the head office of the company be situated at 2251 "Côte St-Michel" Road, Town of St-Michel, County of Laval, P. Qué.
Town of St-Michel, January 25th, 1940.

GREGOIRE LINCOURT,
1046 Secretary.

FORDHAM LABORATORIES INC.

The head office of Fordham Laboratories Inc. for the Province of Quebec is in the city of Montreal, at 936 Notre Dame Street West.

MORTON M. MENDELS,
1096-o President.

Charters—Surrender of

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 25, and subject to the liability enacted by article 25a of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Ha! Ha! Bay land &

"Ha! Ha! Bay Land & Building Company (La Compagnie Immobilière & de Construction de la Baie des Ha! Ha!)" constituée en corporation par lettres patentes en date du neuvième jour de juin 1919.

Avis est de plus donné qu'à compter du vingt-neuvième jour de février 1940, la dite compagnie a pris fin.

Daté du bureau du procureur général, ce seizième jour de février 1940.

1057 L. DESILETS,
Assistant-procureur général.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, et sujet à la responsabilité décernée par l'article 25a de la dite Loi, il a plu au Procureur général et au Ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Lafleur & Sinclair, Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du dix-septième jour de février 1932.

Avis est de plus donné qu'à compter du vingt-neuvième jour de février 1940, la dite compagnie a pris fin.

Daté du bureau du procureur général, ce douzième jour de février 1940.

1059 L. DESILETS,
Assistant-procureur général.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, et sujet à la responsabilité décernée par l'article 25a de ladite loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Lake St. John Oil Company Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-huitième jour d'avril 1938.

Avis est de plus donné qu'à compter du vingt-neuvième jour de février, 1940, ladite compagnie aura pris fin.

Daté du bureau du procureur général, ce seizième jour de février 1940.

1061-o L. DESILETS,
Assistant-procureur général.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, et sujet à la responsabilité décernée par l'article 25a de la dite Loi, il a plu au Procureur général et au Ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Québec Exploration Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de juin 1937.

Avis est de plus donné qu'à compter du vingt-neuvième jour de février 1940, la dite compagnie a pris fin.

Daté du bureau du procureur général, ce douzième jour de février 1940.

1063 L. DESILETS,
Assistant-procureur général.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, et sujet à la responsabilité décernée par l'article 25a de la dite Loi, il a plu au Procureur général et au Ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "The Canadian Exploration Limited (Libre de

Building Company (La Compagnie Immobilière & de Construction de la Baie des Ha! Ha!)", incorporated by letters patent dated the ninth day of June, 1919.

Notice is also given that from and after the twenty-ninth day of February, 1940, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of February, 1940.

1058-o L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 25, and subject to the liability enacted by article 25a of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Lafleur & Sinclair, Inc.", incorporated by letters patent dated the seventeenth day of February, 1932.

Notice is also given that from and after the twenty-ninth day of February, 1940, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of February, 1940.

1060-o L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 25 and subject to the liability enacted by article 25a of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Lake St. John Oil Company Limited" incorporated by letters patent dated the twenty-eighth day of April 1938.

Notice is also given that from and after the twenty-ninth day of February, 1940, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General this sixteenth day of February, 1940.

1062 L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 25, and subject to the liability enacted by article 25a of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Quebec Exploration Limitée", incorporated by letters patent dated the twenty-second day of June, 1937.

Notice is also given that from and after the twenty-ninth day of February, 1940, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of February, 1940.

1064-o L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 25, and subject to the liability enacted by article 25a of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "The Canadian Exploration Limited (No personal Liability)" incorporat-

responsabilité personnelle)", constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-septième jour de mars 1925.

Avis est de plus donné qu'à compter du vingt-neuvième jour de février 1940, la dite compagnie a pris fin.

Daté du bureau du procureur général, ce douzième jour de février 1940.

L. DESILETS,
1065 Assistant-procureur général.

ed by letters patent dated the twenty-seventh day of March, 1925.

Notice is also given that from and after the twenty-ninth day of February, 1940, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of February, 1940.

L. DESILETS,
1066-o Deputy Attorney General.

Département de l'Instruction publique

No. 588-38

Québec, 22 février, 1940.

Vu que des erreurs ont été commises lors de l'érection de la municipalité scolaire du village du Lac Bouchette, le Surintendant de l'Instruction publique donne avis qu'il se propose de rectifier les limites de cette municipalité de manière, qu'à l'avenir, son territoire comprenne les lots 7 à 20 inclusivement du rang V du canton de Dablon.

1143-9-2-o

Department of Public Instruction

No. 588-38

Quebec, February 22nd 1940.

Seeing that errors have been committed at the time of the erection of the School Municipality of the Village of Lake Bouchette, the Superintendent of Public Instruction gives notice that he intends to rectify the limits of the said municipality so that, in future, its territory shall comprise lots 7 to 20 inclusively, in Range V of the Township of Dablon.

1144-9-2

ERRATUM

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE MATAPÉDIA

Dans l'avis de vente pour taxes de cette municipalité, publié dans la *Gazette officielle de Québec*, du 27 janvier 1940, à la page 307 à la sixième ligne veuillez lire:

Canton Milnikek au lieu de Matalick

Canton Milnikek Rang I Nos 4 Herménégild Jean.

Canton Milnikek Rang I P. S. 8 Arsène Giasson.

Canton Milnikek Rang I 10 Sam Zakrevski.

Canton Milnikek Rang 2 10 Georges Ouellet.

Canton Milnikek Rang 2 12 Art. Ouellet, fils.

A la page 305 Pte 51 rang 1 Lepage au lieu de Pte 31.

1047-o

A la page 464 de la *Gazette officielle* du 27 janvier 1940, première ligne du premier paragraphe, lisez: "J.-W. Denis, notaire, et Paul Trahan, avocat", au lieu de "avocats", et à la cinquième ligne du même paragraphe, lisez: "division d'enregistrement No 2 de Nicolet", au lieu de "division d'enregistrement de Nicolet".

1133-o

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF MATAPEDIA

In the notice of the sale for taxes of the above municipality, published in the *Quebec Official Gazette*, of the 27th January, 1940, on page 307, in the sixth line please read:

Township Milnikek instead of Matalick.

Township Milnikek Range I Nos. 4 Herménégild Jean

Township Milnikek Range 1 S. Pt. 8 Arsène Giasson

Township Milnikek Range I 10 Sam Zakrevski.

Township Milnikek Range 2 10 Georges Ouellet

Township Milnikek Range 2 12 Art. Ouellet, Jr.

On page 305 Pt. 51 Range I Lepage instead of Pt. 31.

1048

On page 464 of the *Official Gazette* of January 27th, 1940, first line of first paragraph, read: J. W. Denis, notary, and Paul Trahan, advocate, instead of "advocates", and, in the fifth line of same paragraph, read: "Registration Division No. 2 of Nicolet" instead of "Registration Division of Nicolet."

1134

Ministère de l'Agriculture

Department of Agriculture

AVIS DE FORMATION D'UN SYNCICAT D'ÉLEVAGE

NOTICE OF THE FORMATION OF A STOCK BREEDING SYNDICATE

Avis est par le présent donné qu'un syndicat d'élevage a été constitué dans le comté de Lotbinière sous le nom de "syndicat d'élevage de chevaux canadiens de Ste-Agathe", avec sa principale place d'affaires à Ste-Agathe.

Le sous-ministre de l'Agriculture,
1067-o L.-PH. ROY.

Notice is hereby given that a stock-breeding syndicate has been formed in the county of Lotbinière under the name of "Syndicat d'élevage de chevaux canadiens de Ste-Agathe", with its principal place of business at Ste-Agathe.

L. PH. ROY,
1068 Deputy Minister of Agriculture.

Minutes de Notaire

Notarial Minutes

Québec, ce sept février 1940.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée au Lieutenant-Gouverneur en conseil par monsieur J.-H. Hutcheson, notaire, demeurant dans la ville de Hampstead et pratiquant dans la cité de Montréal, district de Montréal, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoires et index de feu Robert Bennett Hutcheson, en son vivant notaire de Montréal, district de Montréal.

JEAN BRUCHESI,

797-6-5-o Sous-secrétaire de la Province.

Quebec, February 7th., 1940.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to the Lieutenant-Governor in Council by Mr. J. H. Hutcheson, notary, residing in the Town of Hampstead and practising in the City of Montreal, District of Montreal, whereby he asks for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of the late Robert Bennett Hutcheson, in his lifetime notary, of Montreal, District of Montreal.

JEAN BRUCHESI,

798-6-5 Under Secretary of the Province.

Québec, ce 20 février, 1940.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée au Lieutenant-Gouverneur en conseil par monsieur Edouard Cholette, notaire, demeurant et pratiquant à Montréal, district judiciaire de Montréal, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de monsieur Henri Baby, en son vivant notaire de Montréal, district judiciaire de Montréal.

JEAN BRUCHESI,

973-8-5-o Sous-secrétaire de la Province.

Quebec, this 20th February, 1940.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to the Lieutenant-Governor in Council by Mr. Edouard Cholette, notary, residing and practising at Montreal, judicial district of Montreal, whereby he asks for the transmission, in his favour, of the minutes, repertory and index of Mr. Henri Baby, in his lifetime notary of Montreal, judicial district of Montreal.

JEAN BRUCHESI,

974-8-5 Under Secretary of the Province.

Québec, ce 26 février 1940.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée par monsieur Charlemagne Lussier, notaire, demeurant et pratiquant à Montréal, district judiciaire de Montréal, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de monsieur J.-W. Boisjoli, en son vivant notaire de Montréal, district judiciaire de Montréal, et du greffe de feu monsieur J.-C.-E. Levy, dont ledit monsieur J.-W. Boisjoli était cessionnaire.

JEAN BRUCHESI,

1069-9-5-o Sous-secrétaire de la Province.

Quebec, February 26, 1940.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented by Mr. Charlemagne Lussier, notary, residing and practising at Montreal, judicial district of Montreal, whereby he asks for the transmission, in his favour, of the minutes, repertory and index of Mr. J. W. Boisjoli, in his lifetime notary of Montreal, judicial district of Montreal, and of the records of the late Mr. J. C. E. Levy, whereof the said Mr. J. W. Boisjoli was assignee.

JEAN BRUCHESI,

1070-9-5 Under Secretary of the Province.

Québec, ce vingt-huit février 1940.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée par monsieur Emile Beauchemin, notaire, demeurant et pratiquant à Boucherville, district judiciaire de Montréal, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de monsieur Louis Racicot, actuellement registraire du comté de Chambly, et des greffes de feus Me Louis Normandin et de Me Jules-C. Normandin, en leur vivant notaires pratiquant dans le district judiciaire de Montréal, dont ledit monsieur Louis Racicot était le cessionnaire.

JEAN BRUCHESI,

1129-9-5-o Sous-Secrétaire de la Province.

Quebec, February 28th, 1940.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented by Mr. Emile Beauchemin, notary, residing and practising at Boucherville, judicial District of Montreal, whereby he ask for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of Mr. Louis Racicot, actually registrar of the County of Chambly, and of the records of the late Me Louis Normandin and Me Jules C. Normandin, in their lifetime notaries, practising in the judicial District of Montreal, of which said Mr. Louis Racicot was assignee.

JEAN BRUCHESI,

1130-9-5 Under Secretary of the Province.

Nominations

Appointments

Il a plu à son honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, le 13 janvier, 1940.

M. Aimé Tremblay, d'Amqui: greffier de la Cour de magistrat du district électoral de Matapédia, à Amqui, à compter du 16 janvier 1940.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, to make the following appointments:

Quebec, January 13, 1940.

Mr. Aimé Tremblay, of Amqui: clerk of the Magistrate's Court for the electoral district of Matapédia, at Amqui, from the 16th of January, 1940.

Québec, le 25 janvier 1940.

M. le lieutenant-colonel P.-A. Piuze, Commissaire de la sûreté provinciale, de Montréal: commissaire des prisons et autres maisons de détention sous le contrôle du gouvernement de la province, à compter du premier février 1940.

Québec, le 1er février 1940.

M. J.-Charles Larouche, député-régistrateur, de Baie St-Paul: registrateur de la deuxième division d'enregistrement de Charlevoix, greffier de la Cour de circuit et greffier de la Cour de Magistrat du district électoral de Charlevoix, à Baie St-Paul, à compter du 15 février 1940.

Québec, le 9 février 1940.

MM. Félix Bouffard, de l'Etang-du-Nord (Hes-de-la-Madeleine) et Bonaventure Bourdages, de St-Bonaventure (Bonaventure), tous deux réviseurs de la Commission des pensions de vieillesse, de Québec: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Gaspé; Médéric Robillard, réviseur de la Commission des pensions de vieillesse, de Québec, de St-Cuthbert (Berthier): juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Joliette; Médéric Pelletier, réviseur de la Commission des pensions de vieillesse de Québec, de Rawdon (Montcalm): juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montcalm; Arthur Hébert, de Ste-Martine (Châteauguay-Laprairie); Wilfrid Brisebois, 1014, Laurier, Outremont; J.-A. Lapierre, Dalhousie Sta. (Soulanges); tous trois réviseurs de la Commission des pensions de vieillesse de Québec; Jean-Marie Gauvreau, directeur de l'Ecole du meuble, à Montréal, de Montréal; J.-Auguste Bellefleur, entrepreneur de pompes funèbres, 7736, St-Hubert, Montréal; David-Tancrède Rouleau, marchand, de Ste-Rose (Laval) et Henry Seret Opzommer, agent d'assurances, 288 Ave Victoria, St-Lambert: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal; Arthur Autotte, réviseur de la Commission des pensions de vieillesse de Québec, St-David (Yamaska): juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Richelieu; Roger Guilbault, comptable, de Grondines; juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Québec; Jean Leblond, cultivateur, de Biencourt, et Edmond Bérubé, marchand, de St-Damase (Matapédia): juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Rimouski; Joseph Lebeau, réviseur de la Commission des pensions de vieillesse de Québec, St-Jérôme (Terrebonne): juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Terrebonne. Tous les juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1925, chapitre 145).

M. Alcide Plouffe, agent de station, (Pacifique Canadien), de Saint-Félix-de-Valois: adjoint à la Commission de la paix du district judiciaire de Joliette.

MM. Napoléon Chrétien, barbier, et J.-N. Morin, comptable, tous deux de Black Lake: nommés pour agir, avec MM. Thomas Gagné et Joseph Breton (nommés en 1928), comme commissaires pour tenir la Cour des commissaires de la paroisse de Saint-Désiré-du-Lac-Noir, comté de Mégantic, (maintenant la ville de Black Lake).

Québec, le 15 février 1940.

MM. Roger Fortier, trésorier de la ville de Victoriaville, Victoriaville: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire d'Arthabaska; Raoul Turcotte, employé de la cité de Chicoutimi, Chicoutimi: juge de paix avec juridiction

Quebec, January 25, 1940.

Lieutenant-Colonel P. A. Piuze, Commissioner of the Provincial Police of Montreal: Commissioner of prisons and other houses of detention under the control of the Provincial Government, from the first of February, 1940.

Quebec, February 1, 1940.

Mr. J. C. Larouche, Deputy Registrar, of Baie St-Paul: Registrar for the Second Registration Division of Charlevoix, Clerk of the Circuit Court and Clerk of the Magistrate's Court for the electoral district of Charlevoix, at Baie St-Paul, on and from the 15th of February, 1940.

Quebec, February 9, 1940.

Messrs. Felix Bouffard, of L'Etang-du-Nord (Magdalen Islands) and Bonaventure Bourdages, of St-Bonaventure (Bonaventure), both revisers of the Quebec Old Age Pension Board: Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Gaspé; Médéric Robillard, reviser of the Quebec Old Age Pension Board, of St-Cuthbert (Berthier): Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Joliette; Médéric Pelletier, reviser of the Quebec Old Age Pension Board, of Rawdon (Montcalm); Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montcalm; Arthur Hébert, of Ste-Martine (Châteauguay-Laprairie); Wilfrid Brisebois, 1014 Laurier, Outremont; J. A. Lapierre, Dalhousie Sta. (Soulanges); all three revisers of the Quebec Old Age Pension Board; Jean-Marie Gauvreau, director of "l'Ecole du Meuble", at Montreal, of Montreal; J. Auguste Bellefleur, funeral director, 7736 St-Hubert, Montreal; David Tancrède Rouleau, merchant, of Ste-Rose (Laval) and Henry Seret Opzommer, insurance agent, 288 Victoria Avenue, St-Lambert; Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal; Arthur Autotte, reviser of the Quebec Old Age Pension Board, St-David (Yamaska); Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Richelieu; Roger Guilbault, accountant, of Grondines; Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Québec; Jean Leblond, farmer of Biencourt, and Edmond Bérubé, merchant of St-Damase (Matapédia): Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Rimouski; Joseph Lebeau, reviser of the Quebec Old Age Pension Board, St-Jérôme (Terrebonne): Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Terrebonne. All the Justices of the Peace named in the present paragraph are appointed such for the purpose of administering the oath only, in conformity with the provision of article 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1925, chapter 145).

Mr. Alcide Plouffe, station agent (Canadian Pacific), of Saint-Félix-de-Valois: Peace Commissioner for the judicial district of Joliette.

Messrs. Napoléon Chrétien, barber, and J. N. Morin, accountant, both of Black Lake: appointed to act, with Messrs. Thomas Gagné and Joseph Breton (appointed in 1928), as Commissioners for the holding of the Commissioners' Court of the Parish of Saint-Désiré-du-Lac-Noir, county of Mégantic, (now the town of Black Lake).

Quebec, February 15th, 1940.

Messrs. Roger Fortier, treasurer of the town of Victoriaville, Victoriaville: to be a Justice of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Arthabaska; Raoul Turcotte, employee of the city of Chicoutimi, Chicoutimi: to be a

sur le district judiciaire de Chicoutimi; Nichols G. Panchuk, interprète, 2481, Rachel-est, Montréal, André-Paul Dufresne, examinateur des Douanes et Accise, 169, 2ième rue, Longueuil, Sydney Richard Vardon, surintendant du Old People Home, 5141 Notre-Dame E., Montréal, et Charles-S. Smith, fleuriste, 17, 39ième avenue, Lachine: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal; Adéland Laliberté, marchand, 126, Durocher, Québec, et Ferdinand Fortier, médecin, 256, 3ième avenue, Limoilou: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Québec; J.-P. Gagné, agent, Ste-Angèle-de-Rimouski, Charles-Eugène Rioux, maître de poste, Price, et François Bélanger, infirmier à l'Hôpital de Rimouski, de Rimouski: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Rimouski; Omer Bernier, commis de bureau, de L'Île Maligne, et J.-B. Moreau, inspecteur de colonisation, de L'Ascension: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Roberval; L.-E. Findlay, sec.-trés., Danville: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de St-François, et Achille Houle, administrateur de la carte d'identification, Les Trois-Rivières: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Trois-Rivières. Tous les juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1925, chapitre 145).

1135-o

Justice of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Chicoutimi; Nichols G. Panchuk, interpreter, 2481 Rachel Street East, Montreal, André-Paul Dufresne, Customs and Excise officer, 169, 2nd Street, Longueuil, Sydney Richard Vardon, superintendent of the Old People's Home, 5141 Notre-Dame East, Montreal, and Charles S. Smith, florist, 17, 39th Street, Lachine: to be Justices of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Montreal; Adéland Laliberté, merchant, 126, Durocher Street, Quebec, and Ferdinand Fortier, physician, 256, 3rd Avenue, Limoilou: to be Justices of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Quebec; J. P. Gagné, agent, Ste-Angèle-de-Rimouski, Charles-Eugène Rioux, postmaster, Price, and François Bélanger, infirmarian, at the Rimouski Hospital, of Rimouski: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Rimouski; Omer Bernier, office clerk, of Ile Maligne, and J. B. Moreau, colonization inspector, of L'Ascension: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Roberval; L. E. Findlay, sec.-treas., Danville: to be a Justice of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of St. Francis, and Achille Houle, administrator of identification cards, Trois-Rivières: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Trois-Rivières. All the Justices of the Peace named in the present paragraph are appointed such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of article 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1925, chapter 145).

1136

Ordre de Cour

Canada, province de Québec, district de Montréal. Cour de Circuit, No 44163. George White, demandeur; vs Abie Shulman, défendeur.

Sur ordre de l'Honorable Juge Alphonse Décary, donné le douzième jour de février 1940, vu l'allégation de l'insolvabilité du dit Abie Shulman, des cité et district de Montréal, défendeur, les créanciers du dit défendeur, qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause au bureau du Greffier de la Cour de Circuit pour ce district, à Montréal, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*, conformément aux articles 673 et 674 du Code de Procédure Civile.

Le député greffier C. C.
J.-A.-H. RIVEST.

J. M. Schlesinger,
Avocat du demandeur.

1049-9-2-o

Rule of Court

Canada, Province of Quebec, District of Montreal. Circuit Court, No. 44163. George White, plaintiff; vs Abie Shulman, defendant.

By order of the Honourable Mr. Justice Alphonse Decary, given on the twelfth day of February 1940, and seeing the allegation of the insolvency of the said defendant Abie Shulman of the City and District of Montreal, the creditors of the said defendant, who have not yet produced their claims, are now called upon to produce them in this cause, in the office of the Clerk of the Circuit Court for the District of Montreal, in the City of Montreal, within fifteen days from the date of the first insertion of the present notice in the *Quebec Official Gazette* in conformity with Articles 673 and 674 of the Code of Civil Procedure.

J. A. H. RIVEST,
Deputy Clerk C. C.

J. M. Schlesinger,
Attorney for Plaintiff.

1050-9-2-o

Proclamation

Canada,
Province of
Québec.

EUG. Fiset

[L.S.]
GEORGE VI, par la grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux que ces présentes lettres verront ou qu'elles pourront concerner,—SALUT.

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.

EUG. Fiset

[L.S.]
GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.—GREETING.

PROCLAMATION

PROCLAMATION

L. DESILETS, *Assistant-procureur-général*, } 1. **ATTENDU** que l'Honorable Ministre des terres et forêts de Notre Province de Québec a fait préparer, sous sa direction, conformément aux dispositions de la Loi du cadastre (Statuts Refondus de Québec, 1925, chapitre 261):

a) Des plans de la subdivision d'une partie des Blocs 2, 3 et 4 du canton de Fournière (Village minier de Malartic) dans la division d'enregistrement d'Abitibi, comprenant les lots portant les numéros 1 à 136 inclusivement, 238 à 355 inclusivement et 415 à 601 inclusivement.

b) Un plan d'une partie du canton de Fournière (Village minier de Malartic) comprenant les blocs 15, 16, 19 et 20 dans la division d'enregistrement d'Abitibi; ces Blocs 15, 16, 19 et 20 comprenant la partie du canton de Fournière bornée au nord par le canton de Malartic, à l'est par les claims miniers A-48987 et A-48989, au sud par les Blocs 2 et 3 et à l'ouest par les claims miniers A-45643 et A-45644.

c) Des plans de la subdivision d'une partie des Blocs 22, 23 et 24 dans la ville de Bourlamaque, dans la division d'enregistrement d'Abitibi, comprenant le lot 518-A et les lots portant les numéros 570 à 669 inclusivement.

2. **ATTENDU** qu'un livre de renvoi officiel relatif à chacun des plans mentionnés ci-dessus a aussi été préparé, conformément aux dispositions de l'article 2167 du Code Civil de Notre Province de Québec;

3. **ATTENDU** que tous ces plans et livres de renvoi officiels font maintenant partie des archives du bureau du Ministre des terres et forêts;

4. **ATTENDU** qu'une copie de chacun de ces plans et livres de renvoi officiels a été déposée au bureau de la division d'enregistrement d'Abitibi.

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil exécutif,

Nous donnons avis du dépôt de chacun des plans et livres de renvoi officiels mentionnés ci-dessus au bureau de la division d'enregistrement qu'il appartient, lequel est mentionné ci-dessus, et

Nous fixons au 15ième jour de février 1940, le jour auquel les dispositions de l'article 2168 du Code Civil de Notre Province de Québec deviendront en force, relativement à chacun des territoires désignés ci-dessus, et

Nous invitons toutes personnes intéressées, à peine de perdre la priorité conférée par le Code Civil de Notre Province de Québec, à se conformer aux dispositions de l'article 2172 du Code Civil de Notre Province de Québec et à renouveler, dans les deux ans qui suivent la date fixée ci-dessus, l'enregistrement de tout droit réel sur un lot de terre compris dans l'un des territoires désignés ci-dessus, tel enregistrement devant être renouvelé en la manière prescrite en l'article 2168 de Notre Code Civil et en observant les autres formalités prescrites en l'article 2131 de Notre Code Civil pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec:

L. DESILETS, *Deputy Attorney general*, } 1. **WHEREAS** the Honourable Minister of Lands and Forests of Our Province of Quebec has caused to be prepared, under his superintendence, in conformity with the provisions of the Cadastre Act (Revised Statutes of Quebec, 1925, chapter 261):

a) Plans of the subdivision of a part of Blocks 2, 3 and 4 of the Township of Fournière (Mining Village of Malartic) in the Registration Division of Abitibi, comprising the lots bearing number 1 to 136 inclusively, 238 to 355 inclusively and 415 to 601 inclusively.

b) A plan of a part of the Township of Fournière (Mining Village of Malartic) comprising Blocks 15, 16, 19 and 20 in the Registration Division of Abitibi; the said Blocks 15, 16, 19 and 20 comprising that part of the Township of Fournière bounded on the North by the Township of Malartic, on the East by the Mining Claims A-48987 and A-48989, on the South by Blocks 2 and 3 and on the West by the Mining Claims A-45643 and A-45644.

c) Plans of the subdivision of a part of Blocks 22, 23 and 24 in the Town of Bourlamaque, in the Registration Division of Abitibi, comprising lot 518-A and the lots bearing numbers 570 to 669 inclusively.

2. **WHEREAS** an official book of reference respecting each of the above mentioned plans was also prepared, in conformity with the provisions of article 2167 of the Civil Code of Our Province of Québec;

3. **WHEREAS** all these said plans and official books of reference now form part of the records of the office of the Minister of Lands and Forests;

4. **WHEREAS** a copy of each of the said plans and official books of reference were deposited in the office of the Registration Division of Abitibi.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive-Council,

We give notice of the deposit of each of the plans and official books of reference above mentioned in the office of the Registration Division to which they belong, as above mentioned, and

We fix the 15th day of February, 1940, the day on which the provisions of article 2168 of the Civil Code of Our Province of Québec shall come into force, respecting each of the territories above designated, and

We invite any interested parties, at the risk of losing the priority conferred by the Civil Code of Our Province of Québec, to conform with the formalities of article 2172 of the Civil Code of Our Province of Québec and to renew within two years following the date fixed as aforesaid, the registration of any real right on a lot of land comprised in any one of the territories above designated, such registration to be renewed in the manner prescribed in article 2168 of Our Civil Code and in conforming to the other formalities prescribed in article 2131 of Our Civil Code for the ordinary renewal of the registration of hypothecs.

OF ALL WHICH OUR living subjects and all others whom these present may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Québec, to be hereunto affixed:

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-General l'honorable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., lieutenant-gouverneur de Notre dite Province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre Province de Québec, ce treizième jour de février en l'année mil neuf cent quarante de l'ère chrétienne et de Notre Règne la quatrième année.

Par Ordre,

1107-o JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

Given at Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this thirteenth day of February, of the year of Our Lord nineteen hundred and forty, and the Fourth year of Our Reign.

By command,

1108 JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

Soumissions

LA CORPORATION DE LA VILLE DE BEDFORD.

Emission d'obligations

La Corporation de la ville de Bedford recevra, jusqu'au 27 mars inclusivement à cinq heures de l'après-midi, des soumissions pour la vente d'obligations émises en séries, au montant total de \$20,000.00, datées le 1er janvier 1940, échéant annuellement durant une période se terminant le 2 janvier 1960 inclusivement, à un taux d'intérêt de 4% par an, payable semi-annuellement.

Toute soumission doit être par écrit et accompagnée d'un chèque accepté, à l'ordre de ladite corporation, égal à un pour cent (1%) du montant de l'emprunt et doit spécifier que le prix offert comprend les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions reçues seront prises en considération à une séance publique du conseil de ladite Corporation qui aura lieu le vingt-septième jour de mars 1940, à 8 heures de l'après-midi.

Le conseil ne sera pas tenu d'accepter aucune des soumissions.

Toute soumission devra être adressée, sous enveloppe recommandée, au secrétaire-trésorier de ladite Corporation, au bureau de cette dernière, à Bedford.

Bedford, Qué., le 28 février 1940.

1117-o Le secrétaire-trésorier,
EMILE-E. DEMERS.

Tenders

THE CORPORATION OF THE TOWN OF BEDFORD.

Issue of Bonds.

The Corporation of the Town of Bedford, will receive, up to the 27th. of March inclusively, at five o'clock in the afternoon, tenders for the sale of bonds issued in series, to the total of \$20,000.00, dated the first of January, 1940, maturing annually over a period ending the 2nd day of January, 1960 inclusively at a rate of 4% interest per annum payable semi-annually in current money of Canada.

Each tender must be in writing and accompanied by an accepted cheque, to the order of the said corporation equal to one per cent (1%) of the amount of the loan and must specify that the price offered comprises the accrued interest on the bonds at the time of their delivery.

The tenders received will be taken into consideration at a public meeting of the Council of the said Corporation to be held on the twenty seventh day of March, 1940, at eight o'clock in the evening.

The Council does not obligate itself to accept any of the tenders.

Each tender must be sent by registered mail, to the Secretary-Treasurer of the said Corporation, addressed to the office of the latter, at Bedford.

Bedford, Que., February 28th., 1940.

1118-o EMILE E. DEMERS,
Secretary-treasurer.

Vente—Loi de Faillite

Province de Québec, District de Montréal, Cour supérieure, siégeant en matière de faillite, No 107. Dans l'affaire de la faillite de la compagnie "Louie's Investment Corporation", corporation légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires en les cité et district de Montréal.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement rendu le 20ème jour de décembre 1939, par le Régistrare de la Cour Supérieure pour le district de Montréal, siégeant en matière de faillite, les propriétés immobilières, à savoir:

Ce certain emplacement formant le coin nord-est de la rue Clarke et de l'avenue Mont-Royal Ouest, en la cité de Montréal, mesurant environ cent trente-neuf pieds en largeur, en front, sur la dite avenue Mont-Royal Ouest, par environ cent treize pieds en profondeur, mesure anglaise

Sale—Bankruptcy Act

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, sitting in Bankruptcy, No. 107. In the matter of the Bankruptcy of Louie's Investment Corporation, a body politic and corporate, having its head office in the City and District of Montreal.

Notice is hereby given that in virtue of a Judgment rendered on the 20th day of December, 1939, by the Registrar of the Superior Court for the District of Montreal, sitting in Bankruptcy, the following immoveable property, namely:

That certain emplacement forming the North-East corner of Clarke Street and Mount Royal Avenue West, in the City of Montreal, measuring about one hundred and thirty-nine feet in width in front, on said Mount Royal Avenue West, by about one hundred and thirteen feet in depth,

et plus ou moins, et étant composé des lots numéros un, deux, trois, quatre, cinq et la partie sud-ouest du lot numéro six, tous au plan de subdivision officiel du lot numéro quarante-sept (47-1, 2, 3, 4, 5 et Ptie S.O. 6) tous au plan et livre de renvoi officiels du village de Côte St-Louis, mesurant, la dite partie sud-ouest du lot de subdivision numéro six, environ quatorze pieds en largeur par toute la profondeur du dit lot, mesure anglaise et plus ou moins, et étant bornée, en front, au sud-est, par la présente ligne de ladite avenue Mont-Royal Ouest, au nord-ouest par une ruelle étant le lot de subdivision numéro huit, du côté sud-ouest par le dit lot de subdivision numéro cinq, et du côté nord-est par la partie nord-est ou le résidu du dit lot de subdivision numéro six, appartenant à la Banque Royale du Canada ou ses représentants, le tout avec l'édifice sus-érigé, dont le mur de pignon nord-est est mitoyen avec la propriété adjacente; et avec le droit de passage en commun avec d'autres y ayant droit, dans la dite ruelle située en arrière du dit emplacement, et déduction étant faite des dits lots de cette partie d'icelui prise pour l'élargissement de la dite avenue Mont-Royal Ouest, ainsi qu'il apparaît dans l'Acte de vente exécuté par l'Honorable Trefflé Berthiaume à la ville alors appelée St-Louis, par devant O. Desautels, notaire, le dixième jour de décembre, mil neuf cent six (1906), et enregistré au bureau d'enregistrement d'alors pour les comtés d'Hochelaga et Jacques-Cartier, sous le No 134663'.

Tel que le tout existe présentement, avec les servitudes actives et passives, apparentes et occultes, attachées au dit immeuble.

Seront vendues, à l'encan public, au bureau du shérif, au Palais de Justice, en la cité de Montréal, VENDREDI, le CINQUIEME jour d'AVRIL 1940, à ONZE heures du matin, suivant les dispositions de l'article 45 de la Loi des faillites, et après avoir donné avis conformément aux dispositions du Code de Procédure civile de la Province de Québec, pour la vente d'immeubles en cette Province de manière à donner à la dite vente l'effet du décret.

Un dépôt de \$11,500.00, en argent ou chèque accepté sera exigé de tout offrand ou enchérisseur avant de recevoir son offre ou enchère lors de la dite vente.

La vente est faite sans aucune garantie quelconque de la part du Syndic. Pour autres conditions de la vente, s'adresser au soussigné.

Montréal, le 28 février 1940.

Le Syndic,
DOUGLAS L. ROSS.

Bureau de: McDonald, Currie & Co.,
507, Place d'Armes, Montréal, P.Q. 1119-9-2-0

English measure and more or less, and being composed of lots numbers one, two, three, four, five and the South-West part of lot number six, all upon the official subdivision plan of lot number forty-seven (47-1, 2, 3, 4, 5 and S. W. Pt. 6) all upon the official plan and book of reference of the village of Côte St. Louis, measuring, said South-West part of subdivision lot number six about fourteen feet in width by the whole depth of said lot, English measure and more or less, and being bounded in front to the South-East, by the present line of said Mount Royal Avenue West, to the North-West by a lane being subdivision lot number eight, on the South-West side by said subdivision lot number five, and on the North-East side by the North-East part or residue of said subdivision lot number six belonging to The Royal Bank of Canada or representatives, the whole with the building thereon erected, the North-East gable wall whereof is mitoyen with the adjoining property; and with the right of passage, in common with others having rights therein, in the said lane situate in rear of said emplacement and deduction being made of said lots of that part thereof taken for the widening of said Mount Royal Avenue West, as appears by Deed of Sale executed by the Honourable Trefflé Berthiaume to the then Town of St. Louis, before O. Desautels, Notary, on the Tenth December, nineteen hundred and six (1906) and registered at the then Registry Office for the counties of Hochelaga and Jacques Cartier under No. 134663.

As the whole actually subsists, with all the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the aforesaid immovable.

To be sold by public auction at the Sheriff's Office at the Court House, in the City of Montreal, on FRIDAY, the FIFTH day of April, 1940, at ELEVEN o'clock in the forenoon, pursuant to the Provisions of section 45 of the Bankruptcy Act, and after notice given in conformity with the provisions of the Code of Civil Procedure of the Province of Quebec, for the sale of immovables in this Province so as to give the said sale the effect of a Sheriff's sale.

A deposit of \$11,500. in cash or by certified cheque will be required from each bidder before he be permitted to bid at the said sale.

The sale is to be made without any warranty whatever on the part of the Trustee. For other conditions of the sale, apply to the undersigned.

Montréal, February 28th, 1940.

DOUGLAS L. ROSS,
Trustee.

Office of: McDonald, Currie & Co.,
507 Place d'Armes, Montréal, P.Q. 1120-9-2-0

Vente pour taxes municipales

Province de Québec

COMTÉ DE CHAMBLY — CITÉ DE LONGUEUIL

Avis public est par les présentes donné par Denis Viger, secrétaire-trésorier de la Cité de Longueuil, que les propriétés et terrains ci-dessous désignés seront vendus à l'enchère publique, au Bureau du Conseil de la Cité de Longueuil, LUNDI le DIX-HUITIEME jour du mois de MARS, prochain, mil neuf cent quarante, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paie-

Sale for Municipal Taxes

Province of Quebec

COUNTY OF CHAMBLY — CITY OF LONGUEUIL

Public Notice is hereby given by Denis Viger, Secretary-Treasurer of the City of Longueuil, that the properties and lots hereinafter described will be sold by Public Auction, at the Town Hall of the City of Longueuil, MONDAY the EIGHTEENTH day of MARCH, nineteen hundred and forty (1940), at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy the payment of the Municipal

ment des taxes municipales et scolaires avec intérêts mentionnés dans l'état ci-dessous, ainsi que les frais subséquent encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

Toutes propriétés de la Cité de Longueuil sont des plan et livre de renvoi officiels du Village de Longueuil, excepté les lots de subdivision des numéros originaux 154 & 155 (Quartier Ouest) et 1 à 148 du lot original 36, et la 1/2 Sud-Ouest du lot original 35 dans le Quartier Est, lesquels sont des plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse Saint-Antoine de Longueuil.

and school taxes with interests mentioned thereon, and cost, unless the said taxes, interests and cost, be paid before the sale.

All properties of the City of Longueuil are of the Official Plan and book of references of the Village of Longueuil, excepted the lots of the subdivisions of the original numbers 154 and 155 (West Ward,) and 1 to 148 of the original lot 36 and the half South-West of original lot 35 in the East Ward, which are of the official plan and book of references of the Parish St-Antoine de Longueuil.

Nos du rôle — Roll Nos	Nos du cadastre — Cadastral Nos	Noms — Names	Taxes municipales et intérêts — Municipal taxes & interests	Capital	Total
601	Pt. 8	Gareau, E. R.	12.67		12.67
Un lot de terre situé en la dite cité de Longueuil, contenant 167 pieds en front et 157 pieds en arrière sur le fleuve St-Laurent; par 60 pieds de profondeur, borné en front par le dit chemin du Roi; en arrière par le fleuve St-Laurent du côté sud-ouest par une ruelle à partir du chemin jusqu'au fleuve St-Laurent; du côté nord par le dit M. Jodoin ou représentants; le lot ci-dessus désigné est connu comme étant une partie du lot numéro huit (pt. 8), des dits plan et livre de renvoi officiels.			A lot of land situate in the said city of Longueuil, containing 167 feet in front and 157 feet in rear on the St. Lawrence river, by 60 feet in depth; bounded in front by the said King's road; in rear by the St. Lawrence river, on the southwest side by a lane running from the road to the St. Lawrence river. On the north side by the said Mr. Jodoin or representatives. The lot hereinabove designated is known as being part of the lot number eight (Pt. 8) of the said official plan and book of reference.		
1374	348-pt. 302, 303...	Cohen, Abraham	310.78		310.78
Les lots Nos 348-302 et 303, moins la partie prise par la Montreal and Southern Counties Railways pour son chemin de fer.			Deduction being made of the portion thereof taken by the Montreal & Southern Counties Railway, for its railway line.		
1822	Pt. 169	Favreau, Léon	471.03		471.03
Un emplacement situé en la cité de Longueuil, du côté nord-ouest de la rue St-Charles contenant environ 36 pieds de front par environ 150 pieds de profondeur, et étant partie du lot numéro cent soixante et neuf (P. No 169) sur le plan et au livre de renvoi officiels du village de Longueuil, maintenant la cité de Longueuil, dans le comté de Chambly; borné en front par la rue St-Charles, en profondeur par P. Harrison ou représentants, du côté sud-ouest par les représentants d'André Ste-Marie, et l'autre partie du No officiel 169 et de l'autre côté au nord-est par M. Donnelly ou représentants, avec les bâtisses sus-érigées; avec droit en outre, en commun dans un passage mitoyen.			An emplacement situate in the city of Longueuil, on the northwest side of St-Charles street, containing approximately 36 feet in front by approximately 150 feet in depth, and being part of lot number one hundred and sixty-nine (P. No. 169) on the plan and book of references of the village of Longueuil, now the city of Longueuil, in the county of Chambly; bounded in front by St. Charles street, in depth by P. Harrison or representatives, on the southwest side by the representatives of André Ste-Marie and the other part of official number 169, and on the other side to the northeast by M. Donnelly or representatives, with the buildings thereon erected; with a right of common party-way.		
1954	255	Favreau, Léon	267.46		267.46
1837	Pt. 337	Favreau, Léon Dame-Mrs.	502.08		502.08
Un emplacement situé en la cité de Longueuil, du côté sud-est de la rue St-Laurent, contenant 70 pieds de front par 110 pieds de profondeur, mesure française, plus ou moins, et étant le lot connu comme faisant partie du lot No 337 des plan et livre de renvoi officiels du village de Longueuil maintenant la cité de Longueuil, dans le comté de Chambly; borné en front par la rue St-Laurent, en profondeur par l'autre partie du lot No 337, du côté nord-est par une autre partie du lot No 337, et du côté sud-ouest par la rue St-Jean; avec les bâtisses.			An emplacement situate in the city of Longueuil, on the south-east side of St. Lawrence street, containing 70 feet frontage, by 110 feet in depth, French measure, more or less, and being the lot contained as being part of the lot No. 337 of the plan and book of references of the village of Longueuil, now the city of Longueuil, in the county of Chambly; bounded in front by St. Lawrence street, in depth by the other part of lot No. 337, on the north-east side by an other part of the lot No. 337, and on the south-west side by St. John street; with buildings.		
261-A	1-pt. 9 & 1-pt. 10	Daniel, Elizabeth Amy, Mrs.-Mme (épse.-wife H. F. Harding)	29.41		29.41
Un terrain contenant 67 pieds 2 pouces de largeur par 50 pieds de profondeur, mesure anglaise, composé de la partie sud-est non subdivisée du lot No 1-9 et du coin ou de la partie est (contenant 17 pieds 2 pouces dans ses lignes nord-ouest et sud-est, et 50 pieds dans ses lignes nord-est et sud-ouest) de la partie sud-est non subdivisée du lot No 1-10; borné au nord-ouest par les lots Nos (1-9-1, et 2) et (1-10-1), au sud-est par le lot No 1-13, du côté nord-est par la ligne limitative de la paroisse de Longueuil, et du côté sud-ouest par l'autre partie non subdivisée dudit lot No 1-10.			A piece of ground measuring 67 feet two inches wide by 50 feet deep, English measure, composed of the southeast unsubdivided part of lot No. 1-9 and of the east corner or part (measuring 17 feet 2 inches, in northwest and southeast lines, and 50 feet in its northeast and southwest line) of the unsubdivided southeast part of lot No. 1-10; bounded to the northwest by lots Nos. (1-9-1 and 2) and (1-10-1), to the southeast by lot No. 1-13, to the northeast by the division line of the parish of St-Antoine de Longueuil and to the southwest by the other unsubdivided part of lot 1-10.		
1604	272-1	Grisé, Omer et al.	274.44		274.44
1371	273-1, & 273-pt. 2				
1572	273-pt. 3	Grisé, Omer et al.	602.15		602.15
Pour les numéros 273-1 et 273-Pt 2-273-Pt 3: deux emplacements contigus l'un à l'autre, situés en la ville de Longueuil, du côté sud-est de la rue Ste-Elizabeth,			For numbers 273-1 and 273 pt. 2, 273-pt. 3: two contiguous emplacements one to the other, situate in the town of Longueuil, on the southeast side of Ste-Elizabeth,		

Nos du rôle — Roll Nos	Nos du cadastre — Cadastral Nos	Noms — Names	Taxes municipales et intérêts — Municipal taxes & interests	Capital	Total
---------------------------------	---------------------------------------	--------------------	---	---------	-------

comprenant le lot No 1 et partie des lots numéros deux et trois de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux cent soixante-treize (273-1, P. 2, P. 3) des plan et livre de renvoi officiels du village de Longueuil, maintenant la ville de Longueuil, dans le comté de Chambly; bornée en front par la rue Ste-Elizabeth, en profondeur par les Nos officiels 273-4 et 6 et les autres parties des Nos 273-2 et 3, appartenant à Sr. Eusebe Viger ou représentants, d'un côté par la rue St-Jacques et de l'autre côté par le No 272, avec deux maisons, l'une sur la rue Ste-Elizabeth et l'autre sur la rue St-Jacques, le lot 273-1 contenant 50 pds de largeur, en front, par 118 pds de profondeur; la partie présentement déclarée du No 273-2 contenant 50 pds de largeur en front, par 59 pds de profondeur et de là prenant dix pds de largeur par 59 pds de profondeur et la partie présentement déclarée du lot 273-2, contenant 50 pds de largeur par 59 pds de profondeur et le tout plus ou moins, sans garantie de mesure précise; ainsi que le tout se trouve présentement, avec les servitudes actives et passives apparentes ou occultes, attachées au dit immeuble.

beth street, including lot No. 1 and part of lots Nos. two and three of the official subdivisions of the original lot number two hundred and seventy-three (273-1, pt. 2, pt. 3) of the official plan and book of references of the village of Longueuil, now the city of Longueuil, in the county of Chambly, bounded in front by Ste-Elizabeth street, in depth by the official Nos. 273-4 and 6 and the other parts of Nos. 273-2 and 3, belonging to Mr. Eusebe Viger or representatives, on one side by St. James street and on the other side by the No. 272, with two buildings, one on Ste. Elizabeth street and the other on St. James street the lot 273-1 containing 50 feet in width, in front by 118 feet in depth; the part thereby declared of No. 273-2 containing 50 feet in width, in front, by 59 feet in depth and from thereon, taking 10 feet in width by 59 feet in depth, and the part thereby declared of lot 273-2, containing 50 feet in width by 59 feet in depth, and the whole more or less, without guarantee of precised measures; the whole on its actual location, with the active and passive servitudes, apparent or occult, attached to the said immovables.

670 | 79, pt. 82, 68, ... | Transcontinental Townsite Co. | 617.43 | | 617.43

Un morceau de terrain connu sous No 79 et faisant partie des lots Nos 68 et 82, tous des plan et livre de renvoi officiels du village de Longueuil, maintenant la cité de Longueuil, tels que décrits dans un acte intervenu entre Montreal & Southern Counties Railway Co.; & Transcontinental Townsite Co., enregistré au Bureau d'enregistrement sous No 79570.

A piece of land known under No. 79 and being part of lots Nos. 68 and 82, all of the official plan and book of reference of the village of Longueuil, now the city of Longueuil, as described in a deed passed between the Montreal and Southern Railways Co.; and Transcontinental Townsite Co.; registered at the Registry Office under No. 79570.

3036-A | 197-31, 32, 33, 34
& 60, 350, pt.
307 | Transcontinental Townsite Co. | 78.75 | | 78.75

Pour pt 307: Un morceau de terrain mesurant cent pieds en largeur et étant partie du lot No 307 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Antoine de Longueuil, comté de Chambly, P. Q., et borné tel que suit: au nord-est par le lot No 350, du village de Longueuil, et le lot No 137 de la dite paroisse, au sud-est par le chemin du Coteau Rouge, au sud-ouest par le lot No 138 de la dite paroisse, et au nord-ouest par les lots Nos 154-1-A (Grand Tronc Avenue) et 154-41 du dit village, et contenant par mesurage trois cent vingt-quatre mille sept cent (324,700) pieds carrés, plus ou moins.

For part 307: A strip of land measuring one hundred feet in width and being part of lot No. 307 of the official plan and book of reference of the parish of St-Antoine de Longueuil, county of Chambly, P.Q., and bounded as follows: to the northeast, by lot No. 350 of the village of Longueuil, and lot No. 137 of the said parish, to the southeast: by the Coteau-Rouge road, to the southwest by lot No. 138 of said parish, and to the northwest by lots Nos. 154-1-A (Grand Trunk Ave.), and 154-41 of said village, and contains by admeasurement three hundred and twenty-four thousand, seven hundred (324,700) square feet, more or less.

3046 | 154-pt. 6 & pt. 7. | Winfield, Henry | 88.56 | | 88.56

Un emplacement connu comme parties des lots de subdivision 6 et 7 de la subdivision officielle du lot No 154, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Antoine de Longueuil, contenant 91 pieds de largeur en front, 78 pieds de largeur en arrière par 100 pieds de profondeur, le tout mesure anglaise et sans garantie de mesure précise, borné en front, par une ruelle de 20 pieds de largeur, en arrière par la propriété de M. Quesnel ou représentants et de l'autre côté par le résidu des dits lots Nos 154-6 et 7, et de l'autre côté par la propriété de M. Brewster ou représentants, et avec les bâtisses et autres constructions sus-érigées.

An emplacement known as the part of lots of subdivision 6 and 7, of the official subdivision of lot No. 154, of the official plan and book of reference of the parish St-Antoine de Longueuil, containing 91 feet wide in front, 78 feet wide in rear by 100 feet deep, the whole being English measure and without guarantee of precise measure, bounded in front: by a lane of 20 feet wide, in rear by the property of Mr. Quesnel or representatives, and on the other side by the residue of said lots Nos. 154-6 and 7, and on the other side by the property of a Mr Brewster or representatives, with buildings and other constructions thereon erected.

3246-A | 155-43 pt. | Field, Harry Alfred, jr. et al. | 1,715.66 | | 1,715.66

Une propriété faisant partie du lot No 43 de la subdivision du lot No originaire 155, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Antoine de Longueuil, dans le comté de Chambly, tel que décrite à l'acte de donation enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Chambly, sous No 75919, moins la partie vendue au gouvernement de la province de Québec, suivant acte enregistré sous No 77474.

A property being part of lot No. 43 of the subdivision of the original lot No. 155, of the official plan and book of reference of the parish of St-Antoine de Longueuil, in the county of Chambly, as described in the donation act registered at the registry office of the county of Chambly, under No. 75919, less the part sold to the government of the province of Quebec, according to deed registered under No. 77474.

2270 | 200-51, 52, pt. 53. | Veronneau, Albert | 633.19 | | 633.19

Pour le lot 200-pt. 53: Un lot de terre contenant dix pieds de largeur par cent soixante-huit pieds et huit pouces de profondeur, étant partie du lot No 53 de la subdivision du lot numéro 200, des plan et livre de renvoi officiels du village de Longueuil, maintenant la cité de Longueuil, dans le comté de Chambly, borné en front: par la rue Labonté, en arrière par le lot No 341-5, d'un côté par le lot No 200-52 et de l'autre côté par le lot No 200-53.

For lot No. 200-pt. 53: A lot of ground containing ten feet in width by one hundred and sixty-eight feet and eight inches in depth, being part of lot No. 53 of the subdivision of lot No. 200, of the original plan and book of reference of the village of Longueuil, now the city of Longueuil, in the county of Chambly, bounded in front: by Labonté street, in rear by lot No. 341-5, on one side by lot No. 200-52 and the other side by lot No. 200-53.

Nos du rôle — Roll Nos	Nos du cadastre — Cadastral Nos	Noms — Names	Taxes municipales et intérêts — Municipal taxes & interests	Capital	Total
1620	336-9, pt. 10.	Veronneau, Albert.	354.30		354.30
<i>Pour pt. 10: Un lot de terre situé en la ville de Longueuil, contenant vingt-deux pieds en front par une profondeur moyenne de 90 pieds étant partie du lot numéro 10 de la subdivision du lot numéro 336 des plan et livre de renvoi officiels du village de Longueuil, maintenant la cité de Longueuil, borné en front par la rue Guillaume, en arrière par le lot No 7 de la dite subdivision; d'un côté à l'autre partie du dit lot No 10 et de l'autre côté par le lot No 9 de la même subdivision.</i> <i>For part 10: A lot of ground situate in the town of Longueuil, containing 22 feet in front by an average depth of 90 feet being part of lot number 10 of the subdivision of lot number 336 of the official plan and book of reference of the village of Longueuil, now the city of Longueuil, bounded in front by Guillaume street, in rear by lot No. 7 of the said subdivision; from one side to the other part of said lot No. 10 and on the other side by lot No. 9 of the same subdivision.</i>					
318	1-62	Veronneau, Albert.	93.71		93.71
319	1-71	" " " " " " " " " " " "	24.61		24.61
320	1-72	" " " " " " " " " " " "	24.61		24.61
320A	1-73	" " " " " " " " " " " "	24.61		24.61
3349	155-496	" " " " " " " " " " " "	30.92		30.92
3350	155-497	" " " " " " " " " " " "	30.92		30.92
926	348-61-2	Crawford, R.	59.18		59.18
917	348-60-1	Degn, Peter E.	71.98		71.98
3234	155-7	Dupuy, Hector.	278.24		278.24
2838	199-103-1	Dorval J.	13.99		13.99
2839	199-103-2	" " " " " " " " " " " "	13.99		13.99
1366	335-12	Berger, Yvonne, Mme-Mrs., succ.-estate (épouse-wife Lucien Favreau)....	391.51		391.51
1376	348-306	" " " " " " " " " " " "	257.38		257.38
1548	348-513A, 512A	" " " " " " " " " " " "	201.75		201.75
2748	199-24, 25	Gahan, Richard, succ.-estate	647.60		647.60
2749	199-26	" " " " " " " " " " " "	234.90		234.90
2750	199-27	" " " " " " " " " " " "	234.90		234.90
2751	199-28	" " " " " " " " " " " "	503.21	2,373.18	2,876.39
2758	199-34	" " " " " " " " " " " "	328.87		328.87
915	348-54, 55	King, Frs.	551.58	3,422.66	3,974.24
2221	341-6-2, 6-1	Latreille, Edouard.	188.61		188.61
3368	155-515	McFaul, A. W.	12.45		12.45
3369	155-516	" " " " " " " " " " " "	24.04		24.04
740	348-80	Rousseau, Geo.	92.89		92.89
741	348-79	" " " " " " " " " " " "	96.61		96.61
742	348-78	" " " " " " " " " " " "	93.75		93.75
918	348-56	" " " " " " " " " " " "	233.00		233.00
2049	343-3	" " " " " " " " " " " "	143.90		143.90
2050	343-4	" " " " " " " " " " " "	143.37		143.37
2051	343-5	" " " " " " " " " " " "	143.37		143.37
758	348-68	Bates Realities Ltd.	42.88		42.88
759	348-67	" " " " " " " " " " " "	88.95		88.95
1387	348-332	Seguin, Delima, Mme-Mrs. (veuve-widow Cyprien Bertrand)....	104.48		104.48
1682	348-440-2	Baril, Gaston-Gédéon.	12.13		12.13
1908	348-657-1	" " " " " " " " " " " "	46.67		46.67
1920	348-654	Johns, Margaret Marian, Mme-Mrs. (veuve- widow Walter Robert Beck)....	31.92		31.92
2046	340-A	Bilodeau, A.-L., Mme-Mrs.	86.60		86.60
2074	344-2	Beaudry, J.-S.	37.99		37.99
2103	344A	Beaudry, Stanislas.	16.91		16.91
3285	155-518	Bridges, W. A., Mme-Mrs. veuve-widow....	39.24		39.24
3297	155-530	Brais, Marie, Mlle-Miss.	48.27		48.27
3298	155-531	" " " " " " " " " " " "	48.27		48.27
1535	348-501	Cross, Harold Chase C., et al.	60.99		60.99
1643	348-514	" " " " " " " " " " " "	106.62		106.62
2056	343-10	" " " " " " " " " " " "	37.81		37.81
2057	343-11	" " " " " " " " " " " "	37.81		37.81
2279	200-62, 63	" " " " " " " " " " " "	392.62		392.62
2830	199-107-2	" " " " " " " " " " " "	9.51		9.51
2955	199-177	" " " " " " " " " " " "	269.49		269.49
2956	199-178	" " " " " " " " " " " "	177.27		177.27
1640	348-517	Charbonneau, Léopold.	163.60		163.60
1642	348-515	" " " " " " " " " " " "	166.70		166.70
1905	348-658-2	Crane Ltd.	10.46		10.46
1906	348-658-1	" " " " " " " " " " " "	10.46		10.46
1907	348-657-2	" " " " " " " " " " " "	10.46		10.46
445	1-135	Globensky, Benjamin.	37.42		37.42
779	348-25	Durand, Alphonse.	132.54		132.54
780	348-24	" " " " " " " " " " " "	166.84		166.84
1901	348-660-2	Deslongchamps, Roméo.	21.58		21.58
1902	348-660-1	" " " " " " " " " " " "	21.58		21.58
2864	198-43	Duhaime, Maurice.	63.74		63.74
3287	155-520	de Witt, W. J.	15.82		15.82
3288	155-521	" " " " " " " " " " " "	15.82		15.82
933	348-65-1	Ellis, Eddy.	19.12		19.12
934	348-65-2	" " " " " " " " " " " "	94.75		94.75
1880	348-671-1	Fizzie, Stella, Mlle-Miss.	15.58		15.58
3305A	155-538	Hanley, Alexander.	23.32		23.32
3306	155-539	" " " " " " " " " " " "	23.32		23.32
3307	155-540	" " " " " " " " " " " "	23.32		23.32
3308	155-541	" " " " " " " " " " " "	18.74		18.74
3338	155-485	" " " " " " " " " " " "	18.74		18.74
3339	155-486	" " " " " " " " " " " "	18.74		18.74
3340	155-487	" " " " " " " " " " " "	18.74		18.74
3341	155-488	" " " " " " " " " " " "	18.74		18.74
3342	155-489	" " " " " " " " " " " "	18.74		18.74

Nos du rôle	Nos du cadastre	Noms	Taxes municipales et intérêts	Capital	Total
Roll Nos	Cadastral Nos	Names	Municipal taxes & interests		
3343	155-490	" "	18.74		18.74
2239	190	Hellig, Daniel	345.32		345.32
2223	341-1	Ford, Michael, Mme-Mrs. veuve-widow suc-estate	198.88		198.88
3006	197-36	Innes, Sydney	108.40		108.40
1641	348-516	Jobin, Aurelien	114.50		114.50
1761	348-577	Chouinard, Amanda, Mme-Mrs. vve-widow Francis alias Frank Beauchamp et al.	38.10		38.10
1161	348-216-2	Leblanc, Roméo	59.91		59.91
1162	348-216-1	" "	45.59		45.59
1163	348-215-2	" "	59.91		59.91
1164	348-215-1	" "	45.59		45.59
1536	348-500	Lalonde, Edouard	172.10		172.10
3286	155-519	Lambertucci, Mariano	15.87		15.87
3180	155-560	Major, J. A. & Co. Ltd.	37.46		37.46
931	348-64-1	Michaud, Léda	17.98		17.98
932	348-64-2	" "	17.98		17.98
3123	154-89	Maisonneuve, Joseph	102.32		102.32
3124	154-90	" "	102.32		102.32
2282	200-233	McDiarmid, John W.	36.55		36.55
2283	200-234	" "	36.55		36.55
2284	200-235	" "	36.55		36.55
2285	200-236	" "	36.55		36.55
2286	200-237	" "	36.55		36.55
2287	200-238	" "	36.55		36.55
3290	155-523	McGregor, Jessie	15.87		15.87
	199-134, 125, 123	McVey, Suzan, (vve-widow Edward Quinn)	64.50		64.50
	198-5	" "	21.50		21.50
1924	348-647	Plamondon, Adrien	46.60		46.60
2828	199-108-1	Philips, Charles H.	23.88		23.88
2865	198-42	Southerland, G. A. & Rosy Berkowitz (épouse-wife Jacob Slotin)	12.82		12.82
2866	198-41	" "	12.82		12.82
2867	198-40	" "	12.82		12.82
2868	198-39	" "	12.82		12.82
2869	198-38	" "	12.82		12.82
2870	198-37	" "	12.82		12.82
2871	198-36	" "	12.82		12.82
2872	198-35	" "	12.82		12.82
2873	198-34	" "	12.82		12.82
2874	198-33	" "	12.82		12.82
2757	199-33	Olsen, Walter John	121.36		121.36
	198-14, 44, 46	Quinn, James et al.	86.00		86.00
1297	348-320-2	Robertson, George Ross	38.22		38.22
1298	348-320-1	" "	22.27		22.27
3061	154-22	Transcontinental Townsite Co. Ltd.	21.50		21.50
3094	154-55	" "	21.50		21.50
3095	154-56	" "	21.50		21.50
3096	154-57	" "	21.50		21.50
1749	348-588	Tremblay, Ferdinand, succ.-estate & Oscar Mathieu	47.59		47.59
381	1-176	Villeray Construction Ltd.	30.65		30.65
382	1-177	" "	30.65		30.65
383	1-178	" "	30.65		30.65
1635	348-520-2	" "	95.51		95.51
1644	348-497	Wheeler, Edmund	81.68		81.68
2831	199-107-1	Whitley, Herbert	18.80		18.80
	155-517	Walker, James, succ.-est.	21.50		21.50
	155-585	" "	21.50		21.50
	155-484	" "	21.50		21.50
	155-616	" "	21.50		21.50
773	348-42	Williams, Athee, Mlle-Miss & John Charles & Homer Williams	167.53		167.53
367	1-161	Trudeau, Louis, succ.-estate et al.	76.95		76.95
1154	348-239	Senecal, Henri	143.18		143.18

Donné à Longueuil, ce 12 février 1940.

Le Secrétaire-trésorier,
DENIS VIGER.

875-7-2-o

Given at Longueuil, this 12th day of February 1940.

DENIS VIGER,
Secretary-Treasurer.

876-7-2-o

Ministère du Travail

Department of Labour

AVIS

NOTICE

L'honorable Edgar Rochette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes et ce, conformément aux dispositions de l'article 19 de la Loi des conventions collectives de travail (1 Geo. VI, chapitre 49, et amendements), que la constitution et les règlements du comité conjoint de l'in-

Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that, under Section 19 of the Collective Labour Agreements' Act (1 Geo. VI, chapter 49, and amendments), the constitution and by-laws of the Joint Committee of the paint industry, whose corporate seat is in

dustrie de la peinture, dont le siège social est situé à Montréal, ont été approuvés par l'arrêté ministériel no 884 du 23 février 1940.

GERARD TREMBLAY,

Sous-ministre du Travail.

Ministère du Travail,

Québec, ce 2 mars 1940.

1073-o

AVIS

L'honorable Edgar Rochette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes que par l'arrêté ministériel no 889 du 23 février 1940, pris en exécution de la loi des conventions collectives de travail (1 Geo. VI, ch. 49, amendée par 2 Geo. VI, ch. 52 et 3 Geo. VI, ch. 61), le comité conjoint de l'industrie de la peinture a été autorisé du 1er janvier 1940 au 31 décembre 1941 à prélever des cotisations au taux de $\frac{1}{4}$ de 1% des employeurs, employés et artisans assujettis au décret no 521 du 5 février 1940.

GERARD TREMBLAY,

Sous-ministre du Travail,

Ministère du Travail,

Québec, ce 2 mars 1940.

1075-o

AVIS

L'honorable Edgar Rochette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes et ce, conformément aux dispositions de l'article 19 de la Loi des conventions collectives de travail (1 Geo. VI, chapitre 49, et amendements), que la constitution et les règlements du comité paritaire de l'industrie des gants de travail, dont le siège social est situé à Montréal, ont été approuvés par l'arrêté ministériel no 883 du 23 février 1940.

GERARD TREMBLAY,

Sous-ministre du Travail.

Ministère du Travail,

Québec, ce 2 mars 1940.

1077-o

AVIS

L'honorable Edgar Rochette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes que par l'arrêté ministériel no 887 du 23 février 1940, pris en exécution de la Loi des conventions collectives de travail (1 Geo. VI, ch. 49, amendée par 2 Geo. VI, ch. 52 et 3 Geo. VI, ch. 61), le comité paritaire de l'industrie des gants de travail a été autorisé du 1er janvier 1940 au 1er janvier 1941 à prélever des cotisations au taux de $\frac{1}{2}$ de 1% des employeurs, employés et artisans assujettis au décret no 683 du 15 février 1940.

GERARD TREMBLAY,

Sous-ministre du Travail.

Ministère du Travail,

Québec, ce 2 mars 1940.

1079-o

AVIS

L'honorable Edgar Rochette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes et ce, conformément aux dispositions de l'article 19 de la Loi des conventions collectives de travail (1 Geo. VI, chapitre 49 et amendements), que la constitution et les règlements du comité paritaire de l'industrie des gants fins, dont le siège social est situé à Montréal, ont été approuvés par l'arrêté ministériel no 882 du 23 février 1940.

GERARD TREMBLAY,

Sous-ministre du Travail.

Ministère du Travail,

Québec, ce 2 mars 1940.

1081-o

Montreal, have been approved by Order-in-Council No. 884 of the 23rd of February, 1940.

GERARD TREMBLAY,

Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,

Quebec, March 2nd, 1940.

1074-o

NOTICE

Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that by Order-in-Council No. 889 of February 23rd, 1940, ratified in pursuance of the Collective Labour Agreements' Act (1 Geo. VI, ch. 49, amended by 2 Geo. VI, ch. 52 and 3 Geo. VI, ch. 61), the Joint Committee of the paint industry has been authorized from January 1st 1940 to December 31st 1941 to levy assessments at the rate of $\frac{1}{4}$ of 1% upon employers, employees and artisans governed by decree No. 521 of February 5th, 1940.

GERARD TREMBLAY,

Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,

Quebec, March 2nd, 1940.

1076-o

NOTICE

Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that, under Section 19 of the Collective Labour Agreements' Act (1 Geo. VI, chapter 49, and amendments), the constitution and by-laws of the Joint Committee of the Working Glove Industry, whose corporate seat is in Montreal, have been approved by Order-in-Council No. 883 of the 23rd of February, 1940.

GERARD TREMBLAY,

Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,

Quebec, March 2nd, 1940.

1078-o

NOTICE

Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that by Order-in-Council No. 887 of February 23rd, 1940, ratified in pursuance of the Collective Labour Agreements' Act (1 Geo. VI, ch. 49, amended by 2 Geo. VI, ch. 52 and 3 Geo. VI, ch. 61), the Joint Committee of the Working Glove Industry has been authorized from January 1st 1940 to January 1st 1941 to levy assessments at the rate of $\frac{1}{2}$ of 1% upon employers, employees and artisans governed by decree No. 683 of February 15th, 1940.

GERARD TREMBLAY,

Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,

Quebec, March 2nd, 1940.

1080-o

NOTICE

Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that, under Section 19 of the Collective Labour Agreements' Act (1 Geo. VI, chapter 49, and amendments), the constitution and by-laws of the Joint Committee of the Fine Glove Industry, whose corporate seat is in Montreal, have been approved by Order-in-Council No. 882 of the 23rd of February, 1940.

GERARD TREMBLAY,

Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,

Quebec, March 2nd, 1940.

1082-o

AVIS

L'honorable Edgar Rochette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes que par l'arrêté ministériel No 886 du 23 février 1940, pris en exécution de la Loi des conventions collectives de travail (1 Geo. VI, ch. 49, amendée par 2 Geo. VI, ch. 52 et 3 Geo. VI, ch. 61), le comité paritaire de l'industrie des gants fins a été autorisé du 1er janvier 1940 au 1er janvier 1941 à prélever des cotisations au taux de $\frac{1}{2}$ de 1% des employeurs, employés et artisans assujettis au décret No 682 du 15 février 1940.

GERARD TREMBLAY,
Sous-ministre du Travail.

Ministère du Travail,
Québec, ce 2 mars 1940.

1083-o

AVIS

L'honorable Edgar Rochette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes que par l'arrêté ministériel no 888 du 23 février 1940, pris en exécution de la Loi des conventions collectives de travail (1 Geo. VI, ch. 49, amendée par 2 Geo. VI, ch. 52 et 3 Geo. VI, ch. 61), le comité paritaire de l'industrie du lait de Québec a été autorisé du 1er mars 1940 au 1er mars 1941 à prélever des cotisations au taux de $\frac{1}{2}$ de 1% des employeurs, employés et artisans assujettis au décret no 1017 du 15 juin 1938 et amendements.

GERARD TREMBLAY,
Sous-ministre du Travail.

Ministère du Travail,
Québec, ce 2 mars 1940.

1085-o

AVIS

L'honorable Edgar Rochette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes et ce, conformément aux dispositions de l'article 19 de la Loi des conventions collectives de travail (1 Geo. VI, chapitre 49, et amendements), que la constitution et les règlements du comité conjoint des tanneries et corroieries de la province de Québec, dont le siège social est situé à Québec, ont été approuvés par l'arrêté ministériel No 885 du 23 février 1940.

GERARD TREMBLAY,
Sous-ministre du Travail.

Ministère du Travail,
Québec, ce 2 mars 1940.

1087-o

AVIS

L'honorable Ministre du Travail, donne avis par les présentes que par l'arrêté ministériel no 890 du 23 février 1940, pris en exécution de la Loi des conventions collectives de travail (1 Geo. VI, ch. 49, amendée par 2 Geo. VI, ch. 52 et 3 Geo. VI, ch. 61), le comité conjoint des tanneries et corroieries de la province de Québec a été autorisé du 10 février 1940 au 9 février 1941 à prélever des cotisations au taux de $\frac{1}{2}$ de 1% des employeurs et employés assujettis au décret no 523 du 5 février 1940.

GERARD TREMBLAY,
Sous-ministre du Travail.

Ministère du Travail,
Québec, ce 2 mars 1940.

1089-o

AVIS

Conformément aux dispositions de l'article 5 de la Loi des Conventions collectives de Travail

NOTICE

Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that by Order-in-Council, No. 886 of February 23rd, 1940, ratified in pursuance of the Collective Labour Agreements' Act (1 Geo. VI, ch. 49, amended by 2 Geo. VI, ch. 52 and 3 Geo. VI, ch. 61), the Joint Committee of the Fine Glove Industry has been authorized from January 1st 1940 to January 1st 1941 to levy assessments at the rate of $\frac{1}{2}$ of 1% upon employers, employees and artisans governed by decree No. 682 of February 15th, 1940.

GERARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 2nd, 1940.

1084-o

NOTICE

Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that by Order-in-Council No. 888 of February 23rd, 1940, ratified in pursuance of the Collective Labour Agreements' Act (1 Geo. VI, ch. 49, amended by 2 Geo. VI, ch. 52 and 3 Geo. VI, ch. 61), the Joint Committee of the Milk Industry of Quebec has been authorized from March 1st 1940 to March 1st 1941 to levy assessments at the rate of $\frac{1}{2}$ de 1% upon employers, employees and artisans governed by decree No. 1017 of June 15th, 1938 and amendments.

GERARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 2nd 1940.

1086-o

NOTICE

Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that, under Section 19 of the Collective Labour Amendments' Act (1 Geo. VI, chapter 49, and amendments), the constitution and by-laws of the Tanners and Curriers Joint Committee of the Province of Quebec, whose corporate seat is in Quebec, have been approved by Order-in-Council No. 885 of the 23rd of February, 1940.

GERARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 2nd, 1940.

1088-o

NOTICE

Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that by Order-in-Council No. 890 of February 23rd 1940, ratified in pursuance of the Collective Labour Agreements' Act (1 Geo. VI, ch. 49, amended by 2 Geo. VI, ch. 52 and 3 Geo. VI, ch. 61), the Tanners and Curriers Joint Committee of the Province of Quebec has been authorized from February 10th 1940 to February 9th 1941 to levy assessments at the rate of $\frac{1}{2}$ of 1% upon employers and employees governed by decree No. 523 of February 5th, 1940.

GERARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 2nd, 1940.

1090-o

NOTICE

Pursuant to the provisions of section 5 of the Collective Labour Agreements' Act (1 Geo. VI,

(1 Geo. VI, chapitre 49, amendée par 2 Geo. VI, chapitre 52 et 3 Geo. VI, chapitre 61), avis est par les présentes donné par l'honorable Edgar Rochette, Ministre du Travail, que Le Syndicat de la Construction Inc., de St-Jérôme lui a présenté une requête à l'effet que la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

Le Syndicat de la Construction, incorporé, de Saint-Jérôme,

Et, D'AUTRE PART:

Les constructeurs et entrepreneurs suivants:

Plombiers: Paul Locas, Saint-Jérôme, Josephat Raymond, Ste-Agathe des Monts, Napoléon Deslauriers, Ste-Agathe des Monts, Oscar Labbé, Terrebonne.

Electriciens: Ulric Poirier, Saint-Jérôme, Roland Cloutier, Ste-Agathe des Monts, Ernest Piché, Ste-Agathe des Monts, Quall Rachu, St-Jovite.

Général: S. Marcotte, Saint-Jérôme, Adélard Lebeau, Saint-Jérôme, Isidore Guindon, Ste-Agathe des Monts, Arthur Cyr, Ste-Agathe des Monts, Ernest Thibault, Ste-Thérèse de Blainville, Adrien Proulx, Lesage, Henri Renaud, Lesage, Adélard Hotte, Lesage.

Plâtriers: Téléphore Ethier, Saint-Jérôme.

Briqueurs: Alexandre Pellerin, Saint-Jérôme.

Peintres: Léopold Yale, Saint-Jérôme, Joseph Lupien, Ste-Agathe des Monts, Philippe Légaré, St-Jovite, Lionel Chapleau, Terrebonne.

Menuisiers: Henri Brisebois, St-Jovite,

soit rendue obligatoire pour les employeurs et les employés de l'industrie et des métiers visés et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête suivant les conditions ci-après:

I.—Définitions: Pour les fins de la présente convention, les termes suivants auront la signification qui leur est ci-après donnée:

a. Le mot "employeur" signifie toute personne, compagnie, association ou corporation qui emploie pour son compte un ou plusieurs salariés.

b. Les entrepreneurs travaillant de leurs propres mains sont considérés comme des "ouvriers" et leur salaire horaire est fixé suivant l'échelle mentionnée ci-après pourvu toutefois que les dits entrepreneurs aient obtenu leur certificat de compétence tel que prescrit par la loi.

c. Le mot "entrepreneur" désigne et comprend toute personne, compagnie, association ou corporation qui travaille seule ou emploie des ouvriers, qui entreprend pour le compte d'autrui à l'heure, à la journée ou à forfait, par convention verbale, écrite ou autrement, quelques uns des travaux mentionnés au paragraphe "b" de l'article II pourvu que le dit entrepreneur ait obtenu son certificat de compétence tel que prescrit par la loi.

d. Le terme "charpentier-menuisier" désigne tout artisan qui fait l'assemblage de pièces de bois, de planches murales en composition, travaille la charpente, s'occupe de toutes les réparations des objets en bois, fait des planchers et des formes à béton (boutique ou chantier), pose des châssis, des fenêtres, des paravents (screens), bois ou métal, des divisions, des portes, des châssis d'acier, du papier-bardeau, du bardeau d'amiante et du papier goudronné, exécute tous les travaux en bois sur un chantier de construction et gratte les planchers à la main ou à la machine, en un mot, celui qui travaille au posage ou au démolissage de bois.

chapter 49, amended by 2 Geo. VI, chapter 52 and 3 Geo. VI, chapter 61), notice is hereby given by the Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, that "Le Syndicat de la Construction Inc." of St-Jérôme, has presented to him a request to the effect that the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

"Le Syndicat de la Construction, incorporée, of St-Jérôme,

And, ON THE OTHER PART:

The following builders and contractors:

Plumbers: Paul Locas, St-Jérôme, Josephat Raymond, Ste-Agathe des Monts, Napoléon Deslauriers, Ste-Agathe des Monts, Oscar Labbé, Terrebonne.

Electricians: Ulric Poirier, St-Jérôme, Roland Cloutier, Ste-Agathe des Monts, Ernest Piché, Ste-Agathe des Monts, Quall Rachu, St-Jovite.

General: S. Marotte, St-Jérôme, Adélard Lebeau, St-Jérôme, Isidore Guindon, Ste-Agathe des Monts, Arthur Cyr, Ste-Agathe des Monts, Ernest, Thibault, Ste-Thérèse de Blainville, Adrien Proulx, Lesage, Henri, Renaud, Lesage, Adélard Hotte, Lesage.

Plasterers: Téléphore Ethier, St-Jérôme.

Bricklayers: Alexandre Pellerin, St-Jérôme.

Painters: Léopold Yale, St-Jérôme, Joseph Lupien, Ste-Agathe des Monts, Philippe Légaré, St-Jovite, Lionel Chapleau, Terrebonne.

Joiners: Henri Brisebois, St-Jovite,

be rendered obligatory for the employers and the employees of the industry and the trades concerned and within the territorial jurisdiction indicated in the said request according to the following conditions:

I.—Definitions: For the purposes of this agreement, the following terms shall have the signification hereinafter given to them:

a. The word "employer" means any person, company, association or corporation employing, on its own account, one or more wage earners.

b. The contractors working with their own hands shall be considered as "workers" and their hourly rates or wages shall be fixed according to the scale hereinafter mentioned provided they be holding the certificate of competency prescribed by the Act.

c. The word "contractor" means and includes any person, company, association or corporation working alone or employing workers, entering into contracts on other people's account by the hour, the day or the job, by verbal or written agreement or otherwise, to perform some of the works mentioned in subsection "b" of section II provided the said contractor be holding the certificate of competency prescribed by the Act.

d. The term "carpenter-jointer" means any artisan who assembles wood pieces, wall-boards (composition), does frame work, repairs on wooden objects, lays floors and concrete moulds (shop or job), sets window frames, windows, screens (wood or metal), partitions, doors, steel frames, paper-shingle, asbestos shingle and tarpaper, performs all wood works on a construction field and scrapes floors by hand or machine, on the whole, any worker assembling or demolishing wood.

e. Le mot "peintre" comprend toute personne qui fait des travaux de peinture, au pinceau ou à la machine pneumatique, de vernissage, de décoration, de tapissage, sur murs ou ailleurs, d'imitation, de dorage, de vitrage ou tout autre ouvrage connexe.

f. Les mots "peintres en lettres pour fins commerciales" comprennent toute personne faisant du lettrage avec de la peinture à l'eau, à l'huile, en poudre et autres ou avec des feuilles d'or et tout ouvrage connexe.

g. Les mots "finisseur de ciment" signifient et comprennent tout ouvrier qui pose et finit le ciment pour parquets et revêtements unis ou d'ornements; met en place et repose les côtés et revêtements en ciment, répare les fondations et fait tout autre travail connexe. Le travail sur murs qui fait suite au travail de parquet se limite, pour le finisseur de ciment, à la hauteur de la plinthe.

h. Le terme "ferblantier-couvreur" signifie et comprend toute personne qui fait des travaux de couverture en tuile, en ardoise, en tôle, en cuivre, en gravier, en asphalte ou en papier goudronné; fabrique toutes sortes d'objets en ferblanc, en tôle et en cuivre tels que corniches, ornements, ventilations, gouttières, etc. et travaille sur fournaies à air chaud.

i. Les couvertures en papier-bardeau ou en bardeau d'amiante et la tôle non soudée ou non agrafée et tout autre matériel s'y rapportant seront posés indifféremment par les charpentiers-menuisiers ou les ferblantiers.

j. Le mot "maçon" signifie tout ouvrier qui pose toute pierre naturelle ou artificielle, le granit et qui tire les joints.

k. Les mots "compagnon-plâtrier" désignent tout travailleur qui exécute les travaux d'enduits de plâtre, de celanite, de mortier, de ciment, de stucco et prépare les moulures pour le coulage d'ornements.

l. Les mots "compagnon-briqueleur" signifient et comprennent tout ouvrier qui pose la brique, le terra-cotta, la pierre artificielle, les blocs et qui tire les joints.

m. Les termes "plombier et mécanicien en tuyauterie" signifient tout ouvrier qui peut, sous direction, installer des appareils sanitaires et les réparer, poser des tuyaux à vapeur, à eau et à gazoline, qui peut installer et faire les travaux d'entretien des brûleurs automatiques (stockers), brûleurs à l'huile et des pompes à gazoline et exécuter au besoin tout autre travail connexe. Ces ouvriers, en ce qui touche leur licence, sont régis par la Loi des mécaniciens en tuyauterie.

n. Les mots "mécanicien de machines fixes ou portatives" signifient et comprennent toutes personnes préposées à la surveillance de l'érection d'une installation de force motrice ou à l'opération de celle-ci.

o. Les mots "chauffeur de bouilloires" signifient tout ouvrier qui, sans direction, peut voir au feu des bouilloires d'une machine fixe ou portative, maintient une couche de feu régulière de manière à économiser le combustible et à maintenir la vapeur à la pression désirée, entretient les pompes et les autres appareils, nettoie les chaudières au moyen d'air comprimé ou de vapeur et exécute au besoin tout autre travail connexe pourvu qu'il ait sa licence tel que requis par la Loi.

p. Le terme "compagnon-électricien" signifie et comprend toute personne qui détient une licence (c) en exécution de la Loi concernant les électriciens et les installations électriques.

e. The word "painter" includes any person who paints, with paint-brush or pneumatic machine, varnishes, decorates, hangs wall-paper, does imitation work, gilds, glazes or performs any other work thereto related.

f. The words "letterers for commercial purposes" include any person doing lettering work with water-paint, oil paint, paint in powder and others or with gold sheets and performing any other operation thereto related.

g. The words "cement finisher" mean and include any worker laying and finishing cement for pavements and smooth or ornamental coatings, repairing foundations and performing any other work thereto related. The work performed on walls, to follow that on floors, shall end, insofar as the cement finisher is concerned, at the height of the plinth.

h. The term "tinsmith-roofer" mean and include any person doing roofing work with tile, slate, tin, copper, gravel, asphalt or tar-paper; manufacturing any tin, sheet-metal or copper objects such as cornices, ornaments, ventilators, gutters, etc. and working on hot-air furnaces.

i. Paper or asbestos shingle and unwelded or unhooked sheet metal and any other material thereto related used for roofing work may be laid either by carpenter-joiners or tinsmiths.

j. The word "mason" means any worker who lays natural or artificial stone, granite, and who points.

k. The words "journeyman-plasterer" mean any worker who performs plaster, celanite, mortar, cement and stucco coating works and prepares mouldings for ornament casting.

l. The words "journeyman-bricklayer" mean and include any worker who lays brick, terra-cotta, artificial stone, blocks and who points.

m. The terms "plumber and pipe mechanic" mean any worker who can, under direction, install and repair sanitary apparatus, steam, water and gas pipes, stokers, oil burners and gas pumps and perform, when required, any other work therewith connected. These workers, as for their license, are subject to the Pipe Mechanics' Act.

n. The words "stationary or moveable engine-man" mean and include any person committed to the supervision of the erection of a motive power installation or to the operation of same.

o. The words "boiler fireman" mean any worker who can, under direction, take care of fires in stationary or moveable engine boilers, maintain an even fire bed with an economical use of fuel, keep up the steam at the proper pressure, repair pumps and other appliances, clean boilers with compressed air or steam and perform other related work, as required, provided he holds the license exacted by the Act.

p. The term "journeyman-electrician" mean and include any person holding license (c) according to the Electricians and Electrical Installations' Act.

q. Les mots "installations électriques" signifient et comprennent toutes les installations pour fins d'éclairage et de chauffage électrique, les installations de paratonnerre y compris, dans tous les cas, les fils, câbles, conduits, accessoires, dispositifs et appareils électriques, faisant partie de l'installation elle-même, y étant reliés ou servant au raccordement de l'installation au réseau du service public ou du service municipal l'alimentant, lequel point de raccordement est au mur de l'édifice ou de la construction la plus rapprochée de la ligne de service.

r. Le terme "ouvrier en fer structural" signifie toute personne qui pose les structures métalliques dans les travaux de construction d'édifices, ponts, ponceaux, viaducs, tunnels et qui fait au besoin tout autre travail connexe.

s. Toute personne physique et morale, association ou corporation, compagnie industrielle ou commerciale, propriétaire d'immeubles ainsi que tout autre individu qui emploie d'une manière permanente ou accidentelle un ou plusieurs briqueteurs, maçons, menuisiers, charpentiers, plâtriers, mécaniciens de machines fixes, ingénieurs de machines portatives, peintres, électriciens, manoeuvres ou ouvriers non qualifiés ou aides, seront considérés comme employeurs pour les fins d'application de la présente convention, que le travail soit exécuté pour des fins de réparation, de réfection ou de construction d'allonges, de démolition ou de réfection à des constructions déjà existantes, de nouvelles, ou autres.

t. Le mot "manoeuvre" signifie tout ouvrier qui exécute un travail d'ouvrier non qualifié et d'aide.

u. Nonobstant les définitions ci-haut mentionnées, sera considéré comme compagnon dans chacun des métiers décrits, tout ouvrier qui aura reçu un certificat de compétence du bureau des examinateurs créé en vertu du paragraphe "h" de l'article 20 de la Loi des conventions collectives de travail; de plus, tout ouvrier non spécialisé pourra bénéficier des dispositions de ladite Loi.

II. *Jurisdiction: a. Jurisdiction territoriale:* La juridiction territoriale de cette convention comprend le comté de Terrebonne au complet.

b. *Jurisdiction industrielle:* La juridiction industrielle de la présente convention comprend tous les travaux de construction, installation, réfection, réparation, entretien et démolition d'immeubles, de chemins, d'aqueducs, d'égouts, de quais, de canaux, de tunnels, de ponts, de ponceaux, de murs de soutènement, de système de plomberie, de système de chauffage au bois ou au charbon, de trottoirs en ciment et tout autre travail de semblable nature.

III. *Taux de salaires minima:*

Métiers	Salaires horaires
Poseurs de paravents (bois et métal)	\$ 0.60
Poseurs de châssis	0.60
Poseurs de fenêtres	0.60
Poseurs de divisions en acier	0.60
Poseurs de "weatherstrips"	0.60
Couvreurs (amiante)	0.60
Couvreurs (ardoise)	0.60
Couvreurs (tuile)	0.60
Menuisiers (formes à béton, boutiques ou chantiers)	0.60
Poseurs de planchers de bois franc et tout autre métier connexe	0.60
Poseurs de tuiles	0.70
Finisseurs en ciment	0.55
Manoeuvres ou aides briqueteurs et plâtriers	0.45
Journaliers	0.35

q. The words "electrical installations" mean and include all installations pertaining to electrical lighting and heating, to lightning rods including, in all cases, electric wires, cables, conduits, accessories, appliances and apparatus contained in the installation itself, connected therewith or used for the connection of the installation to the public or municipal service wire feeding the said installation, such connection point being fixed to a wall of the building nearer to the service line.

r. The term "structural iron worker" means any person erecting metallic structures in the construction of buildings, bridges, culverts, viaducts, tunnels and performing any other related work as required.

s. Any physical and moral person, association or corporation, industrial or commercial company, owner of buildings and any other individual employing temporarily or permanently one or many bricklayers, masons, joiners, carpenters, plasterers, stationary engine-men, moveable engine-men, painters, electricians, labourers or unqualified workmen or helpers, shall be considered as employers for the purposes of enforcement of this agreement whether the work be performed for purposes of repair, building or rebuilding of additions, or demolishing or rebuilding existing, new or all other buildings.

t. The word "labourer" mean any worker who performs the work of an unqualified worker or that of a helper.

u. Notwithstanding the definitions hereinabove mentioned, any worker holding a certificate of competency issued by the Board of Examiners formed under subsection "b" of section 20 of the Collective Labour Agreements' Act; moreover, any unqualified worker may take advantage of the provisions of the said Act.

II. *Jurisdiction: a. Territorial jurisdiction:*—The territorial jurisdiction of this agreement comprises the entire Terrebonne county.

b. *Industrial jurisdiction:* The industrial jurisdiction of this agreement comprises all works pertaining to the construction, installation, rebuilding, repair, maintenance and demolishing of buildings, roads, aqueducts, sewers, wharves, canals, tunnels, bridges, culverts, retaining walls, plumbing systems, heating systems (wood or coal), cement sidewalks and any other similar work.

III. *Minimum rates of rates:*

Trades	Hourly rates
Screen setters (wood and metal)	\$ 0.60
Sash erectors	0.60
Window setters	0.60
Steel partition erectors	0.60
Weatherstrippers	0.60
Roofers (asbestos)	0.60
Roofers (slate)	0.60
Roofers (tile)	0.60
Joiners (concrete moulds, shop or job)	0.60
Hard-wood floor layers and any other related trade	0.60
Tile setters	0.70
Cement finishers	0.55
Common labourers or bricklayers' and plasterers' helpers	0.45
Labourers	0.35

Métiers	Salaires horaires	Trades	Hourly rates
Peintres	0.50	Painters	0.50
Décorateurs	0.55	Decorators	0.55
Vitriers	0.50	Glaziers	0.50
Tapissiers	0.50	Wall-paper hangers	0.50
Vaporisateurs	0.55	Sprayers	0.55
Peintres en lettrise	0.70	Letterers	0.70
Finisseurs de planchers (boutiques ou chantiers)	0.50	Floor finishers (shop or job)	0.50
Plâtriers	0.70	Plasterers	0.70
Poseurs de lattes métalliques	0.60	Lathers (metal)	0.60
Poseurs de lattes de bois "ten test" gyproc ou tout autre métier connexe	0.60	Lathers (wood), ten test, gyproc and any other related trade	0.60
Electriciens	0.60	Electricians	0.60
Maçons	0.70	Masons	0.70
Tailleurs de pierres (chantiers ou boutiques)	0.70	Stone cutters (shop or field)	0.70
Briqueurs	0.75	Bricklayers	0.75
Finisseurs de planchers (grattés à la machine ou à la main)	0.60	Floor finishers (hand or machine)	0.60
Couvreurs (composition)	0.60	Roofers (composition)	0.60
Ouvriers tôliers (boutiques ou chantiers)	0.55	Sheet metal workers (shop or field)	0.55
Poseurs d'appareils de chauffage	0.55	Heating system erector	0.55
Mécaniciens en tuyauterie	0.55	Pipe mechanic	0.55
Jeunes compagnons plombiers—première et deuxième année	0.45	Junior journeymen plumbers—first and second year	0.45
Opérateurs de pelles à vapeur, gazoline ou électriques	0.60	Enginemmen—steam, gas or electric shovels	0.60
Opérateurs de compresseur	0.50	Enginemmen-compressors	0.50
Chauffeurs	0.50	Firemen	0.50
Mécaniciens de machines fixes ou portatives	0.60	Stationary or moveable engine men	0.60
Travailleurs en fer structural	0.60	Structural iron workers	0.60

Les contremaîtres préposés à la surveillance d'une équipe d'hommes seront rémunérés au taux de dix sous par heure de plus que le salaire établi pour leur métier quand il y aura quatre hommes ou plus.

IV. *Heures de travail: a.* La durée maximum du travail pour les hommes de métier sera de huit (8) heures par jour réparties entre 8.00 a.m. et 12.00 midi, et 1.00 p.m. et 5.00 p.m.; le tout devant constituer un maximum hebdomadaire de quarante-huit heures.

b. La durée maximum du travail des journaliers sera de neuf heures par jour et cinquante-quatre heures par semaine.

c. La durée maximum d'une journée de travail sera de dix (10) heures pour les périodes s'étendant du premier jour de mai au trentième jour de juin et du premier jour de septembre au trente et unième jour d'octobre de chaque année; le tout devant constituer un maximum hebdomadaire de soixante heures.

Le paragraphe "c" ne s'applique pas aux villes de Saint-Jérôme et Ste-Thérèse de Blainville.

V. Tout travail supplémentaire, exécuté en dehors du maximum hebdomadaire des heures de travail plus haut prévu, sera rémunéré à raison de salaire et demi par rapport au salaire régulier pour tout travail exécuté entre 5.00 p.m. et 10.00 p.m. Le travail exécuté entre 10.00 p.m. et 8.00 a.m. sera rémunéré à raison de salaire double par rapport au salaire régulier;

VI. Tout travail exécuté le dimanche et les fêtes d'obligations suivantes: le Jour de l'An, l'Épiphanie, l'Ascension, la Toussaint, l'Immaculée Conception, le Jour de Noël, la St-Jean-Baptiste et la Fête du Travail sera rémunéré au taux de salaire double.

VII. Tout travail urgent ou spécial ne pouvant, pour des raisons suffisantes, être exécuté pendant les périodes journalières de travail mentionnées à l'article IV de la présente convention, pourra être exécuté en d'autres périodes de la

Foremen supervising a shift of four or more men shall be paid ten cents more per hour than the rates established for their trade.

IV. *Working hours: a.* The maximum duration of labour for trademen shall be eight hours per day distributed between 8.00 a.m. and 12.00 noon, and 1.00 p.m. and 5.00 p.m.; the whole shall constitute a weekly maximum of forty-eight hours.

b. The daily maximum of labour for labourers shall be nine hours and the weekly duration shall be fifty-four hours.

c. The daily maximum duration of labour shall be ten (10) hours per day for the periods included between the first day of May and the thirty-first day of June and between the first day of September and the thirty-first day of October of each year; the whole shall constitute a weekly maximum of sixty hours.

Subsection "c" shall not apply to the towns of Saint-Jérôme and Ste-Thérèse de Blainville.

V.—Overtime work performed outside the above weekly maximum duration of labour shall be paid time and one half based upon the regular rates; the latter overtime rate shall be paid for work performed between 5.00 p.m. and 10.00 p.m. As for work performed between 10.00 p.m. and 8.00 a.m., the rate of pay shall be double time based upon the regular rates.

VI. Double time shall be paid for work performed on Sunday and the following holidays: New Year's Day, Epiphany, Ascension, All Saints' Day, Immaculate Conception, Christmas Day, St-John the Baptist Day and Labour Day.

VII. Urgent or special work which cannot possibly be performed during the regular working periods mentioned in section IV of this agreement may be performed outside those regular periods under a permit issued by the Joint Com-

journée sous permis émanant du Comité paritaire. Ce travail sera assujéti aux taux de salaire réguliers.

VIII. Les frais de pension, s'ils sont payés par l'employé, ne devront pas excéder \$6.00 par semaine; l'excédant de cette somme sera payé par l'employeur.

IX. Tout contrat entre un employeur et un ou plusieurs employés sur une base de travail à la pièce sera de nul effet.

X. Les constructeurs et entrepreneurs n'employant pas d'hommes de métier mais exécutant eux-mêmes, de leurs propres mains, des travaux de métier de construction, seront, pour les fins de la présente convention, considérés comme des hommes de métier et devront être rémunérés pour chaque heure de travail à un taux de salaire minimum au moins égal au salaire horaire établi pour chaque métier concerné, plus vingt-cinq (25) pour cent.

Les conditions du présent article lieront également et de la même manière toute affaire de famille ou toute personne, association ou corporation.

XI. *Apprentissage: a.* Un apprenti, dans l'un ou l'autre des métiers de la construction ci-après mentionnés, devra avoir au moins seize (16) ans révolus et au plus vingt-cinq (25) ans lors de son entrée en apprentissage.

b. A compter de la mise en vigueur de la présente convention, le nom de tout apprenti devra être inscrit dans un registre tenu par le comité paritaire.

c. Ledit registre devra mentionner le nom, le prénom, l'âge et l'adresse de l'apprenti; il devra contenir également la date du commencement de l'apprentissage et la preuve de continuité de l'entraînement de l'apprenti; le nom de son premier employeur et de tous ses employeurs successifs jusqu'à la fin de la période d'apprentissage ci-après déterminée pour son métier.

d. Le comité paritaire et les organisations professionnelles habilitées qui désirent contrôler l'apprentissage de leurs membres devront fournir à chaque apprenti un livret d'apprentissage qui devra indiquer, sous leur signature, les dates de commencement et de cessation du service de l'apprenti.

e. Un employeur, qu'il s'agisse d'une personne, d'une corporation ou d'une association, aura le droit d'embaucher, dans l'un des métiers qui l'intéresse, un apprenti par dix (10) compagnons ou fraction d'iceux; pour le métier de menuisier, un apprenti sera permis par cinq (5) compagnons.

f. Les taux de salaires des apprentis seront les suivants:

1. Pour les métiers nécessitant quatre (4) années d'apprentissage:

	<i>Salaires horaires</i>
1ère année.....	\$ 0.25
2ième année.....	0.35
3ième année.....	0.40
4ième année.....	0.45

2. Pour les métiers requérant trois années d'apprentissage:

1ère année.....	0.25
2ième année.....	0.35
3ième année.....	0.40

g. La durée de l'apprentissage pour les métiers visés par la présente convention sera comme suit:

<i>Métiers</i>	<i>Durée de l'apprentissage en années</i>
Menuisiers.....	4
Finisseurs de ciment.....	3

mittee. Such work is subject to the regular rates of wages.

VIII. Boarding fees, if paid by the employee, shall not exceed \$6.00 per week; if they do exceed \$6.00, the surplus shall be paid by the employer.

IX. Contracts entered into between an employer and one or more employees on a piece-work basis shall be uneffective.

X. Builders and contractors employing no trade men but performing themselves, with their own hands, building trade works, shall be considered, for the purposes of this agreement, as trade men and shall receive for every working hour at least the minimum rate established for every trade concerned plus twenty-five (25) percent.

The conditions of this section shall bind, in the same manner, any family business or any person, association or corporation.

XI. *Apprenticeship: a.* An apprentice, in any one of the building trades hereinafter mentioned, shall at least be 16 years old and not more than 25 at the beginning of his apprenticeship.

b. From the date of the coming into force of this agreement, the name of any apprentice shall be inscribed in a register kept by the Joint Committee.

c. The said register shall contain the name, age and address of the apprentice; it shall also include the date of the beginning of the apprenticeship and the proof of continuity of the training of the apprentice; the name of his first employer and of all his successive employers till the end of the apprenticeship period hereinafter determined for his trade.

d. The Joint Committee and the duly authorized professional organizations desiring to control the apprenticeship of their members shall provide each apprentice with an apprenticeship booklet which shall indicate, under their signature, the dates of the beginning and of the end of the apprentice's training.

e. An employer, whether a person, a corporation or an association, shall have the right to hire, in any one trade, one apprentice to each ten (10) journeymen or fraction thereof; for the joiner's trade, an apprentice may be employed to each five (5) journeymen.

f. The wage rates for apprentices shall be the following:

1. For the trades requiring four (4) years of apprenticeship;

	<i>Hourly rates</i>
1st year.....	\$ 0.25
2nd year.....	0.35
3rd year.....	0.40
4th year.....	0.45

2. For trades requiring three years of apprenticeship:

1st year.....	0.25
2nd year.....	0.35
3rd year.....	0.40

g. The duration of apprenticeship for the trades governed by this agreement shall be as follows:

<i>Trades</i>	<i>Duration of apprenticeship years</i>
Joiners.....	4
Cement finishers.....	3

Métiers	Durée de l'apprentissage en années	Trades	Duration of apprenticeship years
Peintres.....	4	Painters.....	4
Plombiers.....	4	Plumbers.....	4
Mécaniciens en tuyauterie.....	4	Pipe mechanics.....	4
Poseurs d'appareils de chauffage.....	4	Heating system erectors.....	4
Poseurs de lattes métalliques.....	3	Lathers (metal).....	3
Poseurs de lattes en bois.....	3	Lathers (wood).....	3
Electriciens.....	4	Electricians.....	4
Couvreurs (composition).....	3	Roofers (composition).....	3
Ouvriers tôliers.....	4	Sheet metal workers.....	4
Briqueleurs et maçons.....	4	Bricklayers and mason.....	4
Poseurs de planchers de bois franc.....	3	Hard-wood floor layers.....	3

h. En raison du salaire consenti par les employeurs et afin de ne permettre qu'à ceux qui veulent suivre leur apprentissage d'apprendre réellement un métier, les apprentis des métiers visés par cette convention devront fournir leurs propres outils; il sera interdit à tout employeur d'exiger d'un de ses hommes de métier qu'il fournisse ou loue ses propres outils à l'apprenti.

i. Aucun contrat individuel d'apprentissage pour les métiers ci-haut mentionnés ne sera reconnu valide à moins qu'il ne soit conforme aux dispositions de la présente convention.

j. En ce qui touche la durée du travail, les apprentis seront régis par les prescriptions des articles IV, V, VI et VII de la présente convention.

k. Le travail supplémentaire de l'apprenti sera rémunéré au taux de salaire et demi par rapport au salaire régulier auquel il a droit.

l. Les apprentis qui auront fréquenté une école technique ou de métier recevront de la part du Bureau des examinateurs du comité paritaire un crédit proportionné à la durée de leurs études et aux résultats de leurs examens.

m. Le comité paritaire et les organisations professionnelles autorisées auront le pouvoir de demander la preuve de l'âge de l'apprenti ainsi qu'un certificat médical sur sa santé démontrant qu'il peut s'engager à l'apprentissage d'un métier quelconque.

XII.—*Préposés à l'entretien*: a. Les mots "ouvriers préposés à l'entretien" signifient et comprennent tout ouvrier qualifié (de métier) ou non qualifié de l'industrie du bâtiment qui est engagé à l'année par un même employeur pour l'entretien d'édifices ou d'immeubles; toutefois, pour les métiers d'électricien et de mécanicien en tuyauterie, l'ouvrier préposé à l'entretien devra toujours être détenteur d'une licence conformément aux lois qui régissent ces métiers. Toutefois, ne sera pas considéré comme travail d'entretien, la nouvelle construction, la reconstruction ou la réinstallation d'une partie d'un édifice ou d'un immeuble.

b. Les ouvriers préposés à l'entretien des églises, des chapelles, des édifices servant d'église ou de chapelle, des séminaires, des universités, des collèges, des couvents, des monastères, des hôpitaux publics ou privés, des orphelinats, des asiles, des refuges, bénéficieront des conditions de travail suivantes:

	Par semaine
Compagnons.....	\$18.00
Journaliers (ouvriers non qualifiés).....	12.00

c. Les ouvriers préposés à l'entretien d'un édifice public ou à bureaux, d'une conciergerie ou de résidences de toutes sortes, d'hôtels, d'établissements manufacturiers et de magasins seront payés le taux de salaire minimum suivant:

	Par semaine
Compagnons.....	\$18.00
Journaliers (ouvriers non qualifiés).....	12.00

h. On account of the wages agreed upon by the employers and in order to allow only to those willing to do their entire apprenticeship to really learn a trade, the apprentices of the trades governed by this agreement shall use their own tools; no employer shall force one of his trade men to supply or rent his own tools to the apprentice.

i. No individual apprenticeship contract for the hereinabove-mentioned trades shall be accepted as valid unless it be in conformity with the provisions of this agreement.

j. As for the duration of labour, the apprentices shall be governed by the provisions of sections IV, V, VI and VII of this agreement.

k. Overtime work performed by the apprentice shall be paid time and one half based upon his regular wage rate.

l. Apprentices having frequented a technical or trade school shall receive from the Board of Examiners a credit based upon the duration of their studies and the result of their examinations.

m. The Joint Committee and the duly authorized professional organizations shall have the right to ask the proof of the age of the apprentice and a medical certificate proving that he may take up the apprenticeship of a given trade.

XII. *Maintenance men*: a. The words "maintenance men" mean and include any qualified worker (trade man) or unqualified worker of the building industry employed on a yearly basis by a same employer for the maintenance of buildings; however, as for the electrician and pipe mechanic trades, the maintenance man shall hold a license in conformity with the laws governing these trades. However, new construction, reconstruction or reinstallation of a part of a building shall not be considered as maintenance work.

b. Maintenance men in churches, chapels, buildings used as churches or chapels, seminaries, universities, colleges, convents, monasteries, public or private hospitals, orphan asylums, asylums, refuges, shall benefit by the following labour conditions:

	Per week
Journeymen.....	\$18.00
Common labourers.....	12.00

c. Maintenance men in public or office buildings, apartment houses or any residence, hotels, manufacturing establishments and stores shall receive the following minimum rate of wages:

	Per week
Journeymen.....	18.00
Common labourers.....	12.00

d. La durée maximum du travail pour les hommes préposés à l'entretien sera de quarante-huit (48) heures par semaine sans limitation journalière de la durée du travail.

e. Tout travail supplémentaire effectué par des hommes préposés à l'entretien sera rémunéré selon le tarif horaire déterminé pour chacun des métiers dans la première liste des métiers ci-dessus mentionnés.

f. Les ouvriers préposés à l'entretien qui, à cause de la nature de leur emploi, sont requis de répondre à des appels urgents en tout temps du jour ou de la nuit pour la protection d'édifices ou d'immeubles sont par les présentes exclus des taux de salaires pour travail supplémentaire.

g. Les employeurs peuvent déduire du salaire de l'ouvrier préposé à l'entretien \$3.00 par mois, par chambre, si tel ouvrier loge dans l'établissement. Une déduction maximum de vingt-cinq (25) cents par repas est autorisée si l'ouvrier est pensionné dans l'établissement.

XIII.—La présente convention entrera en vigueur le premier avril 1940 et se continuera jusqu'au 31 mars 1941; elle se renouvellera alors automatiquement à moins que l'une des parties ait notifié l'autre partie de son intention de la faire modifier ou de l'abroger.

Durant les trente jours à compter de la publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre la demande contenue dans la présente requête.

GERARD TREMBLAY,
Sous-ministre du Travail.

Ministère du Travail,
Québec, ce 2 mars 1940. 1131-o

d. The maximum duration of labour for maintenance men shall be forty-eight (48) hours per week; there shall be no daily limitation of the duration of labour.

e. Overtime work performed by maintenance men shall be paid according to the hourly rate determined for each one of the trades in the first list of trades hereinabove mentioned.

f. Maintenance men who, because of the nature of their work, are required to answer urgent calls at any time during the day or night for the protection of buildings shall not be paid overtime rates.

g. Employers may deduct, from the wages of the maintenance man, \$3.00 per month, per room, if the worker lodges in the establishment. A maximum deduction of twenty-five (25) cents per meal is authorized if the worker boards in the establishment.

XIII. This agreement shall come into force on the first of April 1940 and shall remain effective until the 31st of March 1941; it shall then renew itself automatically unless one of the parties notify the other party of its intention to modify or repeal same.

During the thirty days from the date of the publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive the objections which the interested parties may desire to present against the request contained in the present petition.

GERARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 2, 1940. 1132-o

ERRATUM

Dans l'avis de vente pour taxes pour le comté de Huntingdon, publié dans la *Gazette officielle de Québec*, livraison du 20 janvier, page 256 et livraison du 27 janvier, page 407, sous le titre de Corporation paroisse de St-Anicet. Prière lire John Oneil, 4e rang, lot 827, au lieu de lot 327.

Le secrétaire-trésorier, C.M.C.H.,
1143 A JAMES E. BARRETT.

ERRATUM

In the notice of Sale for taxes for the County of Huntingdon, published in the Quebec Official Gazette, of January 20th, on page 256 and January 27th page 407, under the Corporation Parish of St. Anicet. Please read John Oneil, 4th range lot 827, instead of lot 327.

JAMES E. BARRETT,
1144 A-o Secretary-Treasurer, M.C.C.H.

VENTES PAR LES SHÉRIFS

ARTHABASKA

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour de Magistrat—District d'Arthabaska
Arthabaska, à savoir: } ARMAND ST-PIERRE,
No 3496 } RE, marchand de
Drummondville, demandeur; vs ARTHUR
ROUX, Drummondville, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

1. La moitié indivise

Quatre lots ou emplacements mesurant soixante et six pieds de largeur en front par cent trente-deux pieds de profondeur, contenant 8712

SHERIFFS' SALES

ARTHABASKA

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FEIRI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS,
Magistrate's Court—District of Arthabaska
Arthabaska, to wit: } ARMAND ST-PIERRE
No. 3496 } A merchant of Drum-
mondville, plaintiff; vs. ARTHUR ROUX,
Drummondville, defendant.

As belonging to the defendant:

1. The half undivided

Four lots or emplacements measuring sixty six feet wide in front by hundred and thirty two in depth. Containing 8712 square feet in super-

pieds carrés en superficie, mesure anglaise, chacun. Connus et désignés au plan et livre de renvoi officiels du canton de Grantham, comté de Drummond comme étant les lots numéros quatre vingt-onze, quatre vingt-douze et quatre vingt-treize des subdivisions officielles du lot numéro cent soixante et deux B, au plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Grantham, comté de Drummond. Bornés comme suit: En front au sud-est par la route Nationale (chemin d'Yamaska) du côté nord-est par le lot 162-B-89, du côté sud-ouest par le 162-B, partie non subdivisée. Nord-ouest par partie du lot 162-B, non subdivisée.

(162-B-91, 92, 93—Grantham).

2. La moitié indivise

D'un terrain, à distraire du lot No 162-B, non subdivisé, et borné comme suit: en front au sud-est partie par le chemin d'Yamaska et partie par les lots Nos 162-B, 91, 92, 93, 98 et 99, en profondeur vers le nord-ouest par la Rivière Noire en suivant les sinuosités, d'un côté au sud-ouest par le lot No 162-B-95, et de l'autre côté au nord-est par une rue projetée portant le No 162-B-85. (Partie non subdivisée 162-B—Grantham).

3. La moitié indivise

D'un terrain connu et désigné au plan et livre de renvoi officiels du canton de Grantham, comté de Drummond, comme étant le lot No 163, étant une figure irrégulière, borné vers le nord-est, le sud-est et le sud-ouest par le No 162-B et vers le nord-ouest par la Rivière Noire, contenant en superficie, un acre. (163—Grantham).

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de St-Frédéric de Drummondville, comté de Drummond, le DOUZIEME jour de MARS 1940 à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, MAURICE MAHEU,
Arthabaska, 7 février, 1940. 807-6-2-o
[Première publication, 10 février 1940]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour du Magistrat.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: J.-A. LUNEAU & JOSEPH COULOMBE, faisant affaire à Victoriaville, sous le nom et raison sociale de Luneau & Coulombe, demandeurs; vs EMILE LAMONTAGNE, de St-Valère, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Une terre située à St-Valère, dans le comté d'Arthabaska, étant le tiers centre du numéro quatorze du rang douze du canton de Bulstrode, connue et désignée au cadastre officiel de ce dit canton sous le numéro sept cent soixante et quatorze (774), contenant environ soixante et quinze acres en superficie, joignant d'un côté à Joseph Bergeron et de l'autre côté à Arsène Hébert, avec maison et toutes autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de St-Valère, comté d'Arthabaska, le DEUXIEME jour d'AVRIL 1940, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, MAURICE MAHEU,
Arthabaska, le 27 février 1940. 1099-9-2-o

[Première publication, le 2 mars 1940]

ficie, English measure each of them. Known and designated to the official plan and book of township of Grantham, county of Drummond as being the lots numbers ninety one, ninety two, and ninety three of official subdivisions of lot number one hundred and sixty two-B, to the official plan and book of reference of cadastre of township of Grantham, county of Drummond. Bounded as following: in front to southeast by the highway (Yamaska road), northeast side by lot 162-B-89, northwest side by part of lot 162-B unsubdivided and southwest side by the lot 162-B, part unsubdivided. (162-B-91, 92, 93—Grantham).

2. The half undivided

Of a ground, to separate of lot No. 162-B, unsubdivided and bounded as follows: in front to southeast part by the road of Yamaska and part by lot No. 162-B, 91, 92, 93, 98 and 99 in depth to the northwest by the Black River in following the sinuosities, of one side to southwest by the lot No. 162-B-95 and the other side to northeast by a street purposed bearing the No. 162-B-85. (Part unsubdivided 162-B—Grantham).

3. The half undivided

Of a ground known and designated to the official plan and book of reference of township of Grantham, county of Drummond as being the lot No. 163, being of irregular shape, bounded to the northeast, the southeast and the southwest by the No. 162-B and to the northwest by the Black River, containing in superficie one acre. (163—Grantham).

To be sold at the parochial church door of St. Frédéric of Drummondville, county of Drummond, the TWELFTH day of MARCH 1940 at ELEVEN o'clock in the morning.

MAURICE MAHEU,

Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, February 7th 1940. 808-6-2-o
[First publication, February 10, 1940]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Magistrate Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: J.-A. LUNEAU & JOSEPH COULOMBE, doing business at Victoriaville under the name and firm of Luneau & Coulombe, plaintiffs; vs EMILE LAMONTAGNE of St-Valère, defendant.

As belonging to the defendant:

A land situated at St-Valère, county of Arthabaska, being the third center of lot number fourteen of the twelfth range in the township of Bulstrode, known and designated to the official cadastre of the said township under the number seven hundred and seventy four (774) containing about seventy five acres in superficie joining of one side to Joseph Bergeron and the other side to Arsène Hébert, with house and all others building thereon erected.

To be sold at the parochial church door of St-Valère, county of Arthabaska, the SECOND day of APRIL, 1940, at TWO o'clock in the afternoon.

MAURICE MAHEU,

Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, February 27th, 1940.

1100-9-2-o
[First publication March 2nd., 1940]

BEAUCE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir: } **A**CHILLE THIBODEAU,
No 15763. } demandeur; contre
ALBERT GRENIER, défendeur.

La moitié sud du lot numéro quarante-sept A (1/2 sud No 47a) du cadastre pour le rang deux (2) du canton Jersey. Sous réserve de la coupe de bois suivant titre—avec bâtisses et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse St-Martin-de-Beauce, le DOUZIEME jour de MARS 1940, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, PHILIBERT GIGUERE,
St-Joseph-de-Beauce, le 2 février 1940.

[Première publication, le 10 février 1940]

809-6-2-o

BEAUCE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: } **A**CHILLE THIBODEAU,
No. 15763. } Plaintiff; against AL-
BERT GRENIER, Defendant.

The south half of lot number forty seven A (South 1/2 No. 47a) of the cadastre for range two (2) of the township of Jersey. With reserve of the cut of timber as per title—with the buildings and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of St. Martin de Beauce, on the TWELFTH day of MARCH, 1940, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

PHILIBERT GIGUERE,

Sheriff's Office, Sheriff

St-Joseph de Beauce, February 2nd., 1940.

[First publication, February 10th., 1940]

810-6-2

HULL

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Hull.

No 6720. } **C**OTTINGHAM SUPPLY
COMPANY, corpora-

tion dûment constituée, ayant sa principale place d'affaires en la ville de Lachute, dans le district de Terrebonne, demanderesse; vs DAME YVONNE BLANCHETTE, des cité et district de Montréal, résidant actuellement au Lac des Plages, dans le deuxième rang est du canton d'Addington, district de Hull, épouse séparée de biens d'Odilon Sévigny, des cité et district de Montréal, barbier, et le dit ODILON SEVIGNY, aux fins d'autoriser sa dite épouse, défendeurs; et P. DE VARENNES, de Papineauville, district de Hull, appelé par les présentes en sa qualité de registraire pour la division d'enregistrement du comté de Papineau, dans le dit district, mis-en-cause.

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis dans la présente cause, qui devait avoir lieu à dix heures de l'avant-midi, le dix-huitième jour de décembre 1939, au bureau d'enregistrement, à Papineauville, aura lieu à DEUX heures de l'après-midi, le VINGTIEME jour de MARS prochain, au bureau d'enregistrement, à Papineauville.

Le shérif,

Bureau du shérif, I. ST-PIERRE.

Hull, P. Q., le 22 février 1940. 1101-o

[Première publication, le 2 mars 1940]

HULL

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Hull.

No. 6720. } **C**OTTINGHAM SUPPLY
COMPANY, a body duly

incorporated, having its head office in the Town of Lachute, in the district of Terrebonne, plaintiff; vs DAME YVONNE BLANCHETTE, of the city and district of Montreal, residing actually at Lac des Plages, in the Second East Range of the Township of Addington, district of Hull, wife separate as to property of Odilon Sévigny, of the city and district of Montreal, barber, and the said ODILON SEVIGNY, for the purposes of authorizing his said wife, defendants; and P. DE VARENNES, of Papineauville, district of Hull, hereby called in his quality of Registrar for the Registration division of the County of Papineau, in the said district, mis-en-cause.

Notice is hereby given that the sale of the moveables seized in the present case, which was to have taken place at ten o'clock in the forenoon, on the eighteenth day of December, 1939, at the Registry Office, at Papineauville, will be held at TWO o'clock in the afternoon on the TWENTIETH day of MARCH next, at the Registry Office, at Papineauville.

I. ST. PIERRE,

Sheriff's Office, Sheriff

Hull, P. Q., February 22nd., 1940. 1102

[First publication, March 2nd., 1940]

JOLIETTE

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Joliette

Province de Québec, } **A**LFRED COUTU, ci-
No 6695. } devant cultivateur

de la paroisse de Ste-Emilie de l'Energie, Comté de Joliette, district de Joliette, en sa qualité d'exécuteur testamentaire de feu Oscar Coutu, en son vivant cultivateur du même lieu demandeur; contre JACQUES ALLAIRE, ci-devant cultivateur, de la paroisse de Ste-Emilie de l'Ener-

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Joliette

Province of Quebec, } **A**LFRED COUTU,
No. 6695. } heretofore farmer

of the Parish of Ste. Emélie de l'Energie, County of Joliette, district of Joliette, in his quality of testamentary executor of the late Oscar Coutu, in his lifetime a farmer of the same place, plaintiff; against JACQUES ALLAIRE, heretofore farmer, of the Parish of Ste. Emélie de l'Energie,

gie, comté de Joliette, district de Joliette, et actuellement chauffeur des cités et district de Joliette.

1. Une terre située en la paroisse de Ste-Emilie de l'Energie dans le rang Ste-Eugénie, de six arpents de largeur par quatorze arpents et cinq perches de profondeur, étant connue et désignée sous les numéros soixante-neuf et soixante-dix, (Nos. 69 & 70) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Ste-Emilie de l'Energie, bâtie de maison et dépendance;

2. Une terre située dans le rang de Ste-Catherine de la dite paroisse de Ste-Emilie de l'Energie, de quatre arpents de largeur par seize arpents de profondeur, étant le numéro cinquante-cinq (No 55) des dits plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Ste-Emilie de l'Energie, bâtie d'une grange.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Ste-Emilie de l'Energie, le SIXIEME jour du mois d'AVRIL, 1940, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif, J.-A. BELANGER.
Joliette, 27 février 1940.

1103-9-2-o

[Première publication, 2 mars 1940]

1. A farm situate in the Parish of Ste. Emélie de l'Energie in the Ste. Eugénie Range, measuring six arpents in width by fourteen arpents and five perches in depth, being known and designated under numbers sixty nine and seventy (Nos. 69 & 70) of the official cadastral plan and book of reference for the Parish of Ste. Emélie de l'Energie— with a house and dependencies thereon erected.

2. A farm situate in the Ste. Catherine Range of the said Parish of Ste. Emélie de l'Energie, measuring four arpents in width by sixteen arpents in depth, being number fifty five (No. 55) of the said official cadastral plan and book of reference for the Parish of Ste. Emélie de l'Energie, with a barn thereon erected.

To be sold at the church door of the Parish of Ste. Emélie de l'Energie, on the SIXTH day of the month of APRIL, 1940, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, J. A. BELANGER,
Joliette, February 27, 1940. Sheriff.

1104-9-2

First publication, March 2nd, 1940]

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour du Recorder.—Cité de Westmount.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LA CITE DE WEST-
581. } MOUNT, demanderesse; vs BENJAMIN AUBERTIN et al., es-qual., défendeurs.

Un emplacement ayant front sur le Chemin de l'Académie (Academy Rd) en la cité de Westmount, dans le district de Montréal, comprenant les lots de résubdivision numéros un et deux du lot de subdivision numéro dix du lot officiel numéro deux cent trente-quatre (lot 234-10-1 et 2) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, et le lot de subdivision numéro onze du dit lot officiel numéro deux cent trente-quatre (234-11), avec les édifices sus-érigés portant les numéros civiques 48 et 50, Academy Road.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATRIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Le shérif,
Montréal, le 27 février 1940. L.-P. CAISSE.
[Première publication, le 2 mars 1940] 1105-9-2

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure—District de Montréal

Montréal à savoir: } DEMOISELLE ARME-
187720 } LIA DAGENAI et al,
demanderesse; vs JOSEPH-MOISE LOISELLE, défendeur; et HERMAS DAGENAI, curateur au délaissement.

Un certain emplacement situé sur la rue Henri-Julien, en la cité de Montréal, composé comme suit:

1. De deux lots de terre ou emplacements désignés sous les numéros quinze cent soixante et quinze cent soixante et un de la subdivision du lot originaire numéro dix (10-1560 & 1561) des plan et livre de renvoi officiels du Village incorporé de la Côte St-Louis, contenant chacun

FIERI FACIAS DE TERRIS

The Recorder's Court.—City of Westmount.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE CITY OF WEST-
581. } MOUNT, plaintiff;
vs BENJAMIN AUBERTIN et al., es-qual., defendant.

An emplacement fronting on Academy Road in the City of Westmount, in the district of Montreal, comprising re-subdivision lots numbers one and two of subdivision lot number ten of official lot number two hundred and thirty-four (lot 234-10-1 and 2) on the official plan and book of reference of the Parish of Montreal and subdivision lot number eleven of said official lot number two hundred and thirty-four (234-11), with the buildings thereon erected bearing civic numbers 48 and 50 Academy Road.

To be sold, at my office, in the City of Montreal, on the FOURTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L. P. CAISSE,
Montreal, February 27th., 1940. Sheriff.
[First publication, March 2nd., 1940] 1106-9-2-o

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court—District of Montreal

Montreal, to wit: } MISS ARMELIA DA-
187720 } GENAIS et al., plaintiffs; vs JOSEPH MOISE LOISELLE, defendant; and HERMAS DAGENAI, curateur to the surrender.

A certain emplacement situate on Henri-Julien Street, in the City of Montreal, composed of the following:

1. Two lots of land or emplacements designated under numbers fifteen hundred and sixty and fifteen hundred and sixty one of the subdivision of original lot number ten (10-1560 & 1561) of the official plan and book of reference for the Incorporated Village of Côte St-Louis, each lot

trente-deux pieds de largeur par soixante-dix pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins.

2. D'une petite lisière de la partie sud-est du lot de terre connu et désigné comme étant la subdivision quinze cent soixante-deux du lot originaire numéro dix (10-1562) des plan et livre de renvoi officiels susdits, laquelle lisière de terrain part de l'alignement de la rue Henri-Julien en allant vers la profondeur du lot, d'une manière irrégulière pour, à une profondeur d'environ onze pouces et de là se continuer en ligne droite, jusqu'à la profondeur dudit lot sur cette même largeur d'environ onze pouces; ladite lisière de terrain est bornée comme suit: en front par la rue Henri-Julien; en profondeur par la ruelle; au nord-ouest par le résidu de ladite subdivision quinze cent soixante-deux; au sud-est par ledit lot numéro quinze cent soixante-un." Le tout formant qu'une seule et même exploitation.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATRE AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt de \$900 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'honorable juge Surveyer, daté le 21 février 1940.

Bureau du shérif, Le shérif,
Montréal, 28 février 1940. L.-P. CAISSE.
[Première publication, 2 mars 1940] 1125-9-2-o

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal

Montréal, à savoir: J. ARTHUR LESAGE
No 186805 { et al es qual, deman-
deurs; vs DAME ROSE BARRETTE, épouse
contractuellement séparée de biens de Louis
Armand Dumont, et ce dernier partie aux pré-
sentes pour autoriser sa dite épouse, défenderesse.

Un emplacement dont les bâtisses, portent les numéros civiques 521 et 523 de la rue Faillon, en la cité de Montréal, et autres bâtisses y attenant, étant le lot de terre numéro cent quatre-vingt-trois de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux mille six cent vingt-huit (2628-183) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse St-Laurent, contenant vingt-quatre pieds et six pouces de profondeur, avec droit de passage à pied et en voiture sur le lot numéro cent quatre-vingt-cinq de la subdivision officielle du lot numéro deux mille six cent vingt-huit (2628-185) des dits plan et livre de renvoi officiels, pour communiquer du lot ci-dessus vendu à la ruelle numéro cinquante-quatre de la subdivision du lot numéro deux mille six cent quarante-cinq (2645-54) desdits plan et livre de renvoi officiels, le tout tel qu'établi dans un acte reçu devant G. Coutu, N.P., le neuf avril 1925 et enregistré à Montréal, sous le No 77517.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATRE AVRIL prochain, à ONZE heures du matin.

Bureau du shérif, Le shérif,
Montréal, 28 février 1940. L.-P. CAISSE.
[Première publication, 2 mars 1940] 1127-9-2-o

QUÉBEC

FIERI FACIAS

Cour du Recorder

Québec, à savoir: LA CITE DE QUEBEC,
No 3196-39 { contre GERALDINE

containing thirty two feet in width by seventy feet in depth, English measure and more or less.

2. A small strip of land of the South-East part of the lot of land known and designated as being subdivision fifteen hundred and sixty two of original lot number ten (10-1562) of the aforesaid official plan and book of reference, the said strip of land starts at the level of Henri-Julien Street running towards the depth of the lot, in an irregular manner for a depth of about eleven inches and thence continuing in a straight line to the depth of the said lot at this same width of about eleven inches; the said strip of land is bounded as follows: in front by Henri-Julien, Street; in depth by the lane; on the North-West by the residue of said subdivision fifteen hundred and sixty two; on the South-East by said lot number fifteen hundred and sixty one; the whole forming one and the same lot of land.

To be sold, at my office, in the City of Montreal, on the FOURTH of APRIL next, at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of \$900. will be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Honourable Justice Surveyer, dated the 21st February, 1940.

Sheriff's Office, L. P. CAISSE,
Montreal, February 28, 1940. Sheriff.
[First publication, March 2, 1940] 1126-9-2

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal

Montreal, to wit: J. ARTHUR LESAGE et
No. 186805 { al es qual., plaintiffs; vs
DAME ROSE BARRETTE, wife separate as
to property by marriage contract of Louis Armand
Dumont, and the latter party herein to authorize
his said wife, defendant.

An emplacement, the buildings whereof bearing civic numbers 521 and 523 of Faillon Street, in the city of Montreal, and other buildings adjoining same, being lot of land number one hundred and eighty three of the subdivision of the original lot number two thousand six hundred and twenty eight (2628-183) on the official plan and book of reference for the parish of St-Laurent, measuring twenty four feet and six inches in depth, with right of way on foot and in vehicle upon lot number one hundred and eighty-five of the official subdivision of lot number two thousand six hundred and twenty eight (2628-185) of said official plan and book of reference, to communicate from the lot hereinabove sold to the lane number fifty four of the subdivision of lot number two thousand six hundred and forty-five (2645-54) of said official plan and book of reference, the whole as established in a deed passed before G. Coutu, N.P., on the ninth of April, 1925, and registered at Montreal, under No. 77517.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the FOURTH of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L. P. CAISSE,
Montreal, February 28th, 1940. Sheriff.
[First publication, March 2, 1940] 1128-9-2

QUEBEC

FIERI FACIAS

Recorder's Court

Quebec, to wit: THE CITY OF QUEBEC,
No. 3196-39 { against GERALDINE

FUGERE, de notre cité de Québec, dans notre district de Québec, à savoir:

1. La subdivision 4-D (quatre-D) du lot No 2574 (deux mille cinq cent soixante-quatorze) du cadastre officiel pour le quartier St-Louis, maintenant quartier Champlain, de la cité de Québec, étant un emplacement de forme irrégulière, borné en front au nord-est par la rue des Grisons, en arrière au sud-ouest par le lot No 2574-4-e et 2574-4-3; d'un côté vers le nord-ouest par le lot No 2573 et de l'autre côté vers le sud-ouest par les lots Nos 2574-4-e et 2574-4-c; mesurant 26 pieds et 3 pouces de front sur la rue des Grisons, 15 pieds et 9 pouces et 10 pieds et 6 pouces, respectivement, dans chacun des deux segments de la ligne sud-ouest, 77 pieds du côté nord-est et 30 pieds et 47 pieds respectivement, dans chacun des deux segments de la ligne sud-est, le tout sans garantie de mesure, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

A distraire cependant dudit lot un petit morceau de terre à prendre en arrière dudit lot et qui se trouve occupé par une partie du hangar existant actuellement, ainsi qu'une lisière de terrain de 3 pieds et 6 pouces en avant de ce hangar tel que le tout est expliqué dans deux actes de vente consécutifs par Dame G.-E. Deblois, dont l'un en faveur de Joseph-Isaac Lavery et l'autre en faveur de Dame Joséphine Paméla Mailloux, épouse dudit J.-I. Lavery, passés tous deux devant le notaire C.-A. Lafrance, en date du 17 janvier 1908 et enregistré tous deux le lendemain, le premier sous le No 124,278 et le second sous le No 124,279; avec le droit de vue sur le terrain occupé par le dit hangar:

2. Tous les droits de propriété ou autres que la défenderesse peut avoir sur le lot aujourd'hui connu comme étant le No 4-E (quatre-E) des subdivisions du lot 2574 (deux mille cinq cent soixante-quatorze) du cadastre officiel pour le quartier St-Louis, maintenant quartier Champlain, de la cité de Québec, à la charge des droits et servitudes déjà accordés et des restrictions qui existent dans les actes de vente des lots 2574-A, 2574-B et 2574-C, lesquelles restrictions et servitudes sont les suivantes:

a) Droit de vue sur le lot 2574-E ainsi que droit de passage et permission d'ériger des fenêtres et baies de côté même à des distances inférieures à celles prévues par la loi.

b) Droit de construire des balcons ou galeries pourvu qu'ils soient construits à au moins 10 pieds au-dessus du sol et qu'ils ne projettent pas plus de 6 pieds.

c) Droit pour le propriétaire du lot 2574-4-A de construire au-dessus du passage conduisant à l'avenue Ste-Geneviève, sur lequel il y avait déjà des droits de vue.

Les dites restrictions et servitudes sont plus amplement expliquées, et l'étendue des droits de la défenderesse sur le dit lot 2574-4-e et des servitudes auxquelles il est assujéti, sont également plus amplement détaillés dans un acte de donation consenti en faveur de la défenderesse le 16 janvier 1926, dans un acte devant Mtre Paul Grenier, N.P., et enregistré au bureau d'enregistrement à Québec, sous le No 200,543.

Pour être vendu "en bloc" à mon bureau, en la cité de Québec, le CINQUIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, L. LAPIERRE.
Québec, ce 29 février 1940. 1137-9-2-o
[Première publication, 2 mars 1940]
[Deuxième publication, 16 mars 1940]

FUGERE, of our city of Quebec, in our district of Quebec, to wit:

1. Subdivision 4-D (four-D) of lot No. 2574 (two thousand five hundred and seventy-four) of the official cadastre for St. Louis ward, now Champlain ward, of the city of Quebec, being an emplacement of irregular figure, bounded in front on the northeast by des Grisons street, in rear on the southwest by lot No. 2574-4-e and 2574-4-3; on one side towards the northwest by lot No. 2573 and on the other side towards the southwest by lots Nos. 2574-4-e and 2574-4-c; measuring 26 feet and 3 inches in front on des Grisons street, 15 feet and 9 inches and 10 feet and 6 inches, respectively, in each of the two segments of the southwest line, 77 feet on the northeast side and 30 feet and 47 feet respectively, in each of the two segments of the southeast line, the whole without warranty as to exact measurement—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be deducted however from the said lot a small parcel of land to be taken in rear of the said lot and which is occupied by a part of the shed already existent, and also a strip of land of 3 feet and 6 inches in front of the said shed, as the whole is explained in two consecutive deeds of sale by Dame G. E. Deblois, one of same in favour of Joseph Isaac Lavery and the other in favour of Dame Joséphine Paméla Mailloux, wife of the said J. I. Lavery, both passed before Notary C. A. Lafrance, bearing date the 17th of January, 1908 and both registered the following day, the first under No. 124,278 and the second under No. 124,279; with right of view on the lot of land occupied by the said shed;

2. All the property or other rights which the defendant may have on the lot today known as No. 4-E (four-E) of the subdivisions of lot 2574 (two thousand five hundred and seventy four) of the official cadastre for St. Louis ward, now Champlain ward, of the city of Quebec, subject to the rights and servitudes already granted and the restrictions which exist in the deeds of sale of lots 2574-A, 2574-B and 2574-C, the said restrictions and servitudes being the following:

a) Right of view on lot 2574-E as well as right of way and permission to erect windows and openings on the same side at lesser distances than those provided for by Law.

b) Right to build balconies or galleries provided that they be built at least 10 feet above the ground and that they do not project more than six feet.

c) Right for the proprietor of lot 2574-4-A to build over the passage leading to Ste. Geneviève Avenue, upon which he already has rights of view.

The said restrictions and servitudes are more amply explained, and the extent of the rights of the defendant on said lot 2574-4-e and the servitudes to which it is subject, are also more amply detailed in a deed of donation consented in favour of the defendant on the 16th of January, 1926, in a deed before Mtre Paul Grenier, N.P., and registered at the Registry Office, at Quebec, under No. 200,543.

To be sold "en bloc" at my office, in the city of Quebec, on the FIFTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff
Quebec, February 29th, 1940. 1138-9-2
[First publication, March 2nd, 1940]
[Second publication, March 16, 1940]

FIERI FACIAS

Québec, à savoir: } **L A CITE DE QUEBEC,**
 No 39,653 } **corporation légale ayant**
 son siège social d'affaires à Québec; contre
DAME MARY ELIZABETH HUNT, de la
 Cité de Québec, veuve de feu William Jos. Delany,
 en son vivant de la cité de Québec, agent
 d'assurance, à savoir:

La subdivision 664 du lot No 42 (six cent soixante-quatre de quarante-deux) du cadastre officiel pour la paroisse de Notre-Dame de Québec, banlieue, maintenant quartier Montcalm, de la Cité de Québec, étant un emplacement situé sur le côté nord de la rue Garnier, No. civique 128, contenant une profondeur de 90.5 pieds sur un front de 37.7 pieds, plus ou moins, mesure anglaise, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le CINQUIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
L. LAPIERRE,
 Bureau du shérif, Québec, ce 28 février 1940. 1139-9-2-o
 [Première publication, 2 mars 1940]
 [2ème publication, 16 mars 1940]

FIERI FACIAS

Cour du Recorder.

Québec, à savoir: } **L A CITE DE QUEBEC;**
 No 2697/38. } **contre STEEL CONSOLIDATED LTD.,** corps politique et incorporé,
 ayant sa principale place d'affaires dans notre
 cité de Québec, dans notre district de Québec,
 à savoir:

1. Le lot No 1096 (mille quatre-vingt-seize) du cadastre officiel pour le quartier Jacques-Cartier, maintenant quartier St-Roch, de la cité de Québec, étant un emplacement formant le coin sud-ouest des rues de la Couronne et Notre-Dame des Anges, ayant une superficie de 3583 pieds, plus ou moins, mesure anglaise, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2. Le lot No 1097 (mille quatre-vingt-dix-sept) du cadastre officiel pour le quartier Jacques-Cartier, maintenant quartier St-Roch, de la cité de Québec, étant un emplacement de forme irrégulière, situé sur le côté sud-ouest de la rue de la Couronne, ayant une superficie de 1988 pieds, plus ou moins, mesure anglaise, borné au nord-ouest par le lot 1096 du même cadastre, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

3. La partie nord du lot No 1,100 (Pt. nord de onze cent) du cadastre officiel pour le quartier Jacques-Cartier, maintenant quartier St-Roch, de la cité de Québec, contenant en superficie 269 pieds, plus ou moins, mesure anglaise, borné au nord-est par le lot 1099 du même cadastre, au sud-est par la partie du lot 1100 affectée à l'élargissement du Boulevard Charest, au sud-ouest par le lot 1101 du même cadastre, et au nord-ouest par les lots 1096 et 1097 du même cadastre, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu "en bloc" à mon bureau, en la cité de Québec, le CINQUIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif
L. LAPIERRE.
 Bureau du shérif, Québec, ce 29 février 1940. 1141-9-2-o
 [Première publication, le 2 mars 1940]
 [Deuxième publication, le 16 mars 1940]

FIERI FACIAS

Québec, to wit: } **THE CITY OF QUEBEC,**
 No. 39,653 } **a duly incorporated body,**
 having its head office at Québec; against **DAME**
MARY ELIZABETH HUNT, of the City of
 Québec, widow of the late William Jos. Delany,
 in his lifetime of the City of Québec, insurance
 agent, to wit:

Subdivision 664 of No. 42 (six hundred and sixty four of forty two) of the official cadastre for the Parish of Notre-Dame de Québec, banlieue, now Montcalm Ward, of the City of Québec, being, an emplacement situate on the North side of Garnier Street, civic No. 128, measuring 90.5 feet in depth by 37.7 feet in front, more or less, English measure—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold, at my office, in the City of Québec, on the FIFTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. LAPIERRE,
 Sheriff's Office, Québec, February 28th, 1940. 1140-9-2
 [First publication, March 2, 1940]
 [Second publication, March 16th, 1940]

FIERI FACIAS

Recorder's Court.

Québec, to wit: } **THE CITY OF QUEBEC;**
 No. 2697/38. } **against STEEL CONSOLIDATED LTD.,** a body politic and corporate
 having its principal place of business in Our City
 of Québec, Our District of Québec, to wit:

1. Lot No. 1096 (one thousand and ninety six) on the official cadastre for Jacques-Cartier Ward, now St-Roch's Ward, of the City of Québec, being an emplacement forming the southwest corner of Crown and Notre-Dame des Anges Streets, containing an area of 3583 feet, more or less, English measure—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. Lot No. 1097 (one thousand and ninety seven) on the official cadastre for Jacques-Cartier Ward, now St. Roch's Ward, of the City of Québec, being an emplacement of irregular figure, situate on the southwest side of Crown Street, containing an area of 1988 feet, more or less, English measure, bounded on the northwest by lot 1096 of said cadastre—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

3. The north part of lot No. 1,100 (North Pt. of eleven hundred) on the official cadastre for Jacques-Cartier Ward, now St-Roch's Ward, of the City of Québec, containing an area of 269 feet, more or less, English measure, bounded on the northeast by lot No. 1099 of said cadastre, on the southeast by that part of lot 1100 affected to the widening of Charest Boulevard, on the southwest by lot 1101 of said cadastre, and on the northwest by lots 1096 and 1097 of said cadastre—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold "en bloc" at my office, in the City of Québec, on the FIFTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. LAPIERRE,
 Sheriff's Office, Québec, February 29th., 1940. 1142-9-2
 [First publication, March 2nd., 1940]
 [Second publication, March 16th., 1940]

Index de la Gazette officielle de Québec, No 9

Index of the Quebec Official Gazette, No 9

ANNONCEURS:—AVIS AUX:—

821 ADVERTISERS:—NOTICE TO:—

821

ARRÊTÉS-EN-CONSEIL:—

ORDERS-IN-COUNCIL:—

Concernant le rappel de l'ordonnance No 21 de l'Office des salaires raisonnables..	843
Concernant les métiers de barbier et coiffeurs de St-Jean et d'Iberville.....	844
Concernant l'Office des salaires raisonnables.....	844

Concerning the repeal of Ordinance No. 21 of the Fair Wage Board.....	843
Concerning the barber and hairdresser trades of St-Jean and Iberville.....	844
Concerning the Fair Wage Board.....	844

ASSEMBLÉE:—

MEETING:—

The Canada and Gulf Terminal Railway Company.....	845
---	-----

The Canada and Gulf Terminal Railway Company.....	845
---	-----

AVIS DIVERS:—

MISCELLANEOUS NOTICES:—

Champlain Bus Corporation.....	846
Frontier Coach Lines, Inc.....	846
L'Association des Epiciers Richelieu.....	845
Le Syndicat Catholique des Cochers de Beauce et Dorchester.....	845
Maniwaki Mines Limited.....	847
North Quebec Lumber Limited.....	846
Ste-Cécile de Masham, munic. de.....	845

Champlain Bus Corporation.....	846
Frontier Coach Lines, Inc.....	846
L'Association des Epiciers Richelieu.....	845
Le Syndicat Catholique des Cochers de Beauce et Dorchester.....	845
Maniwaki Mines Limited.....	847
North Quebec Lumber Limited.....	846
Ste-Cécile de Masham, munic. of.....	845

BUREAUX-CHEF:—

CHIEF-OFFICES:—

Canadian Quarries Limited.....	847
Fordham Laboratories Inc.....	847
Société Anonyme de l'Est Ltée.....	847

Canadian Quarries Limited.....	847
Fordham Laboratories Inc.....	847
Société Anonyme de l'Est Ltée.....	847

CHARTES—ABANDON DE:—

CHARTERS—SURRENDER OF:—

La Cie Immobilière de Construction de la Baie des Ha! Ha!.....	847
Lafleur & Sinclair, Inc.....	848
Lake St. John Oil Co. Ltd.....	848
Québec Exploration Limitée.....	848
The Canadian Exploration Ltd.....	848

Ha! Ha! Bay Land & Building Co.....	847
Lafleur & Sinclair, Inc.....	848
Lake St. John Oil Co. Ltd.....	848
Québec Exploration Limitée.....	848
The Canadian Exploration Ltd.....	848

DEMANDES A LA LÉGISLATURE:—

APPLICATIONS TO LEGISLATURE:—

Commissaires d'Ecoles de la paroisse de Longueuil.....	837
Corp. municipale et les commissaires d'écoles de St-Simon-de-Drummond.....	841
Farnham, ville de.....	837
Joseph, Phillip.....	839
L'Association des Boulangers et Pâtisseries de la province de Québec Inc.....	837
Mont-Royal, ville de.....	838
Munic. scolaire de la ville de La Tuque.....	839
Noranda, ville de.....	838
Pointe-Claire, ville de.....	843
Québec, cité de.....	839
Révérands Pères du Très St-Sacrement de la ville de Shawinigan Falls.....	842
Révérands Pères du Très St-Sacrement de la ville de Sherbrooke.....	842
Salaberry de Valleyfield, cité de.....	841
Saint-Jérôme, ville de.....	843
St-Férol, paroisse de.....	838
Succession C. St-Aubin.....	841
Succession Dame A.-C. Aubert de Gaspé.....	838
Succession Hon. Charles Wilson.....	843
The St. Paul Land Co., Ltd.....	839
Val d'Or, ville de.....	838
Victoriaville, ville de.....	842

School Commissioners of the parish of Longueuil.....	837
Municipal Corp. and School Commissioners of St-Simon-de-Drummond.....	841
Farnham, town of.....	837
Joseph, Phillip.....	839
L'Association des Boulangers et Pâtisseries de la province de Québec Inc.....	837
Mount Royal, town of.....	838
School munic. of the town of La Tuque.....	839
Noranda, town of.....	838
Pointe-Claire, town of.....	843
Quebec, city of.....	839
Reverend Fathers of The Saint-Sacrament of the city of Shawinigan Falls.....	842
Reverend Fathers of The Saint-Sacrament of the city of Sherbrooke.....	842
Salaberry de Valleyfield, city of.....	841
Saint-Jérôme, town of.....	843
St-Férol, parish of.....	838
Estate of C. St-Aubin.....	841
Estate of Dame A.-C. Aubert de Gaspé.....	838
Estate of Hon. Charles Wilson.....	843
The St. Paul Land Co., Ltd.....	839
Val d'Or, town of.....	838
Victoriaville, town of.....	842

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:—

Lac Bouchette, munic. scolaire du village 849

ERRATUM:—

Divers 849
 Huntingdon, munic. du comté 868
 Matapédia, munic. du comté 849

LETTRES PATENTES:—

A. L. Ein Co. Inc. 822
 Association des Propriétaires de Dolbeau, Inc. 823
 Fordham Laboratories Inc. 834
 Laiterie de Coaticook, Ltée—Coaticook Dairy, Ltd. 824
 Laporte, Neron & Lecompte Cie Ltée 824
 La Salle Realty Corporation 827
 Lido Jewellers Company 830
 Percé Lumber Company Limited 832
 Religieuses de l'Union Romaine de l'Ordre de Sainte-Ursule au Canada 833
 The Clarenceville East Protestant Union Cemetery 834

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:—

Samovar Club 837

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE:—

Syndicat d'élevage de chevaux canadiens de Ste-Agathe 849

MINISTÈRE DU TRAVAIL:—

Industrie de la peinture 859
 Industrie de la peinture 860
 Industrie des gants de travail 860
 Industrie des gants de travail 860
 Industrie des gants fins 860
 Industrie des gants fins 861
 Industrie du lait de Québec 861
 Le Syndicat de la construction Inc., de St-Jérôme 861
 Tanneries et corroieries de la province de Québec 861
 Tanneries et corroieries de la province de Québec 861

MINUTES DE NOTAIRES:—

Beauchemin, Emile 850
 Cholette, Edouard 850
 Hutcheson, J.-H. 850
 Lussier, Charlemagne 850

NOMINATIONS:—

Diverses 850

ORDRE DE COUR:—

White vs Shulman 852

PROCLAMATION:—

Enregistrement de plans dans la division d'Abitibi 852

SOUMISSIONS:—

Bedford, ville de 854

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—

Lac Bouchette, school munic. of the village 849

ERRATUM:—

Miscellaneous 849
 Huntingdon, munic. of the county 868
 Matapédia, munic. of the county 849

LETTERS PATENT:—

A. L. Ein Co. Inc. 822
 Association des Propriétaires de Dolbeau, Inc. 823
 Fordham Laboratories Inc. 834
 Laiterie de Coaticook, Ltée—Coaticook Dairy, Ltd. 824
 Laporte, Neron & Lecompte Cie Ltée 824
 La Salle Realty Corporation 827
 Lido Jewellers Company 830
 Percé Lumber Company Limited 832
 Religieuses de l'Union Romaine de l'Ordre de Sainte-Ursule au Canada 833
 The Clarenceville East Protestant Union Cemetery 834

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—

Samovar Club 837

DEPARTMENT OF AGRICULTURE:—

Syndicat d'élevage de chevaux canadiens de Ste-Agathe 849

DEPARTMENT OF LABOUR:—

Paint industry 859
 Paint industry 860
 Working glove industry 860
 Working glove industry 860
 Fine glove industry 860
 Fine glove industry 861
 Milk industry of Quebec 861
 Le Syndicat de la construction Inc., de St-Jérôme 861
 Tanneries and curriers of the Province of Quebec 861
 Tanneries and curriers of the Province of Quebec 861

NOTARIAL MINUTES:—

Beauchemin, Emile 850
 Cholette, Edouard 850
 Hutcheson, J.-H. 850
 Lussier, Charlemagne 850

APPOINTMENTS:—

Miscellaneous 850

RULE OF COURT:—

White vs Shulman 852

PROCLAMATION:—

Registration of plans in the division of Abitibi 852

TENDERS:—

Bedford, town of 854

VENTE, LOI DE FAILLITE:—

Louie's Investment Corporation..... 854

VENTE POUR TAXES:—

Longueuil, cité de..... 855

VENTES PAR LES SHÉRIFS:—

ARTHABASKA:—

Luneau *et al* vs Lamontagne..... 869
St-Pierre vs Roux..... 868

BEAUCE:—

Thibodeau vs Grenier..... 870

HULL:—

Cottingham Supply Co. vs Blanchette *et*
vir..... 870

JOLIETTE:—

Coutu vs Allaire..... 870

MONTRÉAL:—

Cité de Westmount vs Aubertin *et al*.... 871
Dagenais *et al* vs Loiselle..... 871
Lesage *et al* vs Barrette *et vir*..... 872

QUÉBEC:—

Cité de Québec vs Fugère..... 872
Cité de Québec vs Hunt..... 874
Cité de Québec vs Steel Consolidated Ltd. 874

SALE, BANKRUPTCY ACT:—

Louie's Investment Corporation..... 854

SALE FOR TAXES:—

Longueuil, city of..... 855

SHERIFFS' SALES:—

ARTHABASKA:—

Luneau *et al* vs Lamontagne..... 869
St-Pierre vs Roux..... 868

BEAUCE:—

Thibodeau vs Grenier..... 870

HULL:—

Cottingham Supply Co. vs Blanchette *et*
vir..... 870

JOLIETTE:—

Coutu vs Allaire..... 870

MONTREAL:—

City of Westmount vs Aubertin *et al*.... 871
Dagenais *et al* vs Loiselle..... 871
Lesage *et al* vs Barrette *et vir*..... 872

QUEBEC:—

City of Quebec vs Fugère..... 872
City of Quebec vs Hunt..... 874
City of Quebec vs Steel Consolidated Ltd. 874

